

Semaine . 12 / 05

Recherches et mise en page par



Région Bretagne

Le Délégué Départemental Morbihan
Lt-colonel (H) HABRIAL Gilbert
E-mail : gilbert.habrial@wanadoo.fr



44, rue Alain Gerbault – 56260 – LARMOR-PLAGE

Fixe: 02 97 842 181 –
Mobil: 06 86 161 816

==

JORF n°0029 du 3 février 2012

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR



1 Décret du 2 février 2012 portant promotion à titre exceptionnel

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025277339&dateTexte=&categorieLien=id>

JORF n°0026 du 31 janvier 2012

MESURES NOMINATIVES

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

74 Décret du 30 janvier 2012 portant affectation et élévation aux rang et appellation d'ingénieur général hors classe de l'armement, élévations, promotions et nominations dans la 1re section et la 2e section d'officiers généraux

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025242289&dateTexte=&categorieLien=id>

76 Arrêté du 7 janvier 2012 portant nomination au Conseil supérieur de la réserve militaire au titre de l'article D. 4261-4 du code de la défense

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025242309&dateTexte=&categorieLien=id>

77 Arrêté du 27 janvier 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025242311&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

89 Décret du 30 janvier 2012 portant élévation aux rang et appellation de général de corps d'armée, promotions et nominations dans la 1re et la 2e section et affectations d'officiers généraux

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025242340&dateTexte=&categorieLien=id>

Un montagnard légendaire

Le CBA **Emile Paganon** est mort ce mardi à 95 ans : il était inhumé aujourd'hui à Sainte Foy en Tarentaise, en présence d'une section du 7e BCA. Ce chasseur alpin est une figure légendaire : résistant, il participe ensuite, avec la SES (1) du **7e BCA** à la prise du Roc de Belleface en avril 1945.

Il es décoré de la Bronze Star américaine.

En 1950, il avait dirigé l'équipe de ski militaire française.

(1) section d'éclaireurs skieurs, qui sont les prédécesseurs des GCM (commandos montagne) contemporains.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/27/2012 10:29:00 PM](#)

28.01.2012

Le sergent-chef Svilen Simeonov tué à Gwan, a été enterré en Bulgarie



C'est une dépêche de l'AFP qui nous l'apprend: un des quatre militaires français tués le 20 janvier en Afghanistan, membre de la Légion étrangère d'origine bulgare, a été inhumé samedi dans son village natal de Rakovski (nord-est). Les funérailles se sont déroulées selon le rite

musulman, la famille du sergent-chef Sliven Simeonov (2e REG), appartenant à la minorité turque de Bulgarie.

Le sergent-chef Svilen Simeonov, 34 ans, sapeur et démineur, a été tué avec trois autres militaires français du 93e RAM, à trois jours de la fin de sa mission en Afghanistan par un soldat afghan formé par les troupes françaises. Engagé dans la Légion étrangère depuis dix ans, Simeonov comptait s'installer prochainement à Marseille avec sa femme et son fils de trois ans, ont témoigné ses proches devant les médias bulgares. Il avait participé à des missions de la Légion étrangère française à Djibouti, en Guyane française, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan.

Simeonov a été élevé au grade supérieur d'adjudant à titre posthume et décoré lors d'une cérémonie cette semaine en France, de la médaille militaire et de la croix de la valeur militaire. Il a également été fait chevalier de la Légion d'honneur.

La justice va enquêter sur l'embuscade d'Uzbine



La cour d'appel de Paris vient donner son feu vert à l'ouverture d'une enquête judiciaire pour *"homicides involontaires"* sur la mort de dix militaires français lors de l'embuscade d'Uzbine, en août 2008. Il s'agira de déterminer s'il y a eu ou non eu des fautes d'imprudence, de maladresse, d'inattention ou un manquement à une obligation de sécurité et de prudence.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel a ainsi confirmé, contre l'avis du parquet, une ordonnance rendue par le juge d'instruction Frédéric Digne en mars 2011.

Cette enquête fait suite à une plainte des familles de soldats tués ce jour-là, qui sont défendus par Me Gilbert Collard. *"On va enfin savoir comment ces jeunes soldats sont morts, comment ils ont été sacrifiés"* a estimé l'avocat. *"On n'avait pas le droit d'envoyer des soldats à la mort sans leur donner les moyens de se défendre, sans leur donner les moyens d'échapper à un guet-apens construit par la négligence, par le laxisme de la hiérarchie"* a ajouté l'avocat, que l'on sait proche de Marine Le Pen.

Cette décision marque un pas de plus dans la judiciarisation des opérations militaires. Une tendance qui inquiète les autorités militaires : *"La judiciarisation, qu'elle soit nationale ou internationale, quand elle est excessive, mal comprise, met en péril notre efficacité opérationnelle"*, soulignait récemment l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées, qui rappelait qu'*"un soldat qui meurt au combat n'est pas une victime."*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 30 Janvier 2012 à 11:44

Uzbeen : Christophe Guilloteau sceptique

Le député (UMP) du Rhône **Christophe Guilloteau** avait fait partie des cinq parlementaires (1) partis pour l'Afghanistan, dans l'immédiat après-Uzbeen. Il avait ensuite été désigné par la commission de la Défense [comme rapporteur sur le projet de création d'une commission d'enquête](#), demandée par le communiste **Jean-Jacques Candelier**. Il vient de nous confier ses arguments contre une enquête de la justice sur les événements d'Uzbeen : *"J'ai fait partie des cinq députés qui sont partis pour l'Afghanistan, après Uzbeen. Nous avons rencontrés les frères d'armes des blessés et des morts, leurs chefs, et les explications nous ont paru plausibles. J'avais surtout noté, à l'époque, le déficit de protection balistique des camions logistiques, ce qui n'était pas normal, et qui a été réglé par la suite. Mais aussi et surtout, le manque d'hélicoptères de combat, puisqu'il n'y avait que deux Caracal de l'armée de l'air. Revenus en France, nous avons pu aborder ces carences avec le Premier Ministre, qui a fait en sorte d'envoyer en Afghanistan, rapidement, des hélicoptères Caracal et Gazelle, ainsi que des drones.*

L'information d'aujourd'hui me surprend beaucoup. L'engagement militaire ne peut pas se limiter au défilé du 14 juillet, et on sait que cet engagement expose à des risques. Mais ce qui me gêne est que l'enquête sera forcément difficile à mener : une reconstitution est impossible, on ne va pas demander aux insurgés de refaire les gestes de cette journée (2). Et une enquête de ce type ne peut être menée depuis un bureau, à Paris, à seulement entendre des communications radio de l'époque, ou quelques militaires, dont la plupart ont d'ailleurs quitté l'armée depuis. Le traitement de la justice ne sera donc pas équitable."

(1) dont **Guy Tessier**, **Françoise Olivier-Coupeau**, **Philippe Cochet**.

(2) le général **Benoît Puga**, alors sous-chef opérations de l'**EMA**, avait, dans un point presse, laissé entendre que les insurgés impliqués dans cette attaque avaient été neutralisés par la suite.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/30/2012 06:18:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

03.02.2012

Affaire d'Uzbeen: le parquet se pourvoit en cassation

Le parquet général de la cour d'appel de Paris a annoncé, ce matin, qu'il se pourvoyait en cassation contre l'ouverture d'une enquête sur la mort au combat en Afghanistan en 2008 de dix soldats français, décidée lundi par des magistrats indépendants (voir mon post du 30 janvier en cliquant [ici](#)). Le parquet général estime que cette enquête n'est pas possible juridiquement. Ce pourvoi ne suspend pas la possibilité pour le juge d'instruction désigné d'engager les auditions sur le chef "d'homicides involontaires", qui vise potentiellement la hiérarchie militaire.

Afghanistan : l'armée française en liberté surveillée !



- Où va le monde, PIERRE BEYLAU

Le Point.fr - Publié le 02/02/2012 à 17:45 - Modifié le 02/02/2012 à 20:24

Stupéfiant ! Un juge d'instruction pourrait enquêter sur l'embuscade d'Uzbin qui a coûté la vie à dix soldats français en 2008.

"La guerre, disait Clemenceau, est une affaire trop sérieuse pour être confiée aux militaires." La cour d'appel de Paris a poussé le raisonnement un peu plus loin : elle a autorisé un juge d'instruction à enquêter sur le bien-fondé de l'opération qui, en août 2008, a coûté la vie à dix parachutistes français dans la vallée d'Uzbin en Afghanistan. Sauf si la Cour de cassation, qui pourrait être saisie par le parquet, en décide autrement, l'action judiciaire, déclenchée par les plaintes de familles de victimes, suivra son cours.

On imagine déjà l'interrogatoire conduit par un fringant magistrat qui, très probablement, n'aura connu comme émotion que les explosions des feux d'artifice du 14 Juillet :

- Quels effectifs avez-vous engagés ? Quelle couverture aérienne ? Pourquoi n'avez-vous pas mis en batterie des mortiers de 120 ? Vous avez progressé dans un thalweg sans vous éclairer sur les ailes, sans tenir les collines avoisinantes. Avez-vous oublié le vieux prétexte du fantassin : "Qui tient les hauts, tient les bas ?"

- Pardon, monsieur le juge, j'avais égaré mon Dalloz. J'avais bien révisé mon cours de procédure pénale, mais, c'est vrai, j'ai négligé le principe de précaution inscrit dans la Constitution depuis 2005.

- Vous êtes conscient d'avoir mis en danger la vie de vos soldats ?

- Oui, monsieur le juge. C'est une grave faute d'exposer des parachutistes au risque d'être blessés ou tués. D'ailleurs, je vais proposer au commandement la suppression dans tous les chants paras des couplets qui parlent de violence, de mitraille, de combats qui font rage, de la mort qui fauche en chemin.

Peut-être ce dialogue imaginaire ne deviendra-t-il jamais réalité. Peut-être l'affaire va-t-elle s'enliser dans les méandres marécageux et les insondables mystères de la procédure. Mais nul doute qu'elle laissera des traces.

Le coût humain des OPEX.

Jeudi, 02 Février 2012 16:47



par le général d'Armée Elrick IRASTORZA ;

ancien Chef d'état-major de l'Armée de Terre.

La mort du soldat au combat n'est pas une mort ordinaire et les faits d'armes ne sont pas des faits divers.

Nos pertes en Afghanistan suscitent une légitime émotion dans une

opinion publique.....

...qui place au-dessus de tout la préservation de la vie mais l'histoire de notre pays « s'est faite à coups d'épée » et il est difficile d'imaginer un avenir radieux sans nouveaux sacrifices.

L'émotion ne doit pas l'emporter sur la raison

Nos soldats et leurs familles ont besoin d'un soutien durable et non pas d'une fugace compassion. Souvenons-nous, après les avoir pesés à l'aune des enjeux du moment et des effectifs engagés, de leurs sacrifices passés : première guerre mondiale : 1 400 000 tués, 4 300 000 blessés ; deuxième guerre mondiale : 238 000 tués, 400 000 blessés ; guerre d'Indochine : 40 000 tués, 70 000 blessés ; guerre d'Algérie : 25 000 tués, 65 000 blessés ; Afghanistan : 75 tués, 500 blessés. Parce qu'elle lui est confiée au nom du peuple français par le Président de la République, élu au suffrage universel et chef des armées, la mission du soldat est et doit rester sacrée et l'émotion ne doit pas l'emporter sur la raison.

Servir en tout lieu et tout temps jusqu'au sacrifice suprême

Il est évident que les grandes hécatombes du XXe siècle ont conduit à un véritable rejet de la guerre et des pertes au combat et collatérales.

La dissuasion nucléaire d'une part et les opérations de maintien de la paix d'autre part, l'ont subrepticement amplifié à grand renfort de slogans tels que « plutôt rouge que mort » et de concepts séduisants comme celui de « zéro mort ».

L'effondrement du pacte de Varsovie et la disparition de menaces mortelles à nos frontières n'a fait qu'accélérer cette évolution : le moment était venu d'engranger les dividendes de la paix.

C'était oublier un peu vite que la France ne bénéficie pas d'un statut d'extraterritorialité planétaire, que les menaces pour n'avoir plus de frontières n'en sont pas moins vivaces et que notre pays, membre permanent du Conseil de Sécurité devra continuer à contribuer, avec d'autres, à la bonne marche du monde.

La première guerre du Golfe allait ramener les rêveurs impénitents sur terre mais aussi accélérer une évolution de notre outil de défense devenue inéluctable. Pas question d'envoyer le contingent participer à des engagements lointain ne justifiant manifestement plus le sacrifice de soldats appelés.

La guerre est devenue une affaire de professionnels aptes à « servir en tout temps et en tout lieu »*, s'il le faut « jusqu'au sacrifice suprême »*.

Le culte de la mission

Décidée en 1996 et menée tambour battant, la professionnalisation est incontestablement une réussite au plan de l'efficacité opérationnelle et de la motivation.

Nous avons de bons soldats, courageux, généreux, aussi bien formés et équipés que nos moyens nous le permettent, enthousiastes dans l'action, durs à la peine et volontaires dans l'adversité, cultivant traditions et camaraderie avec passion mais surtout le culte de la mission. Ils en connaissent le prix mais leurs chefs n'ont qu'une seule obsession : réduire ce coût à l'humainement et moralement acceptable tout en remplissant la mission. C'est l'éternel dilemme du chef au combat...

Où en sommes-nous près de dix ans après la fin de la professionnalisation ? Nous avons une armée de métier qui tient la route mais pour les Français la vie du soldat de métier a finalement autant de prix que celle de l'appelé du contingent et la mort au combat de leurs soldats ne laisse pas aussi indifférent qu'on a bien voulu le dire ; c'est plutôt une bonne nouvelle pour le pays et ses armées.

Esprit de sacrifice et reconnaissance de la Nation

Mais il ne faudrait pas verser dans l'excès inverse au point de s'en trouver inhibé alors que « L'état de militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice »*.

La capacité de résistance d'une nation réside d'abord dans sa capacité à accepter le sacrifice des siens dès lors qu'il y va de «la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation »*.

Reste à les apprécier ; le seuil de tolérance en découlera.

« Madame, monsieur, votre fils, (votre mari, votre frère) est mort courageusement les armes à la main en faisant son métier de soldat ; il est mort en héros et nous lui devons, la Nation lui doit une reconnaissance éternelle ».

Si d'aventure notre pays devait un jour bannir de la langue française cette phrase si lourde de sens et d'émotion, c'est que ce jour là il aurait renoncé à toute ambition et notamment à celle de se défendre..

*Code la défense. Statut général des militaires.

Général d'armée Elrick IRASTORZA

Ancien Chef d'état-major de l'armée de terre

CEMA : VISITE DU GENERAL HAMAD AL RUMAITHI, CEMA DES EMIRATS ARABES UNIS

Mise à jour : 31/01/2012 11:50

Le 27 janvier 2012, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a reçu, le général Hamad Al Rumaithi, CEMA des Emirats Arabes Unis (EAU), à l'Ecole militaire à Paris.



Les deux chefs militaires ont signé les minutes du 17^e comité militaire franco-émirien qui a eu lieu du 24 au 26 janvier 2012 à Abou Dhabi, et qui définit un programme de coopération dynamique et ambitieux pour l'année à venir. Dans ce cadre, l'exercice *Gulf 2012*, organisé conjointement par les Emirats arabes unis et la France, se déroulera du 15 avril au 03 mai 2012.

Au cours de la réunion de travail, l'amiral

Guillaud et son homologue ont également abordé la situation régionale et les engagements militaires en commun.

Un accord intergouvernemental fixant la création d'une implantation militaire française permanente a été signé en 2009. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique dans une région d'importance majeure.

L'implantation de la base interarmées d'Abou Dhabi concrétise une collaboration militaire active entre les deux nations.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Le général Paloméros en visite au Qatar et en Arabie Saoudite

Mise à jour : 30/01/2012 18:36

Du 21 au 26 janvier 2012, le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), s'est rendu en visite officielle au Moyen-Orient.

Le premier volet de ce déplacement s'est déroulé au Qatar, du 21 au 24 janvier. Le général Paloméros a notamment rencontré son homologue, le général Mubarak Al Kayareen, ainsi que le chef d'état-major des armées, le général Hamad bin Ali Al Attiyah. Ces entrevues ont permis au général Paloméros de confirmer la vitalité des liens unissant les forces aériennes des deux pays. Cette excellente coopération s'est notamment illustrée lors des missions conjointes au-dessus de la Libye durant l'opération *Unified Protector*. Français et Qataris travaillaient depuis la base aérienne de Souda (Crète).



Par la suite, le CEMAA a rencontré des aviateurs français insérés au sein du *Combined Air Operations Center* (CAOC - centre multinational d'opérations aériennes) situé sur la base aérienne d'Al Udeid. Cet organisme est chargé de la planification et de la conduite des opérations aériennes sur une large zone qui comprend l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Afghanistan.



Le général Paloméros a poursuivi sa visite en se rendant en Arabie Saoudite, du 24 au 26 janvier. À Riyad, le CEMAA a ainsi rencontré certaines des principales autorités du royaume saoudien : le général Mohammed Al Ayesh, commandant les *Royal Saudi Air Forces* (RSAF - forces aériennes royales saoudiennes), le général Abdulaziz Al Hussein, commandant les *Royal Saudi Air Defense Forces* (RSADF, composante «défense aérienne» de l'armée de l'air saoudienne), ainsi que le général Al Qubayel, chef d'état-major des armées.

Le CEMAA s'est ensuite déplacé en compagnie de son homologue saoudien sur la base aérienne de Tabouk, dans l'ouest de l'Arabie Saoudite. Il a ainsi rencontré les aviateurs français et saoudiens participant [à l'exercice conjoint Green Shield 2012](#). Durant 15 jours, l'armée de l'air a, en effet, déployé six aéronefs (trois Rafale et trois Mirage 2000D), ainsi qu'une centaine d'aviateurs. Les objectifs de l'exercice étaient d'approfondir la coopération bilatérale franco-saoudienne, de développer l'interopérabilité, de confronter les savoir-faire et de favoriser les échanges. Mission accomplie.



Djibouti : les FFDj accueille deux hautes autorités militaires

Mise à jour : 31/01/2012 12:20

Le 27 janvier 2012, le général William Kurtz, commandant les Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) a accueilli l'amiral général Fernando Garcia Sanchez, chef d'état-major des armées espagnol.



Le général William Kurtz a accueilli son hôte au détachement espagnol de patrouille maritime déployé au sein de la base aérienne 188. Ensemble, ils ont évoqué le soutien apporté par les FFDj au détachement espagnol.

Les FFDj participent à la lutte contre la piraterie en assurant notamment le soutien des moyens déployés par l'Union européenne dans le cadre de l'opération Atalante.

Ainsi, la base navale des FFDj accueille un détachement allemand et soutient les bâtiments français engagés dans la lutte contre la piraterie. La base aérienne abrite l'état major de soutien de l'opération Atalante ainsi que le détachement de patrouille maritime espagnol.

Les FFDj apportent également leur expertise aux forces déployées dans le cadre de l'opération Atalante afin de faciliter leur déploiement à Djibouti.

Le lendemain, le 28 janvier 2012, le général William Kurtz a reçu le général Alexander Shirreff, *Deputy Supreme Allied Commander in Europe* (DSACEUR). Il était accompagné de l'amiral Georges Zambellas, commandant de la force maritime de l'OTAN à Northwood.

Le général Kurtz et le général Shirreff ont évoqué la sécurité dans la région, en particulier le dossier de la piraterie maritime dans le Golfe d'Aden. Ils ont aussi abordé la coopération entre les FFDj et la force maritime de l'OTAN



déployée dans la région pour lutter contre la piraterie.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Le général Martel sur la base d'Orange

Mise à jour : 01/02/2012 16:31

Le mardi 31 janvier 2012, le général Joël Martel, major général de l'armée de l'air (MGAA), s'est rendu sur la base aérienne 115 d'Orange. Accueilli par le colonel Éric Charpentier, commandant la base aérienne, le général Martel a rencontré le personnel de la base.



Le MGAA s'est ainsi déplacé dans les principales unités de la base : le dispositif de permanence opérationnelle constitué de Mirage 2000 et d'hélicoptères Fennec, le centre d'instruction des équipages d'hélicoptères (CIEH), l'escadron des services de la circulation aérienne (ESCA), l'escadron de soutien technique aéronautique (ESTA) ainsi que l'escadron de soutien ou de ravitaillement technique (ESRT). Le général Martel a également profité de cette visite pour se rendre

à l'antenne GSBDD (groupement de soutien de la base de Défense) d'Orange et rencontrer les présidents de catégories et les représentants du personnel civil.

Au cours de cette journée, le général a souhaité, lors du mange-debout, féliciter *« l'ensemble du personnel de la base aérienne d'Orange, pour le travail réalisé ainsi que les acteurs de l'ombre, qui ont œuvré en dehors des missions médiatisées . Je suis conscient du travail fourni au quotidien et de la difficulté des réformes engagées »*.

Durant son allocution, le général Martel a mentionné à nouveau les deux priorités du général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air: *«la nécessité de régénérer le potentiel tant humain que matériel après une année d'engagement intensif, sans oublier de poursuivre la réforme engagée »*.



Sources : Armée de l'air

CEMA : baptême de la 19e promotion à l'Ecole de Guerre

Mise à jour : 02/02/2012 18:28

Le 31 janvier 2012, l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a participé à la cérémonie de baptême de la 19e promotion de l'Ecole de Guerre, présidée par M. Longuet, ministre de la Défense et des anciens combattants.



A cette occasion, le ministre de la Défense a remis l'insigne de l'Ecole de Guerre au lieutenant-colonel français Veyssière, président de la promotion. Le CEMA a quant à lui, remis l'insigne de l'Ecole de Guerre au commandant de frégate argentin Cohen Lernoud, président des stagiaires étrangers.

Baptisée *Maréchal Juin*, la 19^e promotion est constituée de 293 officiers des trois armées et services ainsi que de la gendarmerie nationale. 95 de ces officiers proviennent de 67 nations

alliées de la France.

Les officiers de la promotion ont débuté leur stage le 6 septembre 2011, pour une durée d'un an. Sélectionnés au sein de chaque armée par un concours très sélectif, ces officiers suivent un enseignement de haut niveau devant leur permettre d'occuper des fonctions de commandement et de direction dans la suite de leurs carrières.

L'Ecole de Guerre, haut lieu de la formation militaire, est un symbole d'échange et de coopération entre la France et ses alliés, avec lesquels les armées françaises sont amenées à préparer, planifier et conduire des exercices et des opérations militaires.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Remise des brevets de médecine navale et de médecine aéronautique et spatiale

Mise à jour : 01/02/2012 11:23 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Le jeudi 26 janvier 2012, les brevets de médecine navale et de médecine aéronautique et spatiale ont été remis aux futurs médecins affectés dans les forces de la Marine, de l'Armée de l'Air et de l'Aviation légère de l'Armée de Terre, lors d'une cérémonie qui se tenait pour la première fois à l'[Ecole du Val -de-Grâce](#).

La cérémonie était présidée par le médecin général inspecteur Maurice Vergos, commandant l'EVDG. Elle a permis de souligner le récent regroupement à l'EVDG de l'enseignement des médecines de milieux.

Un brevet de convoyeuse de l'air a également été remis à une infirmière militaire.

Les centres de médecine navale et de médecine aéronautique et spatiale, sous la responsabilité de l'EVDG, assurent la mise en oeuvre de ces formations qui comprennent des enseignements

théoriques et de nombreux stages pratiques (stages de survie, visites de sites opérationnels, embarquement sur le porte-avions...).



Otan : le commandement du bouclier antimissile sera basé en Allemagne

Jeudi 2 février 2012

Le centre de commandement du bouclier antimissile que va déployer l'Otan en Europe sera basé en Allemagne, a annoncé jeudi un diplomate en marge d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique à Bruxelles. (Guysen.International.News)

Lanterne rouge du peloton de promesses de François Hollande: la Défense

Lundi, François Hollande passera la journée dans la région brestoise. Au programme, la visite de la base de sous-marins nucléaires de l'Île-Longue où il sera entouré de membres de son équipe de campagne: Jean-Yves Le Drian, président du conseil régional et en charge du volet "Défense", Patricia Adam, députée de Brest, Bernard Poignant, maire de Quimper et Richard Ferrand, conseiller régional...



À 13 h, retour à Brest où il rencontrera les ouvriers de la Sobrena, le chantier naval en attente d'un repreneur. Rendez-vous place de la Liberté, devant l'étrave de *l'Espoir II*, réalisée par les salariés.

Ensuite, le candidat participera à une réunion de travail sur le thème de « l'excellence maritime ». Y sera abordée la question des

énergies marines. Autour de la table, universitaires, chercheurs, entreprises et autres membres du pôle mer. Un enjeu de poids pour Brest, retenue en 2009 pour être la plate-forme nationale de recherche dédiée aux énergies marines renouvelables, à partir des savoir-faire de l'Iframer. Ce thème figure également dans les 60 propositions de François Hollande, qui entend faire « de notre pays le leader européen des énergies marines renouvelables ». Par ailleurs, trois délégations, ADMR, syndicats de la Défense (CFDT, Unsa) et Sobrena seront reçues par ses proches collaborateurs. À 18 h, François Hollande montera à la tribune de Penfeld. Le PS attend quelque 1 000 à 2000 personnes à ce meeting.

Ce post est l'occasion de revisiter, au pas de course j'en conviens, le programme de François Hollande. En 60e et dernière place du **programme de François Hollande**: la défense.

Le 60e point dans son intégralité:

"Je maintiendrai une ambition nationale élevée pour notre outil de défense, et je serai très vigilant dans l'action contre le terrorisme. Je fixerai un cap à nos forces armées, en conservant les deux composantes de notre dissuasion nucléaire, et en resserrant les liens entre l'armée et la nation. Je veillerai à ce que les armées disposent des moyens de leur mission et d'une organisation performante. Je relancerai une politique industrielle de défense ambitieuse. Je m'attacherai à ce que l'Otan retrouve sa vocation initiale : la préparation de la sécurité collective."

Ambition et vigilance! Rien à redire. Il faudra désormais attendre qu'une réponse à la question légitime soit apportée par le candidat ou son équipe de campagne: quels moyens humains et matériels pour quelles ambitions, quelles missions (françaises, européennes et internationales)?

François Hollande à bord du SNLE Le Triomphant



SNLE à l'Ile Longue
crédits : MARINE NATIONALE

01/02/2012

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle s'est rendu lundi à Brest, où il a notamment visité l'Ile Longue, la base des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de la Marine nationale. François Hollande est monté à bord du Le Triomphant, l'un des quatre SNLE français dont le nom a évidemment provoqué quelques remarques amusées dans l'assistance. «Je n'ai pas trouvé Le Modeste, mais j'aurais pu être sur Le Redoutable », a plaisanté le candidat. Plus sérieusement, le leader socialiste en a profité pour réaffirmer son attachement à la dissuasion nucléaire. A Brest, François Hollande, qui a notamment rencontré des salariés de la Sobrena, l'entreprise de réparation navale en redressement judiciaire, s'est également dit très intéressé par les énergies renouvelables, un secteur sur lequel la Bretagne est en pointe, et a confirmé qu'il soutenait le développement de cette nouvelle filière.

Afghanistan : un ancien soldat français témoigne

Publiée le 21 janv. 2012 par [BFMTV](#)

Un ancien soldat français témoigne des changements sur le terrain par rapport à 2003 où il était en fonction.

<http://www.youtube.com/watch?v=fsDq59BFvlq>

Un ex-soldat breton témoigne : "Il serait honteux de quitter l'Afghanistan"

**LE MENSUEL
DE RENNES**

, le 31 janvier 2012, 15h23 (Actualisé le 1 février 2012, 18h18)

Cédric Moryoussef lors des répétitions du concert Unisson dans les locaux de l'armée au Quartier Lyautey à Saint-Jacques de la Lande. (photo : Alan Loquet).



Cédric Moryoussef a servi un an en Afghanistan. Cet ancien sous-officier du 3^e RIMA de Vannes chante désormais pour les blessés de l'armée de terre. Il revient sur son engagement afghan et l'actualité récente de ce conflit.

Cédric Moryoussef est un ancien infirmier, sous-officier de l'armée de terre. Il a notamment servi au 3^e RIMA de Vannes et passé un an en Afghanistan comme formateur de l'Armée nationale afghane (Ana). Depuis, il a quitté l'armée et chante dans le groupe "Kilt Brothers". L'ancien sous-officier était présent ce mardi 31 janvier au Quartier Lyautey à Saint-Jacques-de-la-Lande pour la remise d'un chèque de 21 000€. Une somme récoltée pour l'association « Terre fraternité » qui vient en aide aux blessés de l'armée de Terre. Il revient sur son engagement en Afghanistan et sur les récents événements survenus à l'armée française sur ce théâtre.

Le Mensuel : 417 blessés en 2011 dont 252 en opérations, en qualité de retraité de l'armée, que symbolise pour vous votre engagement pour l'association « Terre fraternité » ?

Cédric Moryoussef : Même si je n'appartiens plus à l'armée de Terre, je reste militaire dans l'âme. Je n'ai jamais perdu les liens avec elle. Rien ne peut effacer tout ça. C'est toujours un plaisir de participer avec mon groupe, les « Kilt brothers », à ces concerts caritatifs. Je suis notamment parti en Afghanistan et on ne peut pas couper le cordon.

Justement, comment avez-vous reçu la nouvelle de l'attaque perpétrée par un taliban infiltré qui a causé la mort de quatre soldats français le 20 janvier ?

Cela m'a touché de plein fouet. Rattaché au 3^e Régiment d'infanterie de Marine de Vannes (Rima), je suis allé deux fois en Afghanistan entre 2007 et 2009. J'y ai alors encadré et formé une compagnie afghane. Cela s'est révélé être une formidable expérience, un véritable échange culturel. Pourtant, on ne pouvait pas faire confiance à un Afghan. On pensait toujours que l'un d'entre eux pouvait nous tirer une balle dans le dos. Devant nous, ils sont adorables, mais il ne faut pas oublier que nous sommes étrangers dans leur pays. Malgré tout, je reste persuadé que nous faisons quelque chose de bien là-bas.

A l'instar de Nicolas Sarkozy, pensez-vous qu'il faille rapatrier l'ensemble des troupes françaises combattantes en Afghanistan dès la fin 2013 ?

Je ne suis pas pour. Il serait honteux de saboter 10 ans de travail, il serait honteux de partir. Je sais que je ne suis pas très objectif, mais les choses se mettent en place là-bas. On ne peut pas casser tout ça. Il faut affiner un retour progressif, mais pas acter un retrait total. Il ne faut toujours pas remettre en cause. On connaît les règles du jeu.

Que pensez-vous de l'instruction qui va être menée par un juge français sur l'embuscade d'Uzbin, qui avait coûté la vie à dix parachutistes en août 2008 ? Il s'agit d'une première dans l'histoire judiciaire et militaire pour une guerre en cours.

Je comprends l'action des familles de victimes. Mais il ne faut pas croire ce que raconte la presse notamment. Ces militaires savaient très bien où ils mettaient les pieds. Ce genre d'opérations est préparée au millimètre près. La vérité est là. Il ne faut pas chercher la petite bête. Il y a des choses que les non-militaires ne peuvent pas comprendre. De ma propre expérience, on prévenait les Afghans de nos déplacements au dernier moment. Il faut l'accepter, un point c'est tout.

Afghanistan. Sarkozy avance d'un an le retrait des soldats français

27 janvier 2012 à 20h09 -



Afghanistan. Sarkozy avance d'un an le retrait des soldats français.
photo EPA

Finalement, le chef de l'Etat a annoncé que le retrait des soldats français en [Afghanistan](#) aurait lieu fin 2013, soit un an avant l'échéance fixée. Une décision prise après la mort de [quatre militaires français tués par un soldat afghan](#), et l'entretien qu'a eu Nicolas Sarkozy ce vendredi avec le président Hamid Karzaï.

Lire également

- >> [Alain Juppé écarte le retrait des troupes avant la fin de l'année](#)
- >> [Cacophonie entre Paris et Washington](#)
- >> [Un taliban infiltré responsable de la mort des soldats français](#)
- >> [Tous nos articles sur l'Afghanistan](#)

Au terme d'un entretien avec son homologue afghan, le chef de l'Etat a justifié ce changement inattendu par la décision de transférer à l'armée afghane, à partir du mois de mars prochain, la responsabilité de la sécurité dans la province de la Kapisa, au nord-est de la capitale, Kaboul. "La poursuite de la transition et ce transfert graduel des responsabilités de combat permettront de planifier le retour de la totalité de nos forces combattantes dès la fin de l'année 2013", a déclaré Nicolas Sarkozy. Soit une année avant le terme de la fin 2014 fixé par la coalition.

" Ce mouvement a été décidé "en accord avec le président Karzaï et en accord avec nos alliés, d'une façon organisée et raisonnable me semble-t-il", a ajouté le président.

Seules "quelques petites centaines" de soldats resteront après 2013

L'échéance fixée jusque-là par la coalition pour la fin de ce transfert était l'année 2014. Tel que redéfini par Nicolas Sarkozy, le nouveau calendrier de retrait des quelque 3.600 soldats français toujours déployés sur le sol afghan prévoit le départ d'un millier d'entre eux dès l'année 2012, contre 600 auparavant.

A partir de 2013, ce contingent sera pour l'essentiel chargé d'une mission d'instruction de l'armée afghane. Au-delà de 2013, dans le cadre du "traité d'amitié et de coopération" signé vendredi à l'Elysée par les deux présidents, un effectif "résiduel" que Nicolas Sarkozy a évalué à "quelques petites centaines" de soldats, poursuivra des actions de formation militaire.

La question posée après la mort de quatre soldats français

En rupture totale avec la ligne qu'il avait jusque-là fixée, le chef de l'Etat avait clairement posé la question de l'accélération du retrait français d'Afghanistan la semaine dernière, juste après avoir appris [la mort de quatre soldats, tués par une recrue afghane dont ils assuraient la formation](#). "Si les conditions de sécurité ne sont clairement établies, alors se posera la question d'un retour anticipé de l'armée française", avait-il lancé. [Ce revirement avait provoqué l'inquiétude des alliés de la France, notamment des Américains](#), et dès lors les signaux donnés par Paris avaient semblé contradictoires.

François Hollande souhaite un retrait dès la fin 2012

A moins de trois mois de la présidentielle, le chef de l'Etat a finalement décidé d'anticiper le retrait militaire de la France. Son calendrier se rapproche désormais de celui de son rival socialiste dans la course à l'Elysée [François Hollande, qui souhaite que le retrait français soit achevé dès la fin 2012](#) au motif que "notre mission est terminée".

Retrait d'Afghanistan : une accélération symbolique

[Figaro.fr](#), Mis à jour le 27/01/2012 à 20:10 | publié le 27/01/2012 à 19:37



Des soldats français du premier régiment d'infanterie en patrouille rejoignent la base Tora dans la province de Surobi en décembre dernier. Crédits photo : JOEL SAGET/AFP

DECRYPTAGE- La petite accélération du calendrier français ne changera pas grand-chose sur le fond et apparaît comme un compromis entre la date butoir de l'Otan, fin 2014, et celle du candidat du PS, 2012.

Qu'elle ait été envisagée sous le coup de l'émotion par Nicolas Sarkozy ou promise dans un contexte électoral par François Hollande, l'éventualité d'un retrait anticipé des [forces françaises d'Afghanistan](#) d'ici à la fin 2012 paraissait aussi peu probable que réaliste. La petite accélération du calendrier annoncée vendredi par le chef de l'Etat, qui a promis de faire rentrer les troupes fin 2013, ne changera pas grand-chose sur le fond et relève davantage du symbole. Elle apparaît aussi comme un compromis entre la date butoir de l'Otan, fin 2014, et celle du candidat du PS, 2012.

Politiquement, Paris, qui s'est engagé en [Afghanistan](#) au côté de Washington au lendemain du 11 septembre 2001, pouvait difficilement laisser tomber son allié américain. «La France doit rester un grand pays. C'est-à-dire un pays fidèle à la parole donnée. Nous avons mis des années à rétablir la confiance avec les Américains et les Britanniques. Nous ne pouvons pas défaire cela», commente un officier français en Afghanistan. Lorsqu'elle avait retiré unilatéralement ses troupes d'Irak, en 2004, l'Espagne n'avait pas mesuré les conséquences de sa décision, qui a durablement modifié le regard porté par l'Otan et les États-Unis sur Madrid.

Un effet de débandade

Un retrait précipité de la part de la France, qui possède l'une des deux grandes armées européennes avec la [Grande-Bretagne](#), aurait en outre pu avoir, sur les autres pays qui participent à la coalition, un effet de débandade. «La France donne encore le la. Si elle se retire, les autres nations suivront. Et nous serons considérés comme un pays faible et non fiable par nos partenaires», redoute un responsable militaire. Il juge le risque politique d'un retrait d'autant plus inutile que «de toute façon, nous sommes déjà en phase finale en Afghanistan», puisque les troupes internationales doivent normalement quitter le pays d'ici à la fin de l'année 2014.

Vis-à-vis du gouvernement afghan, un départ précipité serait venu brouiller le message jusque-là envoyé par Paris. La France, qui a mobilisé ses moyens militaires et son énergie depuis dix ans en Afghanistan, a signé vendredi avec le président [Hamid Karzaï](#) un accord de défense liant les deux pays. Les chefs d'État ont aussi décidé que des conseillers militaires français resteront auprès de l'Armée nationale afghane (ANA) après le retrait des troupes de combat en 2014.

Enfin, au niveau logistique, tous les spécialistes s'accordent à dire qu'il aurait été impossible de rapatrier les moyens engagés avant la fin de l'année 2012. Dans la région, les routes sont longues et dangereuses. Et la France ne possède pas les gros-porteurs qui permettraient de transporter les équipements lourds par les airs. Autant de raisons pour lesquelles la France, selon le ministre de la Défense Gérard Longuet, va se borner à demander à la coalition «d'adapter son dispositif aux nouvelles menaces sur le terrain».

Nicolas Sarkozy a aussi exigé d'Hamid Karzaï qu'il contrôle davantage son armée. Concrètement, le recrutement des officiers et des soldats afghans devrait à l'avenir être mieux contrôlé par les officiers français. «Lorsqu'on forme des forces de sécurité, c'est toujours pareil. On met d'abord le paquet sur la quantité. Puis on se penche - et c'est plus difficile - sur la qualité. Afin d'obtenir un subtil équilibre» explique un officier français. Sachant qu'en Afghanistan, comme dans toutes les guerres, le risque zéro n'existe pas.

Par [Isabelle Lasserre](#),

Afghanistan : Le secrétaire américain à la Défense se rapproche de la position française

2 février 2012 – 9:20

A l'occasion du sommet de Lisbonne, organisé en novembre 2010, les pays membres de l'Otan impliqués militairement en Afghanistan ont convenu d'un retrait de leurs forces de ce pays avant la fin de l'année 2014, c'est à dire au terme du transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces de sécurité afghane.

Seulement, le 27 janvier dernier, le président Sarkozy, a pris l'Otan de court en annonçant la fin de la mission de combat des troupes françaises déployées en Afghanistan en 2013. Toutefois, le

locataire de l'Elysée a précisé qu'au-delà de cette date, la France maintiendra « un effectif résiduel » de l'ordre de « quelques petites centaines » d'hommes pour poursuivre la tâche de former les soldats de l'armée nationale afghane.

La décision du président Sarkozy d'avancer la fin de la mission de combat des forces françaises en Afghanistan a provoqué quelques remous au sein de l'Otan, mais aussi et surtout dans quelques cercles à Washington, certains parlant de « fissure » au sein du consensus entre les pays de l'Alliance.

« Pour ce qui est de la contribution française à nos opérations en Afghanistan, laissez-moi insister sur le fait que nous étions tous d'accord au sommet de Lisbonne sur un processus de transfert des responsabilités de sécurité aux forces afghanes selon un calendrier bien défini » avait averti Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, la veille de l'annonce du président français. Et d'ajouter : « Nous avons exposé les grandes lignes d'un plan d'action et il est important pour le succès de nos opérations de maintenir notre engagement envers ce plan ».

Un ancien haut responsable du Pentagone pour les questions européennes entre 2001 et 2005, Ian Brzezinski, a été plus sévère encore. « Ce n'est pas la première fois qu'un allié dit qu'il en a assez et veut retirer ses troupes, mais le faire après un incident tragique, soudainement, c'est un peu hisser le drapeau blanc » a-t-il déclaré lors d'une conférence du très influent Atlantic Council. « Dire non seulement on s'en va, mais appeler tout le monde à faire de même plus tôt que prévu est simplement stupéfiant » a-t-il ajouté.

Est-ce à dire que Paris aurait, par la décision d'accélérer le calendrier de retrait de ses troupes d'Afghanistan, perdu sa crédibilité auprès de ses partenaires? Pas forcément, si l'on en croit les récentes déclarations de Leon Panetta, le secrétaire américain à la Défense.

En effet, le chef du Pentagone se pose lui aussi la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux accélérer le mouvement en Afghanistan, c'est à dire passer d'une mission de combat à des tâches de formation et de soutien à l'armée afghane dès la mi-2013 et non plus à la fin de l'année 2014.

« On peut espérer que vers la mi-2013 et dans la deuxième partie de l'année, nous pourrions passer d'un rôle de combat à un rôle d'entraînement et d'assistance » a-t-il déclaré le 1er février, à bord d'un avion l'amenant à Bruxelles pour assister à une réunion des ministres de la Défense de l'Otan.

« Nous y sommes allés ensemble et nous sortirons ensemble, mais nous devons le faire sur la base d'une alliance puissante et de l'engagement fort pris à Lisbonne », a-t-il précisé. En clair, il s'agit pour les pays membre de la coalition internationale déployée en Afghanistan de se coordonner, alors que, selon lui, les progrès de la coalition contre les taliban et la montée en puissance de l'armée afghane doivent « être consolidés cette année » et que 2013 sera « cruciale » étant donné que l'on entrera dans la dernière phase – délicate – du processus de transition.

Par ailleurs, Leon Panetta a déclaré comprendre la position de la France et s'est dit satisfait de la décision de cette dernière visant à maintenir un contingent d'instructeur après 2013. Pour autant, est-ce que le patron du Pentagone est sur la même ligne que le président français?

Selon un important responsable américain de la défense, cité anonymement par l'AFP, il n'y aurait « peut-être pas de différence fondamentale entre la position française et celle de l'Otan » et qu'il « s'agit peut-être de la description en termes différents des étapes du processus qui nous mène à la fin 2014 ». Et de préciser que les Etats-Unis veulent « savoir ce que les Français ont en tête, quel rôle ils envisagent en 2013 et en 2014 ».

Quoi qu'il en soit, l'évocation de la fin des missions de combat dès 2013 par Leon Panetta constitue une évolution majeure, même s'il reste à se mettre d'accord sur les modalités concernant les missions de formation de l'armée afghane. Il ne reste plus qu'aux pays membres de l'Otan à se mettre d'accord pour infléchir la stratégie élaborée à Lisbonne en 2010. Et compte tenu que l'heure est à la recherche d'économie pour la plupart d'entre eux, il est à parier que le calendrier de retrait d'Afghanistan sera avancé.

Afghanistan: les ennemis de l'intérieur

La multiplication des attaques contre les forces étrangères, loin d'être l'œuvre des talibans, est le fruit du ressentiment croissant des Afghans vis-à-vis de la présence étrangère.



- Un soldat allemand en patrouille dans le district de Chahar Dara en décembre 2011.
REUTERS/Thomas Peter. -

La multiplication des attaques par des membres des forces de sécurité afghanes contre des soldats étrangers chargés de les former compromet la stratégie de sortie envisagée par les occidentaux en 2014 et remet en cause le partenariat stratégique en discussion entre Kaboul et Washington.

Particulièrement depuis la fin 2009, l'Otan s'inquiète, sans le reconnaître officiellement, d'une possible infiltration des forces de sécurité afghanes par les talibans. En voulant accélérer la formation de la police et de l'armée pour atteindre au plus vite le chiffre d'environ 370.000 hommes jugés nécessaires pour la protection et la défense du pays, la coalition internationale s'est montrée laxiste sur le processus de sélection, déjà assez peu rigoureux. Comme c'est le cas depuis dix ans en Afghanistan, la quantité a primé sur la qualité dans un pays aux ressources humaines limitées.

Mais, phénomène plus inquiétant, la majorité des attaques, loin d'être l'œuvre des talibans, est le fruit du ressentiment croissant des Afghans vis-à-vis de la présence étrangère. Accueillis par une partie de la population comme des libérateurs, les soldats étrangers sont devenus, au fil de dix années de présence, des occupants. Les discours de plus en plus belliqueux du président

Hamid Karzai vis-à-vis de ses «alliés» occidentaux illustrent parfaitement l'impatience et la nervosité des Afghans à l'égard des étrangers.

Si, depuis plusieurs mois, le chef de l'état lui-même s'insurge publiquement et systématiquement contre les soldats occidentaux, pourquoi les militaires afghans en contact quotidien avec ces mêmes troupes ne seraient-ils pas tentés de passer aux actes (même s'ils demeurent encore relativement rares)? Le gouffre culturel entre les soldats occidentaux et leurs partenaires afghans n'a pas vraiment permis l'établissement d'une relation de confiance. L'arrogance, le mépris et l'incompréhension d'un côté ont suscité jalousie, colère et désir de vengeance de l'autre.

Manque de candidats qualifiés

De plus, aux difficultés inhérentes à la formation rapide d'une armée et d'une police laminées par trente ans de guerre, s'ajoute ce manque de candidats qualifiés aptes à servir le pays dans deux institutions fondamentales pour l'avenir.

Beaucoup de recrues sont quasiment analphabètes et donc incapables de lire le moindre manuel d'utilisation de leurs armes et encore moins une carte. Un grand nombre de soldats ou policiers sont drogués en permanence. La discipline est difficile à faire observer à des jeunes ou moins jeunes hommes qui, en raison de la guerre, n'ont jamais connu de foyers stables.

L'immense majorité des recrues opte pour l'armée ou la police par manque d'opportunités et le taux de désertion ou de non renouvellement des contrats des militaires reste élevé.

Mais la formation des forces de sécurité afghanes est la pierre angulaire de la stratégie de sortie des Occidentaux, qui se déchargent progressivement de leurs tâches sur leurs partenaires afghans pour pouvoir se retirer en 2014. Le succès de cette approche implique une forte coopération, or celle-ci risque d'être plus difficile si la méfiance s'accroît entre les formateurs et leurs «élèves».

Personne n'est dupe

Personne n'est dupe quant au fait que l'armée afghane sera incapable d'assurer seule d'ici deux ans la sécurité du pays. Ce qui explique pour une part la recherche d'une solution politique à travers un dialogue avec les talibans (qui reste pour l'instant encore très balbutiant).

Les Etats-Unis, qui discutent avec les responsables afghans d'un futur partenariat stratégique, envisagent aussi de laisser environ 20.000 hommes en Afghanistan au-delà de 2014. Pour deux raisons: poursuivre l'assistance aux forces de sécurité et continuer avec des forces spéciales la lutte contre le terrorisme. Les négociations, difficiles, butent pour l'instant sur des conditions imposées par le président Karzai et notamment l'arrêt des raids de nuit dans les villages. L'Otan juge ceux-ci indispensables alors que le président estime qu'ils sont contraires aux traditions et heurtent la sensibilité des habitants.

Le ressentiment croissant des Afghans à l'égard des troupes étrangères et le désir pressant des voisins de l'Afghanistan de voir le départ total des troupes américaines vont grandement compliquer toute sortie honorable d'un conflit qui a déjà coûté des milliers de vies et des centaines de milliards de dollars.

Françoise Chipaux

Sortir d'Afghanistan quand, comment ?

samedi 21.01.2012, 05:18 - PAR OLIVIER BERGER



| LE TEMPS FORT |

Quatre-vingt-deux morts pour la France en Afghanistan. Quatre de plus hier à Gwam en Kapisa, des « mentors » et formateurs intégrés à un régiment afghan - ils s'appellent entre eux les « omelettes » en référence à leur acronyme anglophone OMLT (Operational Mentoring Liaison Team) - tués par un soldat afghan. « On ne fait pas d'omelettes sans casser d'oeufs », répétait en plissant les yeux le général Antoine Lecerf, l'ancien patron du commandement des forces terrestres à Lille.

Quatre-vingt-deux, c'est un nombre impressionnant quand on doute de sa mission. Ce serait finalement peu si nous savions pourquoi notre pays fait la guerre. Les militaires, indéfectibles serviteurs de la nation, ont besoin de sentir l'adhésion de leur population. Ils se retrouvent un peu seuls dans le borborygme.

Dix ans après, nous sommes trop loin de la mission initiale, quand il s'agissait de débusquer Al-Qaïda après le 11 septembre 2001. Pour tout dire, cette idée simple, nette, précise, dans le sillage des États-Unis meurtris, s'est éteinte dès décembre 2001 lors de la bataille de Tora Bora. L'éparpillement ennemi dans les zones tribales pakistanaises, le basculement dans une guerre asymétrique ingagnable, la méfiance de la population (malgré les efforts, les constructions, les aides médicales...) ont entraîné les forces de l'OTAN dans une spirale infernale.

L'histoire enseigne que les armées d'occupation n'ont pas d'avenir. Le temps est leur ennemi. L'« afghanisation », le transfert de responsabilités à l'armée nationale afghane (ANA) se fragilisent. Un rapport américain, révélé par The New York Times, conclut que le meurtre de soldats de la coalition par des militaires afghans est « une menace systémique croissante » en

raison d'une « crise de confiance et d'une incompatibilité culturelle ». Depuis toujours, l'issue est politique, diplomatique. Même les militaires en ont toujours été convaincus.

La campagne présidentielle devrait bousculer le programme de retrait des troupes françaises, étalé jusqu'en 2014 (400 hommes en moins en 2011). Nicolas Sarkozy a réagi fortement, suspendant les actions de formation et d'aide au combat : « Si les conditions de sécurité ne sont pas clairement établies, alors se posera la question d'un retour anticipé de l'armée française. » François Hollande a rappelé sa « volonté de retirer nos forces le plus rapidement possible, au plus tard à la fin de l'année 2012, en concertation avec nos alliés ». Rude hasard, le président afghan, Hamid Karzai, sera à Paris la semaine prochaine pour signer un accord avec la France... Quelle que soit son opinion sur la présence de l'armée française en Afghanistan, il s'agit désormais de réussir la sortie du pays. Or l'exercice est extrêmement périlleux. Il ne peut se précipiter ni s'improviser. Une force qui se replie est en état de faiblesse. Ultime.

Le constat d'échec de dix ans de stratégies successives

Figaro.fr ; Mis à jour le 21/01/2012 à 11:50 | publié le 20/01/2012 à 21:36



Un soldat français apprend à des Afghans comment utiliser un mortier dans la province de Kapisa, en septembre 2010. Crédits photo : JOEL SAGET/AFP

Depuis plusieurs mois, les attaques contre des soldats étrangers par leurs partenaires de l'Armée nationale afghane se multiplient.

FROIDEMENT assassinés par les alliés afghans qu'ils forment depuis plusieurs années, à la fin d'une séance d'entraînement physique, [alors qu'ils étaient désarmés](#). L'attaque perpétrée vendredi par un soldat en uniforme de l'Armée nationale afghane (ANA) sur la base de Gwam, dans la vallée de Tagrab, en Kapissa, a fait quatre morts et une quinzaine de blessés, dont huit grièvement, au sein du contingent français. C'est la deuxième fois en moins d'un mois que des soldats français tombent sous les balles de leurs partenaires afghans. Le 29 décembre, deux légionnaires avaient déjà été abattus dans le dos par un tireur en uniforme.

Les responsables militaires occidentaux ont été réticents à le reconnaître. Mais depuis plusieurs mois, les attaques contre des soldats étrangers par leurs partenaires de l'ANA se multiplient. Certains y voient une nouvelle stratégie des talibans, qui après les embuscades, les IED (engins explosifs improvisés) et les attaques contre les bâtiments officiels, ciblent désormais les instructeurs étrangers des forces de sécurité, infiltrées par l'insurrection.

Vert contre bleu

Ce type d'attaque porte même un nom: «green on blue» (vert contre bleu), en référence aux couleurs des uniformes respectifs de l'ANA et de l'Isaf, la Force internationale d'assistance à la sécurité. Cette tuerie, la décision de Nicolas Sarkozy de suspendre, au moins provisoirement, les opérations de formation et d'aide au combat comme l'annonce d'un possible retrait anticipé des forces françaises, portent un nouveau coup à la stratégie des forces internationales en Afghanistan, qui avaient fait de la formation de l'ANA un pilier. La montée en puissance de l'ANA devait permettre aux forces américaines et à leurs alliés de s'extraire du pays sans avoir à reconnaître une défaite. C'est d'ailleurs dans le cadre de cette stratégie de sortie que les troupes de l'Otan ont multiplié les opérations communes avec l'armée afghane, précipitant ainsi son infiltration par les talibans. Dans ces conditions, l'armée et la police afghanes seront-elles capables de combattre l'insurrection après le départ des forces de l'Otan?

Des « liens de sang »

Selon le calendrier fixé par les Américains, le retrait progressif des troupes de combat doit s'étaler jusqu'en 2014, date à laquelle les forces de sécurité locales sont censées assumer pleinement la responsabilité de la sécurité dans le pays. Paris, qui maintient encore 3.600 soldats en [Afghanistan](#), avait calé son agenda sur celui des forces américaines. Après avoir amorcé son retrait de Surobi, la France prévoyait de retirer 1.000 hommes d'ici à la fin 2012 et le reste en 2013 et 2014.

On savait déjà les forces de sécurité afghanes corrompues et loin d'être au niveau requis pour affronter l'insurrection sans l'aide des troupes étrangères. Mais le fait qu'elles se retournent désormais contre leurs mentors, en brisant net la confiance des officiers de l'Isaf, risque de compliquer l'avenir. Déjà harcelées à l'extérieur de leurs bases par les insurgés, les forces étrangères doivent maintenant compter avec une «menace intérieure».

Évoquant les «liens de sang», tissés par le sacrifice des soldats français, qui unissent désormais l'Afghanistan et la France, l'ambassadeur à Paris Assad Omer évoquait en début de semaine la possibilité que les officiers français continuent à former les militaires afghans après 2014. Pas sûr que l'idée, qui devait être évoquée entre Nicolas Sarkozy et le président Hamid Karzaï à Paris le 27 janvier, survive à la tuerie de vendredi. La France exige, avant de reprendre la formation des militaires afghans, des «assurances crédibles » sur le recrutement de l'armée. Comment une institution infiltrée par l'insurrection et traversée par des sentiments anti-occidentaux, pourrait-elle le lui offrir?

Après avoir longtemps affirmé que les militaires français ne faisaient pas la guerre en Afghanistan, puis prétendu qu'ils la gagnaient grâce à la contre-insurrection, les autorités politiques semblent vouloir tirer les leçons de ce qui apparaît comme un échec. Afin d'éviter que la question afghane interfère dans la campagne électorale, Paris avait depuis la fin de l'été adopté une nouvelle posture en Afghanistan, ordonnant aux chefs militaires de prendre le moins de risques possible et de laisser, autant que faire se pouvait, l'ANA en première ligne. L'attaque de Gwam prouve que ces précautions n'étaient pas suffisantes.

Pourtant, [l'annonce d'un possible départ précipité des forces françaises](#) pourrait accélérer les attaques des talibans, qui attendent que le sol afghan soit «libéré» des forces étrangères pour

reprendre le pouvoir, au lieu de les freiner. Avec 26 morts, les forces françaises ont déjà subi en 2011 leurs plus lourdes pertes depuis le début du conflit.

Par  Isabelle Lasset ;

Quitter l'Afghanistan, une défaite si ce n'est pas une stratégie

L'EXPRESS.fr

Par Christophe Barbier.



Vendredi, un militaire afghan a ouvert le feu sur un groupe de militaires français assurant la formation des troupes afghanes à Gwan, au nord-est de Kaboul.

REUTERS/Thomas Peter

François Hollande, s'il est élu, promet de retirer les troupes françaises plus vite que prévu: hélas, la situation lui donne désormais raison, et Nicolas Sarkozy en est lui-même quasi convaincu. L'analyse de Christophe Barbier.

[Chronique] Quand on tire dans le dos des soldats, la guerre n'est plus la guerre, elle est la jungle. En Afghanistan, désormais, l'armée française en est là. Confrontée déjà à un ennemi invisible, sans règles ni uniforme, sans pitié ni limites, la voici obligée de se méfier aussi de ses alliés, de ces fantassins auxquels elle apprend à défendre leur patrie (mais ont-ils une patrie?), à servir leur chef (mais reconnaissent-ils un chef?), à protéger leur peuple (mais aiment-ils un peuple?). Des talibans devant, dissimulés dans la nuit des vallées; des talibans derrière, infiltrés dans les rangs de l'armée dite régulière: les Français sont encerclés.

C'est être une nation ambitieuse qu'avoir réintégré complètement l'Otan

C'est être une grande nation qu'avoir répondu à l'appel du droit, en 2001, et chassé Al-Qaïda de son antre; c'est être une nation lucide qu'avoir cureté au mieux cette région du monde, pour la sécurité de ceux qui y vivent et surtout pour la nôtre; c'est être une nation ambitieuse qu'avoir réintégré complètement l'Otan, principal bouclier de l'Occident, en attendant une vraie défense européenne. En cette contrée où Alexandre le Grand, Tamerlan, les troupes britanniques et l'Armée rouge s'épuisèrent, la France a tenu son rang, accompli son devoir et préparé l'avenir, car

ces conflits vénéneux aguerrissent les hommes et améliorent les armes - ce n'est pas du cynisme, c'est du réalisme pour un monde dangereux.

Beaucoup a été fait, par l'armée et les ONG, mais rien n'a été enraciné

François Hollande, s'il est élu, promet de retirer les troupes françaises plus vite que prévu: hélas, la situation lui donne désormais raison, et Nicolas Sarkozy en est lui-même quasi convaincu. François Hollande explique que la mission de la France en Afghanistan est achevée: hélas, la situation lui donne tort. En effet, il s'agissait non seulement de nettoyer un repaire de terroristes, mais aussi d'assurer la stabilité politique du pays, sa marche vers la démocratie et le respect des valeurs fondamentales. Nous devons arracher les femmes à l'obscurantisme, éradiquer les burqas, éliminer tout risque de lapidation; nous voulions faire reculer la culture du pavot, le féodalisme des seigneurs de guerre, l'Etat de non-droit; nous avons promis de soigner les enfants, de les éduquer, de les conforter. Beaucoup a été fait, par l'armée et les ONG, mais rien n'a été enraciné, et demain le fanatisme abattra ce maigre édifice de civilisation comme, en 2001, il a détruit les bouddhas de Bamiy.

Car c'est cela, d'évidence, qui attend ce pays: corrompu, vermoulu, délégitimé, le régime de Hamid Karzaï ne tiendra pas longtemps quand seront partis les derniers Occidentaux. Le chaos s'ensuivra, puis, c'est probable, une nouvelle nuit de plomb talibane. Et, s'il y a résurgence du péril géoterroriste, il faudra y retourner. Sinon, aux regrets afghans de ne pas avoir su nous garder s'ajoutera le remords français de ne pas avoir su rester.

Quitter l'Afghanistan avant nos alliés sera une défaite si ce n'est pas une stratégie: en Irak, la France a prouvé qu'elle sait éviter les guerres illégitimes; en Libye, la France a prouvé qu'elle sait livrer les guerres nécessaires. Demain, il faudra en refuser certaines et en mener d'autres. Que la leçon afghane, pétrie d'honneurs et de souffrances, nous guide dans ces choix.

Afghanistan : Les chasseurs alpins du bataillon Tiger gardent un « moral d'acier »

2 février 2012 – 17:05



Groupe anti-char « MILAN » en déplacement pour trouver une position d'appui (c) CCH FARO/SIRPA TERRE IMAGE

Selon l'Etat-majors des armées, la base de Gwan, dans la province de Kapisa, en Afghanistan, a été officiellement transférée à l'armée nationale afghane. Aux dires du porte-parole de l'EMA, le colonel Thierry Burkhard, le processus avait été engagé dès la mi-décembre, soit plus d'un mois avant l'assassinat de 4 militaires français par un soldat afghan renégat dans ce même poste avancé.

Ainsi, il aura fallu 5 convois logistiques pour ramener, dans un premier temps, une cinquantaine de véhicules ainsi que 85 conteneurs vers la base de Tora, située dans le district de Surobi. Toujours d'après l'EMA, des « facilités de vie » ont été laissées aux soldats afghans.

Toujours dans la province de Kapisa, où est déployé le Groupement tactique interarmes (GTIA) Tiger, principalement armé par le 27e Bataillon de Chasseurs Alpains (BCA), une importante opération a eu lieu du 19 au 25 janvier, soit au moment du drame de Gwan, avec le concours de 300 militaires français, venus appuyer deux kandaks (bataillons) de l'armée nationale afghane (ANA).

Car même si les missions de formation ont été suspendues par le président Sarkozy le jour de l'assassinat des quatre militaires français, les opérations de soutien à l'ANA se sont visiblement poursuivies.

Ainsi, c'est donc dans des conditions météorologiques particulièrement difficiles que l'opération Valley Flood a été menée afin de désorganiser les réseaux d'insurgés dans la vallée d'Alasay.

A plusieurs reprises, les unités de l'ANA ont été durement accrochés par des groupes d'insurgés, ce qui a conduit les éléments du GTIA Tiger à intervenir en tirant des obus de 105 et de 120 mm ainsi que des missiles Milan et Javelin. Des appuis aériens fournis par le BATHELICO de Kaboul et un Mirage 2000D ont même parfois été nécessaires pour faire cesser les tirs rebelles. A l'issue de l'opération, une vingtaine d'insurgés ont été tués.

D'après le chef de corps du 27e BCA, le colonel Gouriou, qui s'est exprimé dans [un message diffusé par le site officiel de cette unité](#), « les progrès accomplis sont indéniables, à part quelques vallées dites 'sensibles' où se réfugient les insurgés, la majeure partie de la Kapisa est contrôlée de façon effective par les forces de sécurité Afghanes soutenues par les soldats français. »

Par ailleurs, et malgré « malgré les « derniers évènement tragiques » qui ont affecté la brigade La Fayette, l'on peut lire dans ce même message que les chasseurs alpins du GTIA Tiger « conservent un moral d'acier et poursuivent leur mission en Afghanistan avec détermination et fierté ». Et l'opération Valley Flood semble le démontrer.

« Nous sommes ici au cœur du métier que l'on a choisi. Nous ne subissons pas cette mission, nous la vivons. Dans les moments difficiles, pour surmonter les coups durs, la cohésion et l'esprit de camaraderie nous aident à tenir bon. Nous serrons les rangs dans l'adversité » a expliqué le colonel Gouriou.

Le 3e RMAT repart en Afghanistan en avril

Muret. PUBLIÉ LE 31/01/2012 09:29 | R.C.



Les représentants des associations patriotiques ont été remerciés pour leur aide./Photo DDM R.C.10

Le lieutenant-colonel Lionel Odeyer commandant le 3e régiment du matériel recevait le sous-préfet, le maire, les représentants de la gendarmerie, des pompiers, de l'éducation nationale et des associations patriotiques, le club des entreprises, pour les remercier de l'attachement aux forces armées et leur adresser au nom de tous les personnels du régiment les vœux pour la nouvelle année.

Il présentait d'abord une rétrospective de 2011 pour l'armée de terre avant de détailler le niveau local.

Concernant le 3e RMA, les travaux d'infrastructures ont permis la livraison du bâtiment dédié au soutien des matériels de sécurité et des deux bâtiments pour 135 jeunes engagés volontaires. « Ce site met fin aux navettes vers Balma. Je remercie la ville pour les nombreux services mis à disposition de nos soldats : le transport TAMtam, mais aussi le futur Mac Donald's et le cinéma. Ces prestations sont de nature à favoriser l'enracinement des familles sur la CAM ». 2011 a vu le début de construction d'un bâtiment de 5000 m² dédié à la maintenance des équipements de combat de nouvelle génération (80 personnels seront rapatriés à Muret en octobre).

Retour pour six mois en Afghanistan

2011 a vu le retour du régiment d'Afghanistan après une mission réussie. La terre Afghane que 100 personnes du régiment retrouveront en avril. Actuellement à l'entraînement à Canjuers dans un environnement qui simule les bases opérationnelles avancées sur lesquelles ces hommes opéreront au cours d'un mandat de six mois. En parallèle, 50 personnels rejoindront le Liban.

Le régiment continuera à animer une journée du souvenir le 11 novembre en liaison avec la famille Montalègre et recevra les jeunes dans le cadre des journées défense citoyenneté et préparations militaires.

03.02.2012

Afghanistan: les bons comptes de Gérard Longuet, ministre de la Défense

Gérard Longuet, cité par Nicolas Gros-Verheyde, le correspondant local d'*Ouest-France* à Bruxelles (et animateur du blog *Bruxelles2*): « La France a sur place 3600 hommes – 2400 engagés dans des actions des combat, et 1200 en encadrement, logistique et soutien à Kaboul. 1000 hommes – combattants seront retirés en 2012. Les 1400 qui resteront engagés le seront en soutien de l'armée afghane et partiront en 2013. Il en restera 1200 kabouli qui diminueront progressivement. Il n'y aura plus de soldats engagés dans des actions de combat en 2012, et plus dans des actions soutien en 2013. Après 2014, 400-500 resteront. »

Question arithmétique: 10/10.

Question tout court: est-il cohérent de dire que les 1 400 soldats de Kapisa (départ prévu en 2013) "engagés en soutien" ne seront "plus engagés dans des actions de combat en 2012"? Je crains que cette vision idyllique du "soutien" n'entraîne quelques désillusions: en gros, ce que le ministre veut dire, c'est que, pendant ce laps de temps, ces soldats ne seront plus exposés et donc moins susceptibles de subir des pertes... Parce que finalement, c'est bien de ça qu'il s'agit, dans une logique politicienne: ne plus ramener des cadavres français

d'Afghanistan! C'est louable, c'est jouable, mais si nos soldats en sont réduits à à servir la soupe et prendre des coups, autant les exfiltrer tout de suite. Finalement, Francois Hollande ne propose pas de sortie glorieuse mais sa proposition de retrait rapide (avec ce qu'elle comporte de défis logistiques) aurait le mérite de ne pas donner aux soldats de Kapisa l'impression d'être, pendant un an, les oubliés de la République.

Soyons réalistes: demander aux militaires des FOB de se faire tout petits et de passer entre les balles, ça ne suffira pas. A quand l'annonce d'un petit arrangement avec les talibans?

02.02.2012

Gwan passe sous contrôle afghan et l'Otan annonce que les forces afghanes seront responsables de la sécurité à la mi-2013



Gwan, c'est fini. La FOB où quatre soldats français ont été tués les 20 janvier, a été transférée, lundi, à l'armée nationale afghane (ANA). Le processus de transfert avait commencé à la mi-décembre, a précisé le porte-parole de l'état-major, le colonel Thierry Burkhard, au cours du point de presse hebdomadaire de la défense. Cinq convois logistiques ont évacué une cinquantaine de véhicules et 85 conteneurs de matériels de la FOB de Gwan, en direction de la FOB Tora, dans le district de Surobi .

Par ailleurs, à Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a déclaré que les forces afghanes seront responsables de la sécurité dans l'ensemble du pays "d'ici à la mi-2013", ce qui permettra aux troupes de la coalition de passer "graduellement" à un rôle de soutien. Sa déclaration intervient alors que les Etats-Unis ont annoncé jeudi matin la fin des opérations de combat de leurs forces d'ici à la fin 2013 en Afghanistan.

Afghanistan : les forces afghanes en vallée d'Alasay

Mise à jour : 27/01/2012 18:19

Du 19 au 25 janvier 2012, la 3e brigade du 201e corps de l'armée nationale afghane (ANA) appuyée par la *Task Force La Fayette* (TFLF) a conduit l'opération *Valley Flood* en Kapisa.



L'opération avait pour objectif de désorganiser les réseaux insurgés dans la vallée d'Alasay, en Kapisa. Au total, 800 membres des forces de sécurité afghane (ANSF) et 300 militaires français ont été engagés dans l'opération. L'opération *Valley Flood* a engagé dans l'action principale des unités issues des *kandaks* (bataillons) d'infanterie 31 et 33, une unité afghane d'ouverture d'itinéraire ainsi que 200 hommes de la police nationale afghane (ANP).

Les *Battle*

Group (BG) *Tiger* et *Mousquetaire* ont quant à eux fournis les appuis nécessaires. 4 détachements d'appuis et de soutien (DLAS) et un point d'appui véhicules ont été armés. Pour commander l'opération, le général Nazar, commandant la 3e brigade, a colocalisé son poste de commandement avec celui de la TFLF, à Tagab. Ce mode d'action permet à l'ANA de prendre à son compte l'action principale tout en coordonnant l'emploi des appuis feu, santé et renseignement ainsi que les éléments de réaction rapide. L'opération s'est déroulée sur plusieurs jours dans des conditions météorologiques difficiles compte tenu des chutes de neige.

La première phase de l'opération a consisté à mettre en place les éléments d'appui et d'infiltration afghans et français par voie routière et avec l'appui d'hélicoptères américains (CH 47), d'un détachement d'ouverture d'itinéraire, d'un drone et d'hélicoptères d'attaque. Une fois en place, les DLAS étaient en mesure d'appuyer les troupes sur l'ensemble de la profondeur de la vallée d'Alasay.

Dès le début de l'opération, les insurgés ont cherché le contact avec l'ANA en se dissimulant au milieu des habitations.

Dans une seconde phase, tout en contrôlant d'emblée le fond de la vallée, les forces afghanes ont d'abord porté leur effort à hauteur de Tagab et Tartakhel ; ainsi les routes, les carrefours et les ponts essentiels pour tenir les axes majeurs de la zone ont été contrôlés. Plusieurs zones refuge des insurgés ont été fouillées. Puis, appuyé par une compagnie de génie afghane en ouverture d'axe, l'effort a été porté progressivement vers le fond de vallée à hauteur d'Alasay et de Hassanabat. L'ANP a conduit des missions de contrôle de zone, fouillant des habitations suspectes, a mis en place des *check points* et effectué des patrouilles alors que la 3e Brigade se déployait massivement.

L'ANA a accroché durement et à plusieurs reprises les insurgés. Elle a bénéficié des ripostes efficaces des BG *Tiger* et *Mousquetaire* en appui. Le déclenchement des tirs, de canon de 30 mm, d'obus de 105 mm, de missiles Milan et Javelin, de mortiers de 120 mm et de CAESAR combinés aux appuis aériens de la coalition (notamment d'un drone et des *Mirage* 2000 français) a fait systématiquement cesser les feux ennemis et a permis la neutralisation de plusieurs groupes insurgés.



Au terme de l'opération, une vingtaine d'insurgés a été neutralisé et une dizaine a été blessée. Le 25 janvier, le général Nazar, commandant la 3e brigade afghane, est intervenu dans une shura auprès des anciens de la vallée d'Alasay. Il a dénoncé les modes d'action des insurgés qui consistent à s'imbriquer avec les villageois. Cette *shura* fut aussi l'occasion d'expliquer les objectifs de l'opération et de rassurer les populations.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

Des VAB volants dans le ciel afghan

Huit gros porteurs Antonov 124 ont commencé à évacuer du matériel français hors d'Afghanistan, en janvier. Plus que le retour de troupes (faciles à faire revenir en cas de besoin), ce retrait de matériel signe véritablement le retrait français d'Afghanistan.

L'**EMA** explique que ce fret représente le matériel des 200 soldats évacués en octobre. Le matériel français rapatrié de Gwan ([lire par ailleurs](#)) n'a pas encore pris la voie des airs. On ignore, dans le détail, ce qui a été précisément évacué par ces huit gros porteurs. Sur des photos et un film présenté comme "d'actualité", l'EMA a montré des VBL, PVP, AMX10RCR montant dans un An-124, et des VAB qui y étaient déjà stationnés.

Un avion de ce type peut embarquer 10 KC20, ou entre 6 et 8 VAB.

Cela confirme bien le rythme que nous indiquions, le mois dernier. 1.300 véhicules, dont 900 blindés doivent être évacués d'Afghanistan. L'EMA semble avoir revu à la baisse (de 200 conteneurs) la quantité qu'il va devoir évacuer d'Afghanistan : 1.500.

Je divise pas trois et je retiens quatre : même avec la meilleure volonté du monde, il en restera encore un bon peu à la fin de l'année !

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/02/2012 06:39:00 PM](#)

Afghanistan: le début du retrait des troupes voté par les députés allemands



Les députés allemands ont voté jeudi une prolongation d'un an du mandat de l'armée allemande en Afghanistan, mais qui comporte pour la première fois une réduction des troupes, concrétisant le début du retrait annoncé. (© AFP Michael Kappeler)

BERLIN (AFP) - Les députés allemands ont voté jeudi une

prolongation d'un an du mandat de l'armée allemande en Afghanistan, mais qui comporte pour la première fois une réduction des troupes, concrétisant le début du retrait annoncé.

La mesure, adoptée par 424 voix pour, 107 contre et 38 abstentions prévoit que la limite maximale du nombre de soldats allemands dans le pays est fixée à 4.900 au 1er février, au lieu de 5.350 actuellement. D'ici 2013, 500 soldats supplémentaires seront retirés du pays. Un retrait total de l'armée allemande est prévu d'ici 2014.

L'Allemagne est le troisième pourvoyeur de troupes au sein de la force internationale sous direction de l'Otan, l'Isaf, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

"Il est clair que le travail n'est pas encore fini", a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, sur le site internet du ministère. "Le chemin vers la paix et la réconciliation en Afghanistan est encore long".

Il s'est félicité que "le Parlement soutiennent avec une telle majorité (les) soldats en Afghanistan".

Le ministre de la Défense allemand Thomas de Maizière a répété que les forces armées allemandes resteraient en Afghanistan au-delà de 2014, pas en tant que forces de combat mais pour assurer notamment la formation de troupes afghanes.

L'armée allemande, la Bundeswehr, participe depuis 2002 à la force internationale en Afghanistan (Isaf) sous commandement de l'Otan. Cette mission, qui a déjà fait plus de 50 morts parmi les soldats allemands, est hautement impopulaire dans le pays.

© 2012 AFP

Liban : les sections VBCI s'exercent au combat débarqué

Mise à jour : 01/02/2012 09:25

Au Liban, tous les 10 jours, les sections de la compagnie d'infanterie de la force commander reserve (FCR) effectuent une séquence de combat débarqué, suivie d'un tir réel.



Les sections de la compagnie d'infanterie de la force commander reserve (FCR) de la [force intérimaire des Nations unies au Liban](#) (FINUL) effectuent régulièrement des séquences de combat débarqué et de tir tactique, sur les camps espagnol à Marjayoun, ou italien à Naqoura.

L'exercice se divise en 3 séquences : après une phase d'approche en [véhicule blindé de combat d'infanterie](#) (VBCI), la section effectue un débarqué, phase symbolique de l'infanterie, et qui nécessite d'être très travaillée. Le débarquement est suivi d'une progression tactique, appuyée par les VBCI. La section effectue ensuite des tirs réels, en mettant en œuvre les procédures de tir ISTC (instruction sur tir de combat).

Ces séquences de tir, au plus proche de la réalité, permettent de consolider l'aptitude opérationnelle globale des unités de la FCR, tant dans le domaine du tir que dans celui de la tactique.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/la-compagnie-d-infanterie-de-la-fcr-s-entraine-au-tir-de-niveau-tactique>

Synergie commandos-hélicoptères pour les forces spéciales Terre

Mise à jour : 27/01/2012 17:08

La brigade des forces spéciales Terre (BFST) organise l'entraînement Cobalt 2012 à Pau. Une semaine de manœuvres axées aérocombat de jour comme de nuit pour plus de 150 militaires.

Pendant une semaine, les 3 régiments de la [BFST](#) complètent leur **préparation opérationnelle** liée à la troisième dimension : l'aérocombat (hélicoptères). Débutée le 23 janvier, cette activité d'entraînement Cobalt 2012 s'étend sur une semaine.



Le 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales (4^e RHFS), le 1^{er} régiment de parachutistes d'infanterie de marine (1^{er} RPIMa) et le 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP) forment ou maintiennent à jour les qualifications de leurs soldats.

Les différents modules 3D au programme sont axés sur une synergie étroite commandos-aéronefs : largage et marquage opérations spéciales, aérocordage, appui feu hélico,

récupération de binôme etc.

Cet exercice se déroule dans la « base des forces spéciales Terre » de Pau. Sur un même lieu, des moyens uniques sont combinés et permettent une **remarquable efficacité** : hélicoptères, zone de saut, terrain de manœuvre varié (montagne, nautique, zones boisées...), centre de tir, moyens de soutien...

Les autres unités du **commandement des opérations spéciales** (COS) sont invitées à participer à cet entraînement pour bénéficier des moyens importants concentrés sur le camp.

Droits : armée de Terre 2012

28.01.2012

Iran-États-Unis : une guerre est-elle en préparation ?

Le Point.fr - Publié le 24/01/2012 à 14:40

Washington a déployé un arsenal militaire sans précédent dans le Golfe pour empêcher le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran.



Le porte-avions américain USS Abraham Lincoln, a franchi dimanche le détroit d'Ormuz. © Eric S. Powell / Sipa
Par Romain Brethes

Face au risque du blocage du détroit d'Ormuz, les États-Unis ont décidé de déployer des moyens exceptionnels. À la veille de l'adoption, lundi, par l'Union européenne d'un embargo historique sur les exportations de pétrole iranien, le porte-avions américain *USS Abraham Lincoln* a franchi le détroit du Golfe persique. Pouvant accueillir à son bord jusqu'à 80 avions et hélicoptères, le bâtiment est escorté du croiseur lance-missiles *USS Cape Saint George* et de deux destroyers. Il est ainsi la dernière pièce d'une imposante flotte, composée de deux autres portes-avions, l'*USS Carl Vinson*, et l'*USS John C. Stennis*, de quatre croiseurs et destroyers antimissiles *Aegis*, ainsi que d'un nombre important de sous-marins, frégates et navires de soutien et d'assaut. "Ce déploiement est tout à fait exceptionnel", souligne François Géré*, directeur de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas). "Deux fois et demie plus important que la flotte américaine traditionnelle, il démontre la montée en puissance considérable des États-Unis dans la région". Face au risque de nouvelles sanctions contre son programme nucléaire, la République islamique s'était également adonnée fin décembre à une démonstration militaire dans le Golfe.

Frégate française

Pourtant, côté américain, on dément vouloir en faire de même. "L'*USS Abraham Lincoln* a effectué un transit de routine du détroit d'Ormuz le 22 janvier pour conduire des opérations de sécurité maritime", explique le capitaine de vaisseau John Kirby, porte-parole du Pentagone. Pourtant, ce n'est pas un hasard si le porte-avions américain est cette fois accompagné de navires britanniques et français. D'après le ministère britannique de la Défense (MOD), la frégate *HMS Argyll*, équipée de missiles à courte portée, ainsi qu'un navire militaire français, faisaient partie de l'escorte du *USS Abraham Lincoln* lors de son passage du détroit.

D'après nos informations, le bâtiment français n'est autre que la frégate *La Motte-Picquet*. De source française, celle-ci n'escortait pas le porte-avions, mais n'a eu d'autre choix que de coordonner son transit dans le détroit en même temps que lui, en raison de sa taille bien plus imposante. Au contraire, Londres n'a pas manqué de souligner la signification politique d'un tel acte. D'après le MOD, la présence des bâtiments français et britanniques aux côtés du groupe aéronaval américain "souligne (...) l'engagement international à maintenir le droit de passage (dans le détroit d'Ormuz) conformément au droit international".

Frappes asymétriques

Face aux menaces occidentales d'un embargo sur les exportations de brut iranien, Téhéran avait à de multiples reprises averti qu'il pourrait bloquer le détroit, par lequel transite 35 % du trafic pétrolier maritime mondial. Les sanctions européennes sur le pétrole iranien étant désormais actées, la République islamique a-t-elle les moyens de mettre son plan à exécution ? "Les États-Unis disposent de moyens conventionnels symétriques infiniment supérieurs aux Iraniens", note François Géré. "Mais si Téhéran décide de frapper de façon asymétrique, il peut considérablement ennuyer les Américains."

En effet, les 120 kilomètres qui séparent les côtes omanaises de la ville iranienne de Bandar Abbas (sud), peuvent permettre à Téhéran de se contenter d'utiliser des mines, ou des missiles de courte portée à trajectoire basse. Ayant une portée allant de 10 à 50 kilomètres, ceux-ci pourraient s'avérer extrêmement gênants s'ils sont lancés à partir de batteries costières sol-mer, ou même depuis de petits navires équipés de lance-roquettes. C'est cette dernière option qui inquiète d'ailleurs Washington.

D'autant plus que les tankers transportant le pétrole mondial ne sont pas équipés de radars antimissiles. "Les navires américains censés les protéger possèdent des radars à rayon, pouvant intercepter des frappes jusqu'à 10 kilomètres au-dessus du niveau de la mer. Mais rien en dessous", prévient François Géré.

Par **ARMIN AREFI**

* Auteur de *Iran : l'état de crise* (Éditions Karthala)

Pour le renseignement américain, une intervention militaire contre l'Iran n'est pas inéluctable

1 février 2012 – 17:18

Si l'on en croit les déclarations faites par une source industrielle citée par l'AFP, il y aurait actuellement 480.000 tonnes de céréales placées à bord de 24 navires qui ne peuvent pas être débarquées en Iran en raison de sanctions internationales qui visent le pays pour son programme nucléaire. Etant donné que les transactions bancaires sont devenues maintenant très compliquées, Téhéran n'est pas en mesure de payer les exportateurs.

Aussi, ces sanctions internationales (comme par exemple l'embargo de l'UE sur les exportations de pétrole iranien), si elles ne sont pas contournées d'une manière ou d'une autre, sont susceptibles de contraindre l'Iran à mettre un terme à son programme nucléaire suspecté par l'Agence internationale de l'énergie atomique d'avoir une portée militaire. C'est du moins l'estimation faite par James Clapper, le directeur du renseignement américain (DNI), lors d'une audition devant une commission du Sénat.

« Nous estimons que le processus de décision iranien en matière nucléaire est guidé par une approche coût-bénéfice, qui donne à la communauté internationale la possibilité d'influencer Téhéran », a-t-il déclaré lors de son intervention. D'où sa conclusion : une intervention armée contre l'Iran n'est pas « une fatalité ».

D'après James Clapper, ces sanctions « écrasent » l'économie iranienne et accentuent les divergences entre le guide suprême, Ali Khamenei, et Mahmoud Ahmadinejad, le président iranien.

« Les difficultés économiques de l'Iran ne mettront probablement pas en péril le régime, à défaut d'une chute brutale et soutenue des prix du pétrole ou d'une soudaine crise interne qui interrompe ses exportations de brut » a-t-il expliqué. Mais « notre espoir est que les sanctions, particulièrement celles qui viennent d'être instaurées, auront pour effet de provoquer un changement de la politique iranienne » a-t-il ajouté.

Pour le directeur de la CIA, l'ancien général David Petraeus, « les sanctions ont été bien plus mordantes depuis ces dernières semaines qu'elles n'avaient été jusque-là.

D'une manière générale, le renseignement américain estime que la question de l'arme nucléaire ne fait pas consensus au sein de l'appareil d'Etat iranien. Seulement, si aucune décision n'aurait été formellement prise pour passer à l'étape supérieure, tous les ingrédients pour disposer, le cas échéant, d'une telle bombe seraient réunis.

Pour le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, par ailleurs ancien directeur de la CIA, il faudrait environ un an pour que l'Iran puisse construire sa première arme nucléaire, soit le temps nécessaire pour produire suffisamment d'uranium enrichi, et deux ans de plus au maximum pour pouvoir l'intégrer à un vecteur.

Cela étant, si une opération militaire contre l'Iran n'est pas une « fatalité », James Clapper a mis cependant un bémol. En effet, selon lui, les dirigeants iraniens, « dont probablement le guide suprême Ali Khamenei » pourraient avoir recours au terrorisme afin de répondre aux sanctions

internationales, comme le montrerait le supposé complot contre l'ambassadeur saoudien à Washington.

28.01.2012

Bientôt une "base avancée flottante" US dans le golfe Persique?



"Afloat Forward Staging Base" (AFSB): un bateau-mère?, une base avancée flottante? Quelle que soit l'exacte traduction d'AFSB, c'est ce que le Pentagone est en train de mettre en place pour soutenir d'éventuelles opérations dans le golfe Persique. Le *Washington Post* a traité cette affaire dans un article à lire [ici](#). Le quotidien précise que l'*USS Ponce*, un LPD (maquette en photo ci-dessus), va être converti pour soutenir l'action d'unités des forces spéciales.

L'affaire n'est pas nouvelle mais elle est très récente. Le 15 décembre dernier, le *Military Sealift Fleet Support Command* a diffusé une RFI (*request for information*). La demande concernait un navire (battant ou non pavillon US) capable d'être déployé dans le golfe Persique pour soutenir les forces navales. Le bâtiment devait être en mesure d'accueillir 370 personnes; il devait disposer d'un centre opérationnel pour 20 personnes. Il devait aussi pouvoir accueillir douze embarcations rapides et 4 hélicoptères de type MH-53. La RFI précisait que le contrat initial était d'une durée d'un an, reconductible 3 fois 12 mois et 1 fois 11 mois. Cliquer [ici](#) pour accéder à la RFI.

Au 5 janvier, les réponses n'ont pas été jugées satisfaisantes. Manque de répondant? Propositions trop chères? Navires pas adaptés? Le *Military Sealift Fleet Support Command* a changé son fusil d'épaule et décidé de convertir un navire militaire qui devait être retiré du service actif en mars prochain. Le 24 janvier une *solicitation* (appel d'offres), amendée dès le 27, a été émise. Il s'agit désormais de remettre en état l'*USS Ponce* (174 m de long, peut accueillir 900 hommes et 6 CH-46). Et ça urge! Les travaux d'aménagement doivent commencer le 13 février et se terminer 63 jours plus tard. Pour lire la *solicitation*, cliquer [ici](#).

Pour le reste (type de missions, au profit de qui?), la Navy reste motus et bouche cousue.

Les conditions pour une éventuelle frappe israélienne contre le programme nucléaire iranien

30 janvier 2012 – 11:26

D'après le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, il faudrait encore une année à l'Iran pour produire assez d'uranium enrichi afin de concevoir une arme nucléaire.

« Le consensus est que s'ils décident de le faire, cela leur prendra probablement environ un an pour être capable de produire une bombe et ensuite encore un ou deux ans pour l'installer sur un vecteur » a-t-il affirmé, le 29 janvier, lors de l'émission 60 Minutes, de la chaîne CBS.

« Les États-Unis, et le président a été clair là-dessus, ne veulent pas que l'Iran développe une arme atomique. C'est une ligne rouge pour nous, pour les Israéliens aussi manifestement, donc nous partageons un objectif commun ici » a encore déclaré Leon Panetta.

Quant à savoir s'il faut s'attendre à des frappes américaines contre les installations nucléaires iraniennes, le chef du Pentagone s'est contenté de répéter la formule habituelle, à savoir « toutes les options sont sur la table ». Mais « si on doit le faire, on le fera » a-t-il toutefois ajouté.

Cependant, il n'est pas certain que l'Iran veuille se doter de l'arme nucléaire. Du moins, une telle décision ne serait pas encore prise. Certes, le dernier rapport de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) a exprimé des soupçons quant à la nature militaire du programme iranien. Mais il semblerait que Téhéran rassemble tous les éléments nécessaires pour le développement de telles armes quand le régime des Mollahs aura décidé de s'en doter. Or, selon le « National Intelligence Estimate », qui est une synthèse des positions des 16 agences de renseignement américaines, il semblerait que la question divise les dirigeants iraniens.

Cela étant, pour le journaliste israélien Ronen Bergman, spécialiste des affaires militaires, il est fort probable qu'Israël mènera une opération militaire contre le programme nucléaire iranien en 2012.

Dans [un article publié par le New York Times](#), le journaliste a donné les critères que le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, lui a indiqué pour qu'une telle intervention se fasse.

Ainsi, en premier lieu, le gouvernement israélien veut être certain que les dégâts causés aux installations iraniennes soient assez importants pour retarder significativement le programme de Téhéran en matière nucléaire. Autre critère, la capacité de la population israélienne et de Tsahal à faire face à une riposte.

Le soutien international, à commencer par celui des États-Unis, explicite ou non, est également une condition. Enfin, la décision d'une opération militaire israélienne dépendra de l'efficacité des mesures visant à freiner le programme iranien. En clair, il faudrait que les sanctions internationales soient jugées insuffisantes, de même que les actions clandestines (assassinats ciblés de scientifique, sabotages, virus informatiques, etc...).

Reste à voir si ces conditions seront réunies. Le succès des sanctions économiques prises contre Téhéran est loin d'être acquis mais ces dernières restent le seul moyen de pression avant d'envisager l'option militaire.

Quant à un soutien américain, voire même européen, à une opération israélienne contre les installations iraniennes, il n'en est pas question pour le moment. Au contraire même puisque Washington tente de modérer les dirigeants israéliens. Une telle éventualité aurait des conséquences sur le prix du pétrole, et donc sur l'économie mondiale, qui n'a pas besoin d'un nouveau choc pétrolier actuellement. Et en période électorale, ce n'est pas non plus l'idéal...

Enfin, pour qu'une opération militaire puisse retarder le programme nucléaire iranien, encore faudrait-il que les forces aériennes israéliennes aient les bombes adéquates pour détruire les sites d'enrichissement d'uranium enfouis et fortifiés, comme celui de Fordo. Or, [selon le Wall Street Journal](#), même l'US Air Force n'aurait pas de telles munitions dans son arsenal, des responsables ayant confié que celles en dotation ne seraient pas assez puissantes pour infliger des dégâts suffisants et définitifs aux sites souterrains iraniens.

La base de Ramstein sera le centre nerveux de la défense antimissile de l'Otan

3 février 2012 – 11:56

Après l'annonce du déploiement de missiles intercepteurs en Roumanie et en Pologne, ainsi que l'installation d'un radar d'alerte avancé en Turquie, sans oublier celle concernant le choix de la base navale espagnole de Rota pour abriter les destroyers AEGIS de l'US Navy, il est question que l'Otan installe le centre de commandement de sa défense antimissile en Allemagne, plus précisément à Ramstein. Du moins, c'est ce qu'a fait savoir un diplomate, le 2 février, selon l'AFP.

Pour autant, le ministre allemand de la Défense, Thomas de Maizière n'a pas confirmé cette information. Mais il a toutefois assuré que son pays participerait à ce bouclier antimissile en mettant à sa disposition ses batteries antimissile Patriot et laissé entendre que la base de Ramstein jouerait un rôle important après le retrait d'Europe de deux brigades permanentes de l'US Army.

Depuis la fin de la guerre froide, la base de Ramstein est devenue un pôle majeur du transport aérien de l'US Air Force en Europe (USAFE), avec notamment le 86th Airlift Wing.

Par ailleurs, un exercice conjoint Otan-Russie en matière de défense antimissile serait prévu en mars prochain en Allemagne. Le principe de ces manœuvres – en fait une simulation par ordinateur – avait été adopté lors du sommet de l'Alliance atlantique de Lisbonne en novembre 2010, et auquel le président russe, Dmitri Medvedev, avait été convié.

A l'époque, il avait été proposé de Moscou de participer à ce bouclier antimissile, censé protéger l'Europe de la menace balistique iranienne. Depuis, les négociations entre l'Otan et la Russie sont dans l'impasse. Et l'organisation de cet entraînement ne changera pas grand chose.

Pour Anatoli Antonov, ces manœuvres « servent de paravent pour masquer les divergences d'opinion sur le bouclier antimissile ». « Malheureusement, il n'y a aucun progrès. Il est accablant que la situation ne change pas, nos partenaires des Etats-Unis et de l'Otan ne sont pas encore prêts à comprendre les préoccupations russes » a-t-il ajouté.

Et les points de blocage entre l'Alliance atlantique et la Russie sont encore loin d'être levés. En effet, il n'est nullement question pour l'Otan d'intégrer le système de défense antimissile russe au sein de son bouclier comme le souhaite Moscou (l'organisation évoque seulement un partage

d'informations), pas plus qu'il n'est d'actualité de donner des garanties juridiques écrites selon lesquels son dispositif ne vise nullement les intérêts russes.

Aussi, pour le Premier ministre russe (et sans doute futur président) Vladimir Poutine, il ne fait aucun doute que le projet de l'Otan vise son pays. « Il n'y a aujourd'hui pas de menace émanant de l'Iran ou de la Corée du Nord. Actuellement, la défense antimissile (américaine en Europe) vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe » a-t-il déclaré au cours d'un documentaire diffusé par la télévision russe.

La position de la Russie sur la Syrie, l'Iran et le printemps arabe

Nicolas Gros-Verheyde / Clip, Libye, Moyen Orient / jan 31, 2012



(BRUXELLES2) La Russie paraît peu sensible, en ce moment, à certains arguments des Occidentaux sur la situation au Moyen-Orient. Et, apparemment, ce n'est pas près de changer, à écouter Dimitri Rogozine. Passé au gouvernement, comme vice-Premier ministre à l'industrie de défense, celui-ci avait tenu à faire ses adieux à la presse en tant qu'ambassadeur de l'OTAN, il y a quelques jours déjà. Une manière de redire sa position sur différents sujets. Avec un même leitmotiv : n'espérez pas de la Russie qu'elle se range, comme un petit toutou, à l'avis des Occidentaux

systématiquement. Au contraire. La Russie a sa position qu'elle estime justifiée au regard du droit international. Sa lecture du printemps arabe, de ce qui passe en Syrie ou en Iran pourra apparaître peut-être cynique, impitoyable mais peut-être aussi réaliste après tout. Dans tous les cas, elle vaut un peu d'attention. Car la Russie ne paraît pas prête d'oublier la dérive libyenne de l'action menée par l'OTAN sous couvert de résolution internationale.

Des violations de droits de l'homme en Syrie ne légitiment pas l'intervention « Oui. Il n'y a aucun doute là-dessus. Il y a des preuves de graves violations de Droits de l'homme en Syrie. » souligne Rogozine. « Mais cela ne donne pas le droit d'avoir à des actions sélectives, des actions isolées. Si quelque chose se passe avec des meurtres, des viols, des tortures...des atteintes des pressions physiques contre les gens, cela ne signifie pas que la Russie doit suivre la voie (de l'intervention) en Libye. Dans une guerre civile, il n'y a pas de loi, il y a des violations des droits de l'homme. Car c'est une guerre entre frères, c'est grave. »

Pas d'action en Syrie sans enquête sur ce qui s'est passé en Libye. « Il n'y a pas de doute que tout renforcement de l'action sans l'ONU doit s'accompagner d'une enquête en Libye. On ne peut pas aller plus loin sans cela. » a-t-il répété à plusieurs reprises.

L'action de l'OTAN en Libye a dépassé le cadre de la résolution de l'ONU. « Vous ne pouvez pas prendre part dans un conflit civil. Il y a une obligation de respecter les résolutions du Conseil de sécurité. Au lieu de cela, on a vu les forces de l'OTAN prendre parti en faveur d'une partie. Quand on dit qu'il y a une « No fly zone », c'est qu'il n'y a aucun avion qui circule. Mais quand il y a des bombardements, une campagne aérienne ... », ce n'est pas respecter la résolution de l'ONU, estime-t-il.

Le printemps arabe ? « Le printemps arabe n'a pas donné la démocratie. C'est le contre-pouvoir d'islamisme et fondamentalisme qui l'a emporté. Et rien d'autre. Le résultat des élections de l'Egypte ou de la Tunisie en est la directe conséquence. Et vous avez des membres d'Al Qaida, tout près, dans la cuisine de l'Europe, qui peuvent recruter et agir. »

L'Iran notre voisin, toute atteinte menace notre sécurité. Rogozine commence par un petit rappel géographique « Pour les Américains, l'Iran, c'est loin, un voisin de l'autre côté du globe. Pour nous, l'Iran, c'est notre voisin. Il est tout proche du Caucase. » Et d'avertir : « Si les Américains entreprennent une action, cela menace directement notre sécurité. C'est de la responsabilité des Etats-Unis » d'éviter cela. De façon plus générale, la Russie souhaite avec les autres pays en responsabilité atomique, « une vaste politique pour examiner comment (tous) les pays développent une industrie nucléaire civile, et éviter leur utilisation à des fins militaires. Cela concerne tout le monde. Il faut plus de contrôle sur l'exportation des armements ». Mais contrebalance-t-il aussitôt « tout pays a le droit d'avoir ce qu'il désire pour avoir une situation confortable (sous entendu une énergie nucléaire), y compris l'Iran ». « La crise de l'Iran doit être résolue par tous conjointement », conclut-il, et non pas de façon multilatérale par quelques uns.

L'Europe ? Quant à l'Europe elle doit être elle-même. « L'Europe doit être guidée par ses intérêts. Non par d'autres (sous entendu américains). (...) L'OTAN n'est pas l'URSS si je ne fais pas d'erreur. » Une manière de souligner l'emprise trop américaine, à son goût, sur l'Alliance Atlantique.

Mieux rayonner sans sortir de l'ombre

Tant au commandement des opérations spéciales (**COS**) qu'à la brigade des forces spéciales Terre (**BFST**), des directives de communication sont actuellement en cours de rédaction finale. Il s'agit pour les unités d'avoir une référence, le vide absolu ayant généré, parfois, le contraire du

résultat espéré. Par delà les obligations opérationnelles du moment, cette nécessité de mieux rayonner sans sortir de l'ombre est une priorité chez les forces spéciales.

Par nature, les forces spéciales vivent à l'écart des médias, pour conserver une capacité de foudroyance : sans effet de surprise, le résultat est plus difficile à obtenir. Mais sans com', il est aussi difficile d'attirer les candidats, et les réservistes (1).

L'actuel GCOS, le général **Christophe Gomart**, a commandé le régiment le plus secret des forces spéciales françaises, le **13e RDP**, et n'est donc pas sur une ligne d'ouverture à outrance, ce qui ne l'a pas empêché de nous accorder une interview (2). Chacun des responsables que nous avons rencontrés ces derniers mois, GCOS compris, consent à reconnaître que la communication est un mal nécessaire... à doses thérapeutiques. L'engagement des troupes atteint actuellement un niveau particulièrement élevé, et pour les commandos et leurs familles, les cadres des forces spéciales ont compris qu'une reconnaissance était nécessaire. Elle passe notamment par la communication, mais pas seulement.

C'est ainsi que trois des quatre unités de la BFST ont récemment reçu une croix de la valeur militaire à titre collectif. Une unité de commandos marine, **Jaubert**, a aussi été décorée. Et dans l'armée de l'air le **CEMAA** en personne doit aller décorer personnellement plusieurs personnels, à Orléans, dans quelques semaines. A plusieurs reprises, il fait savoir qu'il entendait valoriser cette pointe de diamant désormais réduite à deux composantes, escadron de transport **3.61 Poitou**, et **CPA10**, après l'ingestion des capacités de l'**ESH** de Cazaux dans le 4e RHFS.

(1) le **COS** détiendrait un volant d'environ **250 réservistes**, et la **BFST**, **300**. Marqué par un stage effectué avec le **23 SAS**, l'actuel **COMBFST** souhaite développer son modèle de réserve. Il est vrai que l'extrême mobilisation de ses commandos, actuellement, mais aussi des spécialités en pleine croissance (actions indirectes) militent pour un vivier plus large de réservistes.

(2) apportant de l'eau à son moulin, la judiciarisation croissantes des affaires militaires, et quelques épisodes médiatiques malheureux, notamment pendant Ares et en Afrique.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/31/2012 05:16:00 PM](#)

Des militaires tiendront des exercices dans la région



, Actualité - Publié le 29 janvier 2012 à 00:00

Des militaires du 5e Groupe-brigade mécanisé du Canada (5 GBMC) tiendront des exercices dans la région dans le cadre de l'opération Rafale blanche 2012.

De retour de l'Afghanistan, les militaires s'entraîneront en effet du 31 janvier au 9 février prochain dans certaines municipalités de la région Chaudière-Appalaches. Ils seront entre autres à Saint-Georges dans le secteur du réservoir à Saint-Jean-de-la-Lande.

L'opération Rafale blanche est la plus importante encore jamais réalisée depuis 2006 par le 5 GBMC. Au cours des dernières années, les soldats s'entraînaient d'ailleurs pour faire face à une

température chaude afin d'être bien préparés pour l'Afghanistan. Cette fois-ci, ils vont affronter l'hiver.

À bord de véhicules de toutes sortes et de motoneiges, en raquettes et en skis, les soldats effectueront diverses manœuvres tactiques. Ils réaliseront des patrouilles de reconnaissance en véhicule blindé et à pied et aménageront des sites d'atterrissage d'hélicoptères. Il y aura en plus du transport hélicoptéré de personnel et de matériel ainsi que des sauts en parachute. Les citoyens verront donc des hélicoptères de type Griffon, des avions Hercules et des avions de chasse Alpha survoler la région.

Enfin, les soldats rencontreront la population les 4 et 5 février afin de répondre aux questions des gens qui seraient intéressés d'en savoir plus sur ces opérations ou encore sur la vie militaire.

SIMON BUSQUE

Un légionnaire du 2ème REG tué par une avalanche en Savoie



Un légionnaire du 2ème Régiment étranger de génie est mort ce matin vers 10 heures à la suite d'une avalanche à Valloire (Savoie).

Un détachement de 18 hommes effectuait une course en montagne dans le cadre de leur préparation comme chef d'équipe de haute-montagne. Dans la Combe de la Valette, à 2300 mètres d'altitude, ils ont été pris sous une avalanche qui a enseveli cinq d'entre eux. Leurs camarades les ont aussitôt dégagés : trois étaient légèrement blessés, un autre en hypothermie (ses jours ne sont pas en danger) mais le cinquième, un légionnaire

d'origine polonaise, est décédé sur place.

Le détachement était encadré par des spécialistes de la haute montagne et muni des équipements de sécurité nécessaires (Arva), assure l'armée de terre. Les conditions météo étaient normales. Une enquête de commandement et une enquête de la gendarmerie (PGHM) ont été ouvertes.

Le 2ème REG de Saint-Chistol (Vaucluse) traverse une période difficile : il a perdu trois hommes en Afghanistan depuis décembre.



Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 1 Février 2012 à 19:50

Un légionnaire du 2ème REG meurt dans une avalanche (MàJ)



Cinq militaires appartenant au 2ème Régiment Etranger de Génie (REG) de Saint-Christol ont été emportés par une avalanche, ce 1er février, aux environ de 10H00.

Au moment de l'accident, les légionnaires effectuaient une instruction dans le cadre d'une formation de chef d'équipe « Haute Montagne » au niveau de la combe de l'Aiguille Noire, située sur la commune de Valloire, en Savoie. D'après le Sirpa Terre, « cette qualification permet à des soldats déjà titulaires du brevet d'alpinisme et de skieur militaire (BASM) de prendre la direction d'une cordée. »

Les cinq légionnaires ensevelis ont pu être dégagés, dans un premier temps, par leurs camarades présents sur les lieux. Arrivés sur place, les secours n'ont pas pu réanimer le caporal Szymkowski. Un autre légionnaire, souffrant d'hypothermie, a été hospitalisé à Grenoble. Enfin, trois militaires ont été admis à l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne pour de légères

contusions.

Ce drame est un nouveau coup dur pour le 2ème REG, le régiment ayant perdu trois de ses hommes en Afghanistan, au cours de deux incidents distincts impliquant des soldats afghans renégats.

02.02.2012

Marine nationale: la prime d'embarquement désormais attribuée au pro rata



Depuis le premier janvier, le calcul de la prime d'embarquement (ou prime de mer) a été modifié. La faute au contexte budgétaire où chaque petite économie est traquée. Cette modification ne semble pas avoir provoqué beaucoup d'émotion. A moins que les intéressés n'aient attendu leur feuille de paie pour s'indigner...

Précédemment, les marins embarqués à bord des navires de la Royale percevaient une prime dont le montant équivalait à une vingtaine de pourcent de leur solde. En bénéficiaient aussi les cadres (et les élèves) de l'Ecole navale et de certains centres de formation, ainsi que les personnels des états-majors susceptibles d'être embarqués pour des missions de type *Atalante* ou *Harmattan*.

Désormais, ces dérogations sont annulées et l'attribution de la prime se fera au pro rata des jours effectivement passés en mer. Les équipages en bénéficieront en totalité (quel que soit le nombre de jours passés en mer); quant aux autres marins, ce sera selon leur embarquement éventuel (fréquent pour certains formateurs, moins pour les états-majors).

BOLD ALLIGATOR 2012 : REPETITION GENERALE AVANT LE JOUR-J

Mise à jour : 31/01/2012 15:16

Le 24 janvier 2012, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral*, est arrivé au large de Norfolk, quinze jours après son départ de Toulon.



Avant d'accoster, trois jours d'entraînement dans la baie de Chesapeake ont permis au détachement amphibie français de répéter les procédures et les tactiques qui seront mises en œuvre lorsque les troupes françaises débarqueront sur une plage de Camp Lejeune. Première étape : la certification du *Landing Craft Air Cushion* (LCAC), hydroglisseur de débarquement amphibie américain employé par l'US Navy, accueilli pour la première fois dans le radier du *Mistral*. « La certification consiste en une série d'essais entre ces embarcations

sur coussins d'air et notre BPC, qui a été conçu dès le départ pour pouvoir opérer avec ces engins », explique le capitaine de frégate François Mayor, commandant en second du BPC. Enradiages et déradiages successifs, à vide puis chargé de véhicules de l'armée de Terre, essais de ravitaillement, procédures d'urgence, autant de manœuvres répétées pendant plusieurs heures par les manœuvriers français et l'équipe de pilotage du LCAC, dans la perspective d'une interopérabilité totale des moyens français et américains.

Les deuxième et troisième jours ont été pleinement consacrés à la répétition du débarquement du groupement tactique. Près de 400 hommes et 90 véhicules sont passés du BPC à la terre, par une dizaine de vagues de chalands couplées à des rotations d'hélicoptères de transport.

Plusieurs objectifs : dérouler le plan de chargement des véhicules, d'abord, afin de s'assurer de la justesse de leur positionnement dans le hangar du BPC et de réajuster certains points tactiques de l'assaut.

Le but étant là d'utiliser autant que possible le potentiel du nouvel engin de débarquement amphibie rapide (EDAR), dont la marine a fait l'acquisition en décembre dernier et qui naviguait pour la première fois hors des eaux françaises hier. Toujours en phase de test de ses capacités opérationnelles, l'EDAR s'est fait une place aux côtés de deux chalands de transport de matériel (CTM) dans le radier du *Mistral*, afin de poursuivre ses essais au cœur d'un environnement pleinement opérationnel. Véhicules de l'avant blindé, chars AMX 10 RC, petits véhicules protégés et camions de transport, se sont succédés sans difficulté notable sur sa plateforme.

Le 26 janvier, une fois l'ensemble des moyens de l'armée de Terre réembarqués à bord du BPC, le détachement français a accosté quelques nautiques plus à l'ouest, au cœur de l'immense base navale de Norfolk.

Après la répétition des troupes, place cette fois à la répétition de l'état-major, qui, avec ses



homologues américains, va travailler pendant deux jours le concept de l'opération, sur maquettes et cartes géantes. Puis ce sera la dernière ligne droite avant le « D-day », le 6 février prochain.



Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

30.01.2012

Bold Alligator 2012 démarre ce matin: le Mistral est aux premières loges



C'est une première: les Américains ont invité des partenaires étrangers, dont la France, à participer à *Bold Alligator*, exercice majeur de déploiement interarmées à longue distance en milieu hostile. *Bold Alligator* se déroule jusqu'au 13 février, en Caroline du Nord (côte est-américaine).

Bold Alligator 2012 met en oeuvre des moyens considérables : 20 000 militaires, 7 bâtiments d'assaut amphibies, des frégates d'escorte, le porte-avions *Enterprise* et son groupe aérien, des chasseurs de mines et des pétroliers-ravitailleurs pour les États-Unis, une centaine

« Royal marines » pour la Grande-Bretagne, autant de « marines » pour les Pays-Bas, des observateurs intégrés aux états-majors pour l'Italie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie...

Côté français : 600 hommes et femmes (dont 400 de l'armée de terre pour constituer un groupement tactique), le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral*, 70 véhicules et 6 hélicoptères (4 *Puma* et 2 *Gazelle*). Les effectifs de l'armée de terre viennent des 21^e régiment d'infanterie de marine, 3^e régiment d'artillerie de marine, le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, le 1^{er} régiment étranger du génie, le 3^e régiment d'hélicoptères de combat.

Après une première phase d'entraînement et de préparation en Virginie et un démarrage des opérations ce lundi, le point d'orgue de l'exercice est attendu le 6 février avec un débarquement

massif sur les côtes de Caroline du Nord (Camp Lejeune), suivi d'une phase de manœuvre à terre jusqu'au 12 février.

La frégate Aconit en route pour l'océan Indien



La frégate Aconit
crédits : JEAN-LOUIS VENNE

30/01/2012

L'Aconit, de la Marine nationale, a appareillé de Toulon samedi. La frégate française, qui a mis le cap sur la Méditerranée orientale, va franchir le canal de Suez pour gagner la mer Rouge puis l'océan Indien. Elle sera alors intégrée à l'EU-NAVFOR (Task Force 465), force navale européenne déployée au large de la corne d'Afrique dans le cadre de l'opération Atalante de lutte contre la piraterie. La veille de son appareillage, notre correspondant à Toulon, Jean-Louis Venne, a pu monter à bord. « De nombreuses manutentions étaient encore en cours, embarquement matériels divers. Nous nous sommes rendus en passerelle en traversant les nombreuses coursives bien remplies mais rangées et saisonnées. Le commandant, le capitaine de vaisseau de Saint-Julien, nous a expliqué le but de cette mission en océan indien. Puis nous sommes allés rendre visite au premier maître commis en charge des vivres. Le ravitaillement venait juste d'être terminé. Etagères pleines, chambres froides avec ses fruits et légumes, congélateurs pour viandes, poissons et divers. L'équipage avait encore beaucoup d'activité en cette dernière journée avant l'appareillage », explique-t-il.



L'Aconit, la veille de son appareillage (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



L'Aconit, la veille de son appareillage (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



La passerelle (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



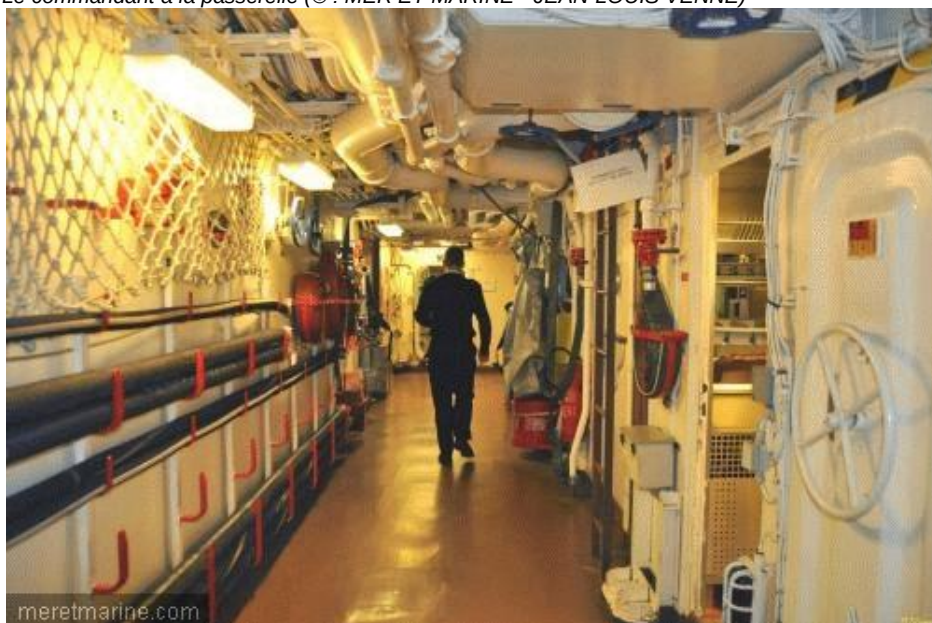
meretmarine.com

Ecran de surveillance en passerelle (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

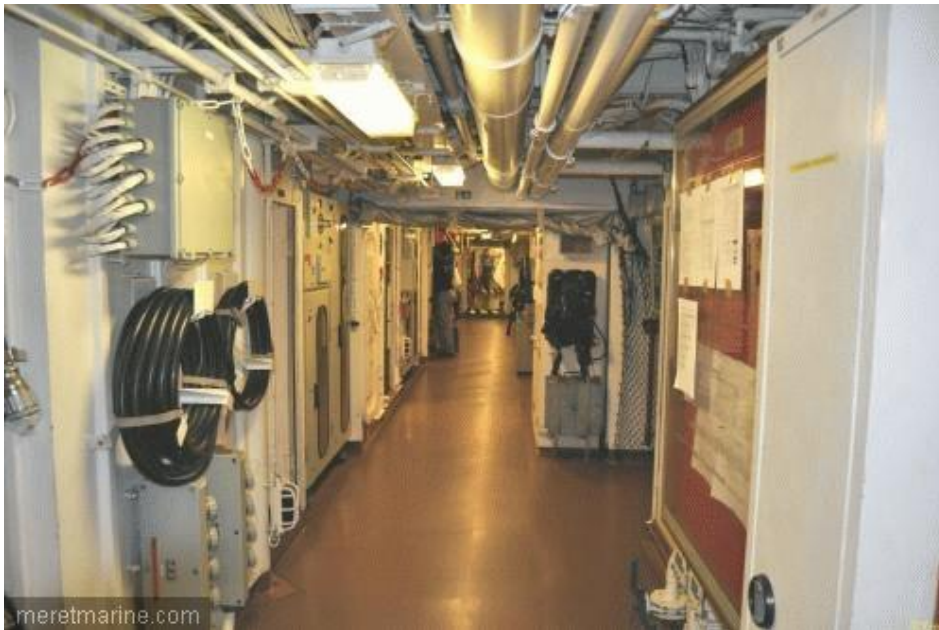


meretmarine.com

Le commandant à la passerelle (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



meretmarine.com



Coursives (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)



Le capitaine de vaisseau de Saint-Julien (© : MER ET MARINE - JEAN-LOUIS VENNE)

Au sein d'Atalante, dont la France prendra le commandement à la mer en avril, l'Aconit sera amené à escorter les navires du Programme Alimentaire Mondial (PAM) chargés d'acheminer l'aide humanitaire en Somalie. La frégate mènera également des action de prévention et de répression des actes de piraterie, tout en participant à la sécurisation des axes de navigation maritime, en particulier dans le golfe d'Aden.

Quatrième des cinq frégates furtives du type La Fayette, l'Aconit, construit par DCNS à Lorient, a été mis sur cale en 1996. Le bâtiment, qui devait initialement s'appeler Jauréguiberry, a finalement été rebaptisé Aconit, la frégate éponyme (type F65) alors en activité ayant été prématurément désarmée en 1997. La quatrième FLF a donc repris le nom d'une célèbre corvette des Forces

Navales Françaises Libres (FNFL), qui s'est illustrée au cours de la seconde guerre mondiale en mettant hors de combat, coup sur coup, deux sous-marins allemands, en 1943. Admis au service actif en 1999, l'actuel Aconit est, comme ses sisterships, basé à Toulon. Longs de 125 mètres pour un déplacement de 3600 tonnes en charge, ces bâtiments, armés par un équipage de 150 marins, peuvent atteindre la vitesse de 25 noeuds. Leur armement comprend 8 missiles antinavire Exocet MM40, un système surface-air Crotale CN2 (8 missiles en batterie + 16 missiles en soute), une tourelle de 100mm, deux canons de 20mm et des mitrailleuses de 12.7mm. Une vaste plateforme et un hangar permettent la mise en oeuvre d'un hélicoptère lourd, mais les La Fayette embarquent généralement un Panther.



L'Aconit lors de l'opération Harmattan en Libye (© : MARINE NATIONALE)

03.02.2012

SNLE et SNA français: des chasses gardées pour les personnels masculins



Sébastien Panou, l'un de mes confrères de la rédaction de Brest, a publié ce matin un article sur l'absence de femmes à bord des SNLE et SNA français. L'US Navy et la Royal Navy ont, elles, décidé de sauter le pas et d'autoriser l'embarquement de personnels féminins à bord de ce type d'unités. Mon confrère fait le point.

Pour lire son sujet, cliquer sur le lien ci-dessous ou aller sur le site [Ouest-France](http://www.ouest-france.fr).

Les autres marines s'y mettent. Les futurs sous-marins français seront conçus pour les accueillir. Mais le recrutement de femmes sous-marinières n'est pas à l'ordre du jour.

La Navy américaine ouvre cette année ses sous-marins nucléaires à des équipages mixtes. La Grande-Bretagne lui emboîtera le pas en 2013. Les femmes plongent déjà depuis quelques années à bord de sous-marins classiques (missions moins longues) en Australie, Canada, Norvège, Suède...

Et en France ? Pas une femme parmi les 2000 membres d'équipages des quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (avec missiles nucléaires), basés à l'Île-Longue, ou des six sous-marins nucléaires d'attaque (armes conventionnelles) basés à Toulon.

Assez de recrues

Explication officielle de la Marine : « **Nous n'avons pas de besoin urgent en terme de ressources humaines** », dit Marc Gander, officier de communication à Brest. Autrement dit, si les autres marines commencent à recruter des femmes, c'est plus par manque de candidats que par soucis d'égalité.

En 1982 déjà, Claude Piéri, commandant de la Force océanique stratégique (Fost) estimait cette féminisation « **ni souhaitable, ni envisageable. Nous n'avons aucun problème avec nos équipages**, disait-il. **Pourquoi vouloir s'en créer, alors que rien ne nous y oblige** ».

Autre argument avancé aujourd'hui : le retour sur investissement, après une formation de sous-marinier longue et coûteuse, liée au nucléaire. « **Statistiquement, les femmes quittent la Marine au moment où elles deviennent mères, vers 35 ans** », selon Marc Gander. « **Alors que les gens sont rentables à partir de 30 ans** ».

Pulsions incontrôlables ?

Mais le problème central serait la promiscuité, au cours de missions de 45 à 70 jours. La présence de femmes implique des aménagements spécifiques (sanitaires distincts) dans un espace très restreint. Une séparation claire des cabines est aussi de mise. Pas évident, même si les sous-marins nucléaires ont gagné en confort. La pratique de la « bannette chaude » n'existe plus depuis la fin des sous-marins classiques (propulsion diesel). Deux marins se succédaient dans une même couchette. Aujourd'hui, chacun a son lit.

Quand des forums de marins sur internet (voir alabordache.fr) abordent la question de la féminisation des sous-marins, on y parle beaucoup de « **pulsions** » incontrôlables et même de « **paix des hommes** ». On y perçoit clairement l'inquiétude des femmes de sous-marinières. Tous les arguments sont bons. Il a aussi longtemps été question de risques pour la santé d'un éventuel fœtus dans un air sans cesse recyclé...

Le même genre de dilemme avait agité la communauté des gardiens de phares dans les années 1990. Mais l'automatisation a clos le débat. La station spatiale internationale accueille des femmes. Idem sur les bases isolées pendant huit mois au milieu de l'Antarctique.

La conception des futurs sous-marins de type Barracuda prévoit des aménagements pour les femmes, au cas où. Ces sous-marins, basés à Toulon, entreront en service à partir de 2017. Si des femmes embarquent, les premières seront probablement médecin ou infirmières, car dans ces métiers, la plupart des militaires formés sont aujourd'hui des femmes.

Mais, vu du côté français, mettre des femmes dans un sous-marin n'est pas encore à l'ordre du jour. C'est l'un des derniers bastions réservés aux hommes, alors qu'il y a quelques rares femmes pilotes de chasse et que la Marine compte à bord de ses navires 9 % de femmes.

Une affaire d'escroquerie au sein de la Marine nationale

1 février 2012 – 14:04

Le groupement de gendarmerie maritime de l'Atlantique est actuellement en train de mener une enquête concernant une histoire d'escroquerie et de complicité d'escroquerie au sein de la Marine nationale.

Visiblement, si l'on en croit les déclarations faites par un officier [au quotidien Le Télégramme](#), il s'agirait « d'une vieille affaire concentrée autour des plongeurs de l'Île Longue », laquelle vient de prendre un tour nouveau avec le dépôt d'une plainte contre X par le préfet maritime de l'Atlantique, à savoir le vice-amiral d'escadre Jean-Pierre Labonne.

Ainsi, un système visant à produire de fausses déclarations de plongée a été découvert. Il faut savoir qu'une prime ainsi que des bonifications sont accordées à chaque militaire qui effectue une plongée. D'où la tentation de falsifier des documents pour gonfler le nombre de plongées effectives, lequel est cependant plafonné par arrêté ministériel.

Environ une soixantaine de marins – dont certains ont depuis été rendus à la vie civile – seraient impliqués dans ce trafic. Selon toute vraisemblance, cette affaire ne concernerait pas le Groupe de plongeurs démineurs (GPD) brestois.

Ce système a été découvert à la mi-2011. Depuis, l'enquête ouverte par le Parquet de Rennes consiste à vérifier la validité des déclarations de plongées, ce qui est un travail relativement compliqué pour les gendarmes, d'autant plus que l'on ignore encore la période à partir de laquelle cette « magouille » a commencé. À l'issue, il sera possible d'avoir une idée du préjudice subi par la Marine nationale.

Les enquêteurs ont également à retrouver l'initiateur de cette fraude ainsi que ceux qui en ont profité. Pour le moment, trois personnes ont reconnu avoir bénéficié de cette escroquerie. Cela étant, cette affaire aura des conséquences sur le plan militaire, des sanctions pouvant être prises et un nouveau système de comptabilité devant être mis en place. Mais elle aura aussi des suites judiciaires, avec de possibles sanctions pénales à la clé.

DCNS obtient le contrat de maintenance des frégates « Forbin » et « Chevalier Paul »

31 janvier 2012 – 17:14

Etant donné leur mise en service récente, l'entretien des frégates de défense aérienne de type Horizon de la Marine nationale se faisait jusqu'à présent de manière ponctuelle, c'est à dire en fonction des besoins. Désormais, ce ne sera plus le cas car le contrat de Maintien en condition opérationnelle (MCO) de ces navires a été confié par le Service de soutien de la flotte (SSF) à DCNS.

Ainsi, le constructeur naval français assurera « le rôle de maître d'oeuvre global de la maintenance de la totalité des installations », à l'exception du système PAAMS (Principal Anti-Air Missile System, composé par 48 missiles Aster 15 et Aster 30), pendant 4 ans. Ces opérations de maintenance, qui peuvent durer plusieurs mois, seront effectuées à Toulon.

« En s'inscrivant dans la durée, DCNS pourra mettre en place une organisation industrielle conduisant à anticiper les besoins du client et ainsi à mieux planifier les travaux d'entretien. De plus, le partage des tâches avec des industriels aux savoir-faire éprouvés permettra d'accroître la qualité du service rendu, tout en maîtrisant les coûts » a fait valoir l'industriel, par voie de communiqué.

Les frégates Horizon sont le fruit d'une coopération franco-italienne. Seulement 4 navires ont été construits depuis le lancement de ce programme. La Marine nationale compte le Chevalier Paul et le Forbin tandis que, après l'Andrea Doria, son homologue transalpine vient d'admettre en service actif le Caio Duilio, dernier bâtiment de la série.

Le Royaume-Uni devait initialement participer à ce projet. Mais Londres a choisi de faire cavalier seul et de développer son programme de frégates de type 45 (classe Daring), lequel doit permettre à la Royal Navy de recevoir au total 6 navires. Les Britanniques ont seulement maintenu leur collaboration pour la mise au point du système PAAMS, appelé Sea Viper outre-Manche.

La construction des deux BPC russes a commencé à Saint-Nazaire

2 février 2012 – 15:54

La construction des deux Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC) destinés à la Russie a commencé, le 1er janvier, avec la découpe de la première tôle d'un des navires au chantier naval STX de Saint-Nazaire. Le même jour, les locaux devant accueillir une équipe russe chargée de suivre ce programme ont été inaugurés.

« Cette opération fait suite aux études de conception des navires qui ont débité le 1er novembre 2011 pour prendre en compte les spécificités russes » a expliqué STX France par voie de communiqué.

« Le Groupe DCNS est maître d'oeuvre de la réalisation des deux BPC et réalisera l'intégration du système de direction des opérations du navire et du système de communications. STX France intervient dans le contrat en qualité de sous-traitant de DCNS, chargé de la construction de la plateforme des navires » précise le texte.

Le contrat concernant cette acquisition, signé le 17 juin 2011, prévoit la livraison de deux BPC à la Russie construits en France, ainsi que la fourniture de « services » et de « prestations associées », comme les transferts de technologies, la logistique et la formation.

D'après l'agence Ria Novosti, ces deux premiers BPC, qui devraient être en principe suivis par deux autres, construits cette fois en Russie, seront appelés Vladivostok et Sebastopol.

Ces BPC russes seront donc légèrement différents par rapport à ceux mis en oeuvre par la Marine nationale, dans la mesure où ils disposeront d'équipements et d'aménagements spécifiques devant leur permettre, par exemple, d'embarquer des hélicoptères Kamov.

La formation de deux équipages russes (soit 350 marins) [sera assurée par le groupe DCI](#), qui commencera ses prestations à partir du premier semestre 2014 pour une durée de 6 mois, ce qui correspond à la période prévue pour la livraison du premier BPC à la marine russe, le second devant suivre l'année suivante.

Par ailleurs, l'acquisition de BPC par la Russie a toujours du mal à passer aux Etats-Unis, où le sénateur républicain de l'Indiana, Richard Lugar, qui siège au Comité des affaires étrangères du Sénat, a demandé au Congressional Research Service d'évaluer les conséquences des ventes d'armes à Moscou par des pays membres de l'Otan. La France n'est pas la seule visée puisque l'Allemagne et l'Italie le sont également.

« Alors que l'Otan continue de favoriser une relation constructive avec la Fédération de Russie, ces ventes ont soulevé des inquiétudes à la lumière des déclarations de responsables russes selon lesquelles certains équipements pourraient être utilisés pour des actions contre des partenaires des Etats-Unis et leurs alliés », a justifié le sénateur. Un rapport sur cette question doit être remis le 20 avril prochain.

Sofradir : Thales et Safran seuls maîtres à bord (actualisé-2)

C'est un effet de la lente restructuration du secteur optronique français... et, il ne faut pas l'exclure, du recentrage d'Areva sur son coeur d'activité : le groupe nucléaire, qui détenait 20% de Sofradir, l'a revendu à ses deux comparses, Thales et Sagem, qui détiendront chacun, désormais, 50%. Sofradir, fabriquant de détecteur infrarouge est une perle de l'optronique française, plaçant ses composants dans toutes les équipements infrarouges : autoridirecteurs, caméras, mais aussi équipements spatiaux.

Entre autres programmes, Sofradir a fourni des détecteurs sur le missile de croisière Scalp EG de MBDA, la caméra infrarouge Sophie et le pod de ciblage Damocles de Thales, le détecteur de veille infrarouge Artemis des FREMM de DCNS, ainsi que le système SADA II installé sur les Bradley et Abrahams américains.

La société, créée en 1986, a donc même placé ses produits aux Etats-Unis, une réussite suffisamment rare pour ne pas avoir été, jusqu'à maintenant, vraiment soulignée.

Son chiffre d'affaires atteint 150 MEUR, pour 550 salariés, pour l'essentiel basés dans l'Isère. Thales emploie 2.700 salariés dans le monde dans l'optronique, pour un chiffre d'affaires oscillant entre 600 et 700 MEUR. Selon Safran, le chiffre d'affaires optronique de Sagem représentant 52% du total en 2010, soit 624 MEUR.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/30/2012 11:05:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

Un contrat de casques pour MSA



MSA Gallet, société basée dans l'Ain vient de remporter un appel d'offres portant entre 16.000 et 64.000 casques de combat, accessoires compris.

Selon la société, ce contrat permet de "garantir la pérennité de la chaîne de production balistique de l'entreprise, voire l'embauche de nouvelles personnes".

L'usine française emploie 260 personnes à Châtillon.

Elle avait déjà fabriqué déjà des casques pour les personnels terrestres des trois armées, ainsi que pour les forces spéciales de la Défense (**COS**), et de l'intérieur (**RAID**, **GIGN**). Des casques LA100 avaient déjà été

vendus à l'armée de l'air et à l'aéronavale, pour équiper une partie des pilotes de chasse, ainsi que quelques hélicoptéristes.

MSA, la maison-mère américaine, a également vendu à l'armée de terre des gilets pare-balles Paracleete.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [1/27/2012 05:26:00 PM](#)

LE MINISTRE DE LA DEFENSE VOLE A BORD D'UN C135FR

Mise à jour : 31/01/2012 15:31

À l'occasion d'une visite dans le département des Bouches-du-Rhône, le lundi 30 janvier 2012, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, monsieur Gérard Longuet, s'est rendu sur la base aérienne 125 d'Istres.



Accompagné d'une délégation, le ministre a été accueilli par le général Paul Fouilland, commandant les forces aériennes stratégiques, et par le colonel Marc Vinchon, commandant la base d'Istres. M. Longuet est tout d'abord allé à la rencontre des aviateurs du groupe de ravitaillement en vol 2/91 «Bretagne», puis a visité l'escadron de soutien technique spécialisé qui met en œuvre l'ensemble de la flotte

d'avions ravitailleurs C135FR.

Après la présentation dynamique de la maintenance du C135, le ministre a embarqué dans l'un des aéronefs pour assister en direct à une mission d'entraînement au ravitaillement en vol. Successivement, un Mirage 2000N, un Rafale «air» puis «marine» et un Mirage 2000B sont venus ravitailler.



Outre le ravitaillement en vol des avions français et étrangers, le «Bretagne» assure également le transport stratégique de fret ou le rapatriement de militaires blessés en opérations. Grâce à sa flotte, il est surtout un acteur clef de la mission de dissuasion nucléaire à laquelle il participe depuis 1964.



Sources : Armée de l'air

Droits : Armée de l'air

Le CEMAT en Caïman le 6 février

Le général **Ract-Madoux** volera en Caïman, le 6 février prochain, sur une courte distance (Orange-Valence). Cette vol et la visite du **GAMSTAT** qui suivra doivent illustrer, pour l'armée de terre, le caractère incontournable de l'ALAT et de ses hélicoptères. Le CEMAT a déjà décoré les quatre régiments d'hélicoptères (**4e RHFS** compris) et avait assisté à une cérémonie officielle, à peine arrivé en poste.

Le lendemain, il doit ouvrir à Paris les rencontres terre de Défense et stratégie, précisément consacrées, cette année, aux hélicoptères. Un choix qui a dû être assez évident, au terme d'une année riche d'actualités pour l'ALAT spéciale et conventionnelle, du Sahel à l'Afghanistan, en passant par la Libye et la Côte d'Ivoire.

UN TLP GRAND FORMAT BAT SON PLEIN A ALBACETE

Mise à jour : 26/01/2012 17:42

Du 16 janvier au 10 février 2012, près de 230 aviateurs participent au *Tactical Leadership Program* (TLP), stage multinational formant les pilotes de chasse des pays de l'Otan au label «chef de mission».



Déployés sur la base aérienne d'Albacete (Espagne), les Français mettent en œuvre des moyens importants et variés : quatre Mirage 2000 D, deux Rafale C, deux Mirage 2000 C, un avion-radar E-3F et deux Alphajet. Deux Super Etendard de la marine nationale complètent les moyens aériens français.

Au sol, du personnel du groupe de télécommunications 10.800 d'Orléans réalise du brouillage radio, tandis qu'un détachement de l'escadron de défense sol-air 1/950 d'Istres déploie une cellule tactique et deux unités

d'acquisition de tir de Crotale NG. L'ensemble de ces menaces simulées, rendent l'environnement opérationnel de cette formation très proche de la réalité.

« En 2012, les nations participant à TLP ont décidé de concentrer leurs moyens en organisant quatre grosses sessions », explique le commandant Sébastien Salgues, pilote de chasse français et, depuis septembre 2011, premier Français responsable de la *Flying Branch* (division des activités aériennes) à Albacete. Ce premier TLP de l'année rassemble pas moins de 30 avions Blue Air (simulant les forces amies), ainsi qu'une dizaine d'avions Red Air (plastronnant des avions agresseurs). Tous ces avions proviennent de France, des États-Unis, d'Italie, de Belgique, d'Espagne, et d'Allemagne ».

TLP permet aux pilotes de chasse participants de décrocher la qualification de «chef de mission», aussi appelée «*Mission Commander* » dans l'Otan. Ce label leur donne les compétences pour diriger des missions complexes sur des théâtres d'opérations de type COMAO (*Composite Air Operations* - dispositifs complexes d'aéronefs différents réalisant des missions à multiples objectifs). « C'est ce genre d'opérations aériennes complexes qui ont été récemment menées avec succès au-dessus de la Libye », détaille le commandant Salgues.



Chaque jour, une importante COMAO est programmée. Cette dernière obéit à un scénario régi par de multiples facettes : missions d'interdiction aérienne, d'entraînement au combat aérien de type DACT (*Dissimilar Air Combat Training*), attaques au sol de type CAS (*Close Air Support* – appui aérien rapproché) ou *Dynamic Targeting* (attaque d'opportunité).

« Les journées sont longues et éprouvantes pour les participants au TLP », détaille le commandant Salgues. Les vols ne

représentent qu'une petite partie de leur travail. La préparation et la planification en amont sont très longues. Les vols se poursuivent au sol par une phase complète de débriefing au cours de laquelle les actions de chaque participant sont finement décortiquées. »

Cette année, pour la première fois, un réseau mettant en œuvre la Liaison 16 (L16) est déployé à Albacete. Ce système assure une mise en réseau des moyens offensifs et défensifs et permet de suivre en temps réel les évolutions de chaque appareil. Au sol, un centre de commandement composé d'une dizaine de personnes peut ainsi en temps réel savoir où se situe chaque appareil et lui ordonner de modifier la mission qui lui était impartie au départ. *« La L16 est désormais incontournable dans les opérations modernes », explique le commandant. Elle améliore nettement l'efficacité opérationnelle dans des engagements de plus en plus complexes. Au sein de TLP, nous développons son utilisation. Toutes les fonctionnalités ne sont pas encore pleinement opérationnelles. Nous nous trouvons encore dans une phase de développement, mais les premiers avantages du recours à la L16 sont déjà perceptibles. »*

Installé sur la base aérienne d'Albacete depuis 2009, la formation TLP était auparavant dispensée à Florennes en Belgique. L'encombrement et l'exiguïté de l'espace aérien belge et des pays environnants ont grandement motivé ce choix. En effet, la plus grande taille des zones de travail en Espagne augmente la marge de manoeuvre des équipages. En outre, ils bénéficient également de conditions météorologiques clémentes, paramètre indispensable à l'activité aérienne.

Texte : LTT Karim DJEMAI Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

LA VERSION TERRESTRE DE L'HELICOPTERE NH90 DEVOILEE OFFICIELLEMENT

Mise à jour : 31/01/2012 15:47

La version terrestre de l'hélicoptère NH90 Caïman a été officiellement dévoilée le 30 janvier 2012 à l'usine Eurocopter de Marignane en présence du ministre de la Défense et des Anciens combattants, Gérard Longuet.



La direction générale de l'armement (DGA) avait livré 22 décembre 2011 à l'armée de terre le premier hélicoptère NH90-TTH Caïman. Il avait aussitôt rejoint le groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de terre (GAMSTAT) de Valence en vue de débiter son expérimentation technico-opérationnelle.

La DGA a déjà commandé 61 Caïman, dont 27 en version navale (NFH) et 34 en version terrestre (TTH), une commande de 34 Caïman TTH supplémentaires est prévue en 2012.

Le NH90 est un programme européen majeur lancé par la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, rejoints en 2001 par le Portugal et en 2006 par la Belgique. Il connaît un réel succès à l'exportation et a été commandé à 529 exemplaires par 14 pays. Le maître d'œuvre industriel du programme NH90 est le consortium NH Industries (Eurocopter - 62,5%, AgustaWestland - 32% et Stork Fokker - 5,5%). Les appareils destinés aux forces françaises, baptisés Caïman, sont produits sur le site Eurocopter de Marignane.

Le NH90 est un hélicoptère de la classe des 11 tonnes destiné au renouvellement des flottes d'hélicoptères de transport tactique (version TTH) et de combat naval (version NFH). C'est l'appareil le plus performant de sa catégorie. Premier hélicoptère doté en série de commandes de vol électriques, il possède une grande manœuvrabilité et une agilité qui lui permettent d'assurer des missions de jour comme de nuit, même dans de très mauvaises conditions météo. Son cockpit très ergonomique est équipé d'écrans multi-fonctions (glass cockpit). Sa structure en fibre de carbone le rend plus discret vis-à-vis des radars et plus léger, lui conférant ainsi une capacité d'emport et une autonomie accrues. Le NH90 possède également un haut niveau de sécurité et de survivabilité. La version terrestre réceptionnée aujourd'hui peut emporter jusqu'à 20 combattants, 2 500 kg de matériel, ou un véhicule léger. Les pilotes seront équipés d'un visuel de casque intégrant un dispositif de vision nocturne de dernière génération.

Le NH90 arrive dans l'armée de Terre



Le NH90 TTH de l'ALAT
crédits : EUROCOPTER - PATRICK PENNA

01/02/2012

Eurocopter a livré le 30 janvier le premier hélicoptère Caïman de l'armée de terre. Il s'agit de la version française du NH90 dans sa variante Transport Tactique (TTH). Cette première livraison, conforme au calendrier, fait suite à la qualification en configuration opérationnelle finale qui avait été attribuée en novembre dernier au NH90 TTH français par la NAHEMA (Nato Helicopter Management Agency), qui gère le programme pour le compte de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Portugal et de la Belgique.

En tout, la France a commandé 34 NH90 TTH, avec une option pour 34 machines supplémentaires. Au sein de l'Aviation Légère de l'Armée de Terre (ALAT), ces hélicoptères remplaceront progressivement les actuels Puma. Ils seront, notamment, amenés à être déployés sur les bâtiments de projection et de commandement (BPC) de la Marine nationale, spécialement conçus pour leur mise en oeuvre, ainsi que celle des nouveaux hélicoptères de combat Tigre, qui remplacent les Gazelle de l'ALAT.

Le programme NH90 concerne également la Marine nationale, pour laquelle 27 NH90 en version NFH (Nato Frigate Helicopter) ont été commandés afin de remplacer d'ici 2021 les Super Frelon et Lynx. Le Caïman Marine est opérationnel depuis le mois de décembre au sein de la flottille 33F de l'aéronautique navale.



Caiman Marine (© : MARINE NATIONALE)

PUBLIE LE 02/02/2012 09:21 | PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE MAZILLE.

Colonel Rossi : "Le Tigre tombe à pic"

L'hélicoptère de nouvelle génération arrive au 9e bsam de Montauban

Le colonel Rossi, chef de corps du 9e Bsam de Montauban. / Photo DDM,

Le 9e bataillon de soutien aéromobile de Montauban (Bsam) dispose désormais d'une vraie visibilité grâce à l'arrivée du Tigre qui viendra ici effectuer ses visites des 400 heures.

Le Tigre qui revendique le titre de « meilleur hélicoptère d'attaque au monde » arrive à Montauban. Cet hélicoptère de nouvelle génération (HNG) y effectuera ses visites des 400 heures sur le site du 9e Bsam commandé par le colonel Rossi. Cet officier supérieur, pilote et ingénieur mécanicien, nous embarque pour un survol du site... à qui le Tigre donne de l'air et des perspectives. 400 emplois sont en jeu.



Le Tigre vole dans l'Alat (aviation légère de l'armée de terre) depuis 2005 . Pourquoi n'arrive -t-il que maintenant à Montauban?

Les tigres doivent réaliser des visites de maintenance tous les deux ans. On appelle ça la visite de 400 heures de vol ou VI 400. Au départ du programme c'est l'industriel (N.D.L.R. : Eurocopter) qui réalisait ces premières visites. Ensuite Le Luc et Pau (1) ont commencé à réaliser ces visites bi annuelles avec ou sans l'aide de l'industriel, pour gagner en maturité. Puis avec l'augmentation du nombre d'appareils (1), il a fallu répartir la quantité des visites à réaliser. L'état-major de l'armée de terre a finalement décidé que Montauban serait un des acteurs pour réaliser ces fameuses visites des 400 heures.

Pourquoi le 9e Bsam a-t-il été choisi ?

Le 9e Bsam est l'organe central et unique de maintien en condition opérationnelle pour le soutien opérationnel des hélicoptères de l'armée de terre. C'est le site unique de maintenance de toute l'Alat, donc le seul qui assure ce type d'activité et même si au Luc ou à Pau, ils réalisent déjà des VI 400, ce n'est pas une activité centrale pour eux. Leur métier ce n'est pas la maintenance mais l'engagement opérationnel.

Combien de Tigre passeront par Montauban chaque année ?

En régime de croisière on en fera huit par an. Les premiers arriveront en septembre prochain

Qu'est ce que cela implique pour le site de Montauban en termes d'organisation, de moyens et de sécurité ?

Au niveau sécurité on est déjà classé point d'intérêt vital (PIV) pour la Défense. On a déjà ce qu'il faut en matière de sécurité avec un certain nombre de systèmes en place : cyno détection, patrouilles à horaires aléatoires... etc. Il n'y a donc pas de révolution pour accueillir le Tigre. Par contre il va falloir légèrement adapter l'infrastructure, tirer des câbles pour l'informatique car le Tigre va consommer un peu plus de documentation électronique... Tous les outillages sont en train de se mettre en place. Un gros morceau de cette réorganisation concerne aussi les ressources humaines en termes de formation des personnels notamment.

Combien de personnes seront ici, mobilisées sur le Tigre ?

On va créer une section HNG qui sera composée de 34 personnes, civils et militaires : des pilotes, mais aussi des mécaniciens cellule et moteur pour la partie mécanique, des mécaniciens avioniques et armement. On rajoute les schumacks, en jargon aéronautique des mécaniciens structures aéronefs qui ont des qualifications sur matériaux composites. Ils sont capables d'intervenir sur le carbone notamment,

Aviez-vous déjà des références sur ces HNG ou partez-vous de zéro ?

Dans l'Alat nous n'avons pas vraiment de références même si sur le plan de l'avionique, on a quand même le Caracal qui nous donnait déjà une idée de ce qu'était l'avionique des hélicos de nouvelle génération.

On évoque le retrait des Gazelles pour 2012. Est-ce que cela vous a finalement permis de dégager des moyens pour le Tigre ?

Dans l'Alat on voit des hélicos ancienne génération et des nouveaux qui arrivent. Le Tigre avec son canon de 30 et ses roquettes va faire le boulot des Gazelles canon qu'on retire donc progressivement. Du coup il y a moins de charge de travail et on est capable de digérer la charge du Tigre.

Le Tigre est-il une aubaine pour Montauban ?

C'est tous l'enjeu de la décision du chef d'état-major de l'armée de terre l'été dernier qui a décidé de confier la maintenance du Tigre à Montauban. Le personnel se demandait : si on ne me confie pas une mission sur les HNG, est ce que j'aurai encore du boulot après 2020 ? La réponse est tombée l'été dernier : Montauban va travailler sur le Tigre. Mais je précise que la question ne se posait que sur l'aéronef complet car nous sommes un magasin de rechange important. Cela n'était pas remis en cause. La seule question était donc : est ce que demain, après demain, sans les

Gazelle et les Puma, je verrai toujours des hélicos venir se faire réparer à Montauban. La réponse est désormais connue. Le Tigre tombe à pic.

Ce programme assure l'avenir du site jusqu'à quand ?

Napoléon disait si on ne connaît pas l'avenir relisons l'histoire... Si je prends les Puma qui ont 40 ans, je mets 40 ans de Tigre. Ça laisse de la marge...

(1) Le programme prévoit la livraison de 80 appareils à l'horizon 2020. 24 seront opérationnels en 2012 dont 14 au 5e RHC (régiment d'hélicoptères de combat) de Pau, 8 à l'école du Luc en Provence et 2 au Gamstat de Valence

Le Rafale remporte le marché indien

Le contrat, portant sur 126 avions, reste à finaliser.



L'Inde a décidé d'acquérir 126 Rafale, annonce une source gouvernementale indienne. Dassault remporte ainsi un important appel d'offres estimé à 9,11 milliards d'euros et surtout son premier succès à l'exportation pour son dernier avion de combat. Dassault était en compétition avec le consortium européen Eurofighter, qui proposait son Typhoon. Dassault était le moins-disant, assure les autorités indiennes. L'Inde achètera directement 18 avions d'ici à 2012 tandis que les 108 autres seront construits en Inde.

Une certaine prudence reste de mise, comme l'a exprimé Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat au commerce extérieur : *"il reste à finaliser un certain nombre de choses (...) A ce stade, je veux être prudent, on est dans une phase de négociation exclusive"*.

En effet, l'Inde a choisi le Rafale contre ses concurrents, mais maintenant les négociations devant (ou pouvant) aboutir à un contrat commencent seulement. On est donc loin de la conclusion de l'affaire, lorsque la direction des affaires financières de la maison Dassault, à Saint-Cloud, pourra

encaisser les premiers chèques du Trésor indien...

L'Inde est pourtant un vieux client de la maison Dassault. En 1953, elle avait acheté le premier avion de chasse à réaction, l'Ouragan. L'Indian Air Force utilise aujourd'hui des Mirage 2000 - dont elle avait acquis 59 exemplaires, dont une partie a été récemment modernisée.

"L'armée de l'air indienne est une armée qui fait la guerre, explique un proche du dossier. Elle avait besoin d'un appareil qui a fait ses preuves opérationnelles".

Cette annonce intervient après de nombreuses déconvenues. Plusieurs fois, des contrats Rafale ont été annoncés comme conclu ou presque, sans que rien de suive. On pense au Maroc, à la Libye ou au Brésil. Avec les Emirats arabes unis, les discussions (pour 60 appareils) se poursuivent, parfois difficilement. La Suisse lui a récemment préféré le Gripen suédois, même si Dassault vient de faire une nouvelle offre moins chère : 18 Rafale pour un prix inférieur à 22 Gripen, sachant que, selon les Français, 18 Rafale ont des capacités supérieures à 22 Gripen.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 31 Janvier 2012 à 14:50

Rafale en Inde : on se calme !

Le Point.fr - Publié le 31/01/2012 à 16:19 - Modifié le 31/01/2012 à 21:18

L'annonce par l'Inde de son choix en faveur du Rafale est une bonne nouvelle. Mais le contrat, c'est pour plus tard. Peut-être...



Un Rafale sur le Charles de Gaulle durant les opérations militaires en Libye. © Cyril Davesne / AFP/Marine Nationale

L'annonce faite ce matin par l'Inde n'est pas celle d'un contrat. Elle consiste à dire que le Rafale est proposé par ses fabricants, Dassault Aviation en tête, à un prix moindre que l'Eurofighter Typhoon. Pour cette raison, des négociations exclusives vont s'engager entre la France et l'Inde. Elles porteront sur la livraison de 16 appareils clés en main et l'assemblage en Inde chez HAL (Hindustan Aeronautics Limited) de 110 autres, dont les pièces détachées seront fournies par l'un des 500 sous-traitants français travaillant actuellement pour le GIE Rafale. Ou par des industriels indiens qui vont évidemment chercher à partager le gâteau.

Les négociations commenceront donc lorsque la notification officielle aura été présentée aux industriels. Dans cette perspective, le silence demeure de mise chez Dassault Aviation, tandis que Nicolas Sarkozy, qui avait fanfaronné mal à propos pour des ventes au Brésil ou aux Émirats arabes unis, alors qu'elles ne sont toujours pas conclues des années plus tard, se garde cette fois de tout triomphalisme. Dans un communiqué au ton très mesuré, l'Élysée remarque que "la négociation du contrat va s'engager très prochainement avec le soutien total des autorités françaises. Il inclura d'importants transferts de technologie garantis par l'État français."

La négociation ne fait que commencer

De fait, les choses sérieuses ne font que commencer, et la négociation sera très ardue. L'Inde ne demandera certes pas - comme l'ont fait les Émirats - une version très élaborée du Rafale, différente de celle de l'armée de l'air française. Elle acceptera une version comparable à celle qui équipe notre armée de l'air, avec ses avantages, notamment la polyvalence, et ses contraintes. Parmi celles-ci, la nécessité de composer avec un vendeur multiforme associant des industriels (Dassault pour la cellule, Thales pour l'électronique, Safran pour les moteurs et MBDA pour l'armement) qui ont parfois du mal à tirer dans le même sens.

Autre composante : la puissante Direction générale pour l'armement, État dans l'État qui entend chapeauter les contrats export, consacrant souvent son énergie à contrer les industriels. Rien n'est dit non plus des exigences indiennes en matière de contreparties commerciales et industrielles, qui seront certainement importantes. Enfin, comment les Français ont-ils géré la corruption endémique dans ce pays, l'un des plus corrompus au monde. Les yeux dans les yeux, les industriels disent qu'ils se sont gardés de mettre le doigt dans la confiture, laissant les Indiens gérer ce problème entre eux.

Rappelons enfin que la vente effective du Rafale à l'exportation signifierait ipso facto une réduction des livraisons à l'armée française. Il est prévu de longue date que, dans le cas d'une vente export, la chaîne française, qui produit 11 avions par an, cesserait de livrer les armées nationales pour se consacrer à l'export. Les livraisons ne reprenant qu'à la fin de la production exportée. Voilà qui risque aussi de provoquer quelques tensions, après une euphorie compréhensible sans doute, mais qui mériterait une légère prise de distance. Une chose est sûre : on n'a pas fini de parler de ce contrat !

Le Rafale enfin en passe d'être vendu aux Emirats?

3 février 2012 – 9:55

« Les bonnes nouvelles sont comme les ennuis, elles volent en escadrille » a très récemment déclaré le ministre de la Défense, Gérard Longuet, au sujet de la sélection de l'avion Rafale par l'Inde dans le cadre de l'appel d'offres MMRCA.

[Et si l'on en croit latribune.fr](http://latribune.fr), les Emirats arabes unis, qui ont engagé des négociations de gré à gré pour l'acquisition de 60 nouveaux avions de combat depuis 2008, seraient sur le point de signer un contrat avec Dassault Aviation.

Les discussions entre Abu Dhabi et Paris au sujet de ce contrat ont été jusqu'à présent compliquées et tumultueuses, ce qui incite à la prudence. Ainsi, les négociations entre Abu Dhabi et Paris faillirent échouer en juin 2010 après des indiscretions concernant le contrat discuté et la publication d'un article par le Figaro (propriété de Dassault, ndlr) au sujet de la vente d'équipements de sécurité israéliens aux Emirats, alors que les deux pays n'entretiennent

officiellement aucune relation. Il avait fallu une entrevue entre le président Sarkozy et le cheikh Mohammed bin Zayed à Paris pour relancer la machine.

Plus récemment, en novembre et à l'occasion du salon aéronautique Dubaï Air Show, les Emirats annoncèrent s'intéresser de près à l'Eurofighter tout en envoyant une bordée à Dassault, accusé de n'être pas assez compétitif. De quoi jeter un froid alors que Gérard Longuet s'était dit confiant quant à l'issue des négociations quelques semaines plus tôt.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que le déplacement effectué aux Emirats par Charles Edelstenne, le PDG de Dassault Aviation, ait permis de reprendre les choses en main et de relancer les négociations.

Selon latribune.fr, les relations entre le constructeur aéronautique français et Abu Dhabi sont « au beau fixe » et « tout a été déverrouillé ». Au point que la signature du contrat serait imminente. Seulement, les sources du site d'informations économiques ne s'accordent pas sur la date, certaines parlant de « fin mars, début avril », le temps de finaliser quelques détails « technico-commerciaux ».

Selon toute vraisemblance, et comme l'avait déjà indiqué le ministre français de la Défense, les Rafale destinés aux Emirats n'auront pas les moteurs de 9 tonnes de poussée réclamés dès le début des discussions par Abu Dhabi, l'affaire libyenne étant passé par là.... En revanche, ils seront équipés du missile air-air longue portée Meteor.

Quant aux Mirage 2000-9 émiratis que les Rafale doivent remplacer, il semblerait, toujours selon latribune.fr, que la France se soit engagée à les reprendre pour les livrer ensuite à la nouvelle armée libyenne.

Si tout cela se confirme, Dassault Aviation pourrait décrocher d'autres contrats dans la région étant donné que le Koweït et le Qatar, intéressés par le Rafale, attendent la décision des Emirats Arabes Unis avant de se manifester.

Inde : Les concurrents du Rafale ne désarment pas

2 février 2012 – 12:06

La sélection de l'avion de combat Rafale par New Delhi, au détriment de l'Eurofighter, dans le cadre de la phase finale de l'appel d'offres MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft) qui vise à acquérir 126 appareils pour remplacer la flotte de MiG-21 hors d'âge des forces aériennes indiennes, est bien évidemment une excellente nouvelle pour Dassault Aviation, et, plus largement, pour l'industrie aéronautique française.

Une fois passée l'euphorie de cette annonce, il faut désormais se concentrer sur l'étape suivante. Le groupe Dassault est un peu dans la position d'une équipe de football qui vient d'obtenir un penalty à la dernière minute du temps réglementaire d'une finale d'une coupe du monde. En clair, le plus difficile est fait (le Rafale a triomphé de ses rivaux, à savoir l'Eurofighter, le MiG-35, le Gripen, le F-18 et le F-16). Reste à marquer le but, ce qui n'est pas le moins facile non plus.

A partir de maintenant, des négociations exclusives vont être engagées entre le constructeur français et les autorités indiennes. Ce n'est qu'une fois que cette phase sera terminée (elle pourrait durer 6 à 9 mois, de source gouvernemental) que le contrat de vente pourra être signé. Seulement, ces discussions s'annoncent compliquées, notamment au sujet des compensations

industrielles ou encore des transferts technologiques, le tout dans un contexte économique délicat.

Mais Dassault Aviation a un avantage certain : sa bonne image auprès des forces aériennes indiennes, qui utilisent des avions du constructeur français depuis 1953, avec la mise en service de l'Ouragan. Cette coopération s'est poursuivie par la suite, avec la vente de Mirage 2000, ces appareils ayant fait merveille lors de la guerre du Kargil contre le Pakistan, en 1999.

Par ailleurs, et compte tenu du climat sécuritaire dans sa zone géographique, l'Inde a besoin d'avions de combat performants dans des délais relativement courts. Ce qui écarte, a priori, l'idée d'une remise en cause des résultats de l'évaluation faite par le ministère indien de la Défense, même si cela s'est déjà vu par le passé avec un important appel d'offres concernant des hélicoptères.

Cela étant, tant que le contrat n'est pas signé, tout est encore possible. Et certains concurrents (et alliés) aimeraient bien faire dérailler les négociations à leur profit. Ainsi, le Premier ministre britannique, David Cameron, qui soutient l'Eurofighter, appareil fabriqué dans son pays par BAE Systems, a estimé « décevante » la décision indienne au profit du Rafale.

« Mais les Indiens n'ont fait qu'identifier celui qui a présenté l'offre la plus basse et lui ont demandé de poursuivre les négociations. Ils n'ont pas encore attribué le contrat » a-t-il souligné, le 1er février. Et d'ajouter, le plus sérieusement du monde, que l'Eurofighter est « un avion superbe, avec de bien meilleures capacités que le Rafale, et nous allons essayer d'encourager les Indiens à penser de même. » Manifestement, le Premier ministre britannique ne doit pas lire [les rapports de la Cour des comptes britanniques](#)... Mais, après tout, c'est de bonne guerre...

Là-dessus, les Etats-Unis sont venus jouer le rôle du type qui vient importuner une jeune femme alors qu'elle tient son fiancé par la main. Alors que l'Inde ne lui a rien demandé – le pays développe lui-même un avion dit de 5e génération avec la Russie -, le Pentagone a rappelé être prêt à partager avec New Delhi toutes des informations au sujet du F-35, l'avion de combat actuellement développé non sans mal (et avec des dépassements de coûts) par Lockheed-Martin.

Jusqu'à une date récente, New Delhi ne souhaitait pas acquérir du matériel militaire américain en raison de l'alliance entre Washington et Islamabad. Mais les choses ont changé depuis peu, l'Inde étant devenu une carte importante dans le jeu des Etats-Unis pour ce qui concerne la région Asie-Pacifique, laquelle est au premier rang des priorités du Pentagone, afin de contrebalancer la puissance chinoise et d'exercer des pressions sur le Pakistan, ouvertement accusé de jouer double jeu avec les insurgés afghans.

Dassault contre-attaque en Suisse

29 janvier 2012 – 11:29

En novembre dernier, et après de multiples rebondissements, les autorités suisses ont annoncé avoir retenu l'avion de combat Gripen, du constructeur suédois Saab, au détriment du Rafale de Dassault Aviation et de l'Eurofighter, en vue de remplacer les F-5 Tiger de leurs forces aériennes. Le contrat porte sur l'achat de 22 appareils pour 3,1 milliards de francs suisses.

« Ce n'est pas le meilleur appareil du monde, mais c'est celui qui présente le meilleur rapport qualité-prix et qui correspond le mieux à nos besoins » avait alors expliqué Ueli Maurer, le chef du Département suisse fédéral de la défense.

Cependant, le Gripen ne fait pas l'unanimité en Suisse. D'une part, il y a ceux qui considèrent que le pays n'a pas besoin de nouveaux avions de combat en ces temps économiques difficiles. Et

d'autre part, il y a ceux qui critiquent le choix de l'appareil suédois, arrivé en dernière position lors des évaluations techniques et qui auraient préféré le Rafale.

Et, la semaine passée, le Conseil national (la chambre basse du Parlement suisse) a mis en place une commission chargée d'enquêter sur les conditions d'attribution de ce contrat à Saab, après la diffusion d'une lettre signée par le « Groupement pour une armée crédible et intègre » [faisant état d'irrégularités](#).

C'est dans ce contexte que Dassault Aviation a adressé un courrier aux présidents des Commissions de la politique de sécurité suisses dans lequel le constructeur français a fait une nouvelle offre nettement plus compétitive, en affirmant qu'il n'avait « jamais eu l'opportunité d'optimiser le rapport coût-efficacité ».



Selon [le journal Le Matin](#), qui a eu accès à cette lettre, la nouvelle offre de Dassault porterait sur 18 avions Rafale au lieu de 22, optimisés au plus juste pour correspondre aux besoins des forces aériennes suisses, pour un montant de 2,7 milliards de francs suisses, soit 400 millions de moins par rapport au contrat « Gripen ».

Ainsi, les capacités air-sol seraient réduites tandis que l'avionique (radar AESA RBE2-AA, liaison 16, etc...) resterait la même. « La capacité opérationnelle des Rafale pour assurer une permanence aérienne est rigoureusement identique » a affirmé un informateur de la publication suisse.

D'après un haut-gradé cité sous couvert d'anonymat, les 18 avions français « rempliraient largement la tâche des 22 Gripen ». Et d'expliquer que « le module qui avait évalué la capacité de chacun des constructeurs à maintenir sur la durée différents types de missions arrivait à un rapport de 3 Rafale ou 3 Eurofighter pour 5 Gripen ».

Par ailleurs les coopérations militaires et techniques resteraient aussi valables. Pour mémoire, il avait été proposé la mise à disposition de bases et de zones d'entraînement françaises pour les pilotes suisses, ainsi qu'un accès aux simulateurs de vol et un soutien logistique.

En attendant, cette lettre de Dassault Aviation fera l'objet d'une discussion au sein de la commission du Conseil des Etats le 13 février prochain. Plus tard, en juin, le Parlement aura à se prononcer sur l'achat des Gripen proposé par le Conseil fédéral. En cas de rejet, Ueli Maurer a déclaré qu'il « faudrait recommencer l'évaluation au début, afin de mettre tout le monde sur un pied d'égalité ». A moins que les résultats de la « votation » concernant l'acquisition de nouveaux avions de combat ne fassent tout capoter...

La Royal Navy s'intéresse au Rafale

"La Royal Navy pourrait devoir acheter un avion de combat français à cause des doutes croissants sur le JSF américain" écrit le Times de Londres du 26 janvier. Le journal cite les propos que l'amiral Trevor Soar, commandant en chef de la flotte (c'est-à-dire numéro deux de la Navy) a récemment tenu devant un cercle d'industriels britanniques. L'amiral est d'autant plus libre de ces propos qu'il prendra sa retraite en mars.



L'officier plaide pour l'acquisition d'un *"avion interimaire"*, qui pourrait être le F18 Super Hornet ou le Rafale Marine, afin d'équiper le futur porte-avions de la Navy, livré en 2019. L'achat du JSF (le F-35 américain de Lockheed Martin) pourrait être repoussé d'une décennie, à l'horizon 2030.

L'amiral traduit ainsi l'inquiétude croissante au sein du *Ministry of Defence* sur l'escalade des coûts et les délais du programme JSF - pour lequel Londres a déjà investi 2 milliards de livres.

Le *Times* compare les prix du Rafale (90,5 millions de dollars) et du F-35 (122 millions). L'amiral estime que ce sujet sera la principale question de la révision de la stratégie de défense, en 2015.

Selon le *Times*, la version du F-35 que Londres souhaite acquérir reste en discussion. En 2010, les Britanniques avaient renoncé au -B (décollage court et atterrissage vertical) au profit du -C (catapulte et brins d'arrêt), moins couteuse. Sous la pression américaine, Londres reconsidérerait actuellement ce choix. Toutes les options sont donc sur la table.

Actualisé : selon nos informations, le pont du porte-avions britanniques tel qu'il est actuellement envisagé, ne pourrait pas recevoir de F-18 E/F, trop lourds. Il faudrait donc renforcer sa structure... ou acheter des Rafale.

Photo (DR) : une maquette de Rafale aux couleurs de la Royal Navy.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 29 Janvier 2012 à 13:04

Rafale, simulateur de vol et propriété intellectuelle

30 janvier 2012 – 17:09

Voilà une histoire qui agite le milieu des passionnés de simulation de vol, et en particulier du logiciel Flight Simulator. D'après le blog Korben, trois développeurs ont eu l'idée de réaliser une réplique en 3D du Rafale et de la proposer gratuitement et sous licence libre aux adeptes de ce type de programmes.

Pour bien faire les choses, ces trois passionnés ont sollicité une autorisation auprès de Dassault Aviation. Et ce qui semblait, a priori, une formalité, n'en est pas une : si, en effet, le constructeur aéronautique ne voit pas d'inconvénient à ce que cette modélisation du Rafale soit diffusée, il demande, en revanche, une redevance de « plusieurs milliers d'euros » pour la simple et bonne raison que tout ce qui a trait au dernier avion de combat français fait l'objet d'un « copyright ». Pourtant, le travail de ces trois développeurs est une manière pour Dassault Aviation de faire de la publicité pour le Rafale sans délier sa bourse. Au lieu de ça, l'avionneur se fait une mauvaise réputation sur les forums spécialisés... Allez comprendre.

Justement, supposant qu'il y a sans doute des obligations juridiques là-dessous étant donné qu'il est somme toute normal que les formes du Rafale soient protégées afin d'éviter toute contrefaçon industrielle, Zone Militaire a pris contact avec le constructeur du Rafale pour avoir quelques éclaircissements.

Réponse : « Sachez que Dassault aviation étudie une solution qui satisfasse tous ces passionnés et qui pourrait répondre à vos attentes. Bonne journée ». Visiblement, il s'agit là d'un copié-collé car d'autres personnes ayant également demandé des précisions ont reçu le même courriel (*)... En clair, l'on a la désagréable impression de s'être fait renvoyer « bouler »... jan 27, 2012

Un « patient d'un jour » rencontre ses sauveteurs

Mise à jour : 31/01/2012 09:53 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

Il y a un an jour pour jour, Grégory B. était victime d'un important traumatisme de la jambe lors d'un accident de pêche sur son chalutier, le *Bérénice II*. Il avait été secouru par l'hélicoptère EC 225 de la 32F de la base aéronavale de Lanvéoc-Poulmic et par une équipe médicale du service de santé des armées. Malgré la rapidité de l'évacuation du patient, stabilisé à bord du navire puis transféré au centre hospitalier universitaire (CHU) de Brest, son pied n'aura pu être sauvé.



C'est avec une émotion certaine que le personnel de la base aéronavale et de l'antenne Lanvéoc du centre médical des armées ont accueilli ce 25 janvier, leur « patient d'un jour ». Accompagné de sa famille, Grégory B. a visité les infrastructures, découvert les hélicoptères et échangé avec les équipes médicales ainsi que les équipages de la flottille 32F.

Ce fut une occasion rare pour les équipes pré-hospitalières de saisir le ressenti d'un patient, d'échanger sur son vécu de l'intervention puis de la rééducation, mais aussi de saluer le

courage d'un homme, et de toute une profession. En effet, les marins-pêcheurs restent les professionnels les plus exposés au risque de blessures dans leur emploi. C'est pour cette raison que les militaires participant au sauvetage maritime sont d'alerte 24H/24H, 7 jours sur 7 sur toutes les côtes françaises.

Médecin principal Christophe ALBERT
Médecin du personnel navigant de l'antenne Lanvéoc
Centre Médical des Armées de Brest-Lorient

Les députés britanniques jugent « grotesques » les coupes dans les armées

Nicolas Gros-Verheyde / [Armées européennes](#) /



(crédit : Royal Marine / UK Navy)

(BRUXELLES2) « *Grotesque* », le jugement des députés britanniques de la commission Défense de la Chambre des Communes ne fait pas dans la dentelle quand il qualifie le chiffre de 40% de licenciements planifiés dans l'armée britannique. Le gouvernement a en effet programmé le licenciement de 11.000 personnes dans les trois armes et le départ – sur base volontaire ou non – de 15.000 civils. Pour James Arbuthnot, le président de la commission, cela « *nécessite une sérieuse explication qui doit être beaucoup plus convaincante que celles que nous avons entendu jusqu'ici. Regardons les domaines où les forces armées sont en sous-effectif. Pourquoi le ministère ne pourrait pas redéployer et former ces personnels qui font face à des licenciements, pour remplir les si nombreuses tâches où nous avons des lacunes, par exemples pour le soutien médical de combat ou le renseignement* ».

Londres envisagerait un autre appareil que le F-35 pour son futur porte-avions



Vue du futur porte-avions HMS Prince of Wales
crédits : ROYAL NAVY

27/01/2012

Selon The Times, la Royal Navy envisagerait des solutions de secours au cas où le F-35C serait trop en retard, ou trop coûteux, ou peut-être bien les deux. Ainsi, le journal britannique indique que l'amiral Trevor Soar, ancien patron de la flotte anglaise, aurait confié à des membres du groupe d'intérêts maritimes (MIG) de l'Advancing UK Aerospace, Defense & Security (ADS) qu'il était envisagé de doter la Fleet Air Arm d'avions de français Rafale Marine ou américains F/A-18 Super Hornet. L'ancien chef d'état-major de la Royal Navy se serait montré très inquiet quant au programme F-35, relayant les craintes exprimées début janvier aux Etats-Unis par le ministre britannique de la Défense, Philip Hammond. Le F-35, qui accuse déjà plusieurs années de retard et d'importants surcoûts, pourrait être encore retardé et se renchérir. Ainsi, Londres estimerait que les F-35 C devant équiper le futur HMS Prince of Wales, dont la livraison est prévue en 2019, ne pourrait être disponibles que plusieurs années après cette échéance (les premiers appareils

devaient rejoindre la FAM en 2018). D'où l'étude de solutions alternative, dont l'évocation dans la presse peut aussi constituer un moyen de pression sur Washington.



F-35-C (© : LOCKHEED MARTIN)

Retards et dépassements de coûts

Pour l'heure, l'amiral aurait évoqué, dans cette éventualité, une « capacité aérienne temporaire ». Mais, si Londres est contraint d'acquérir d'autres avions que le F-35 pour sa marine, on imagine mal, dans un contexte budgétaire contraint, que cette solution ne soit que temporaire. Ces derniers mois, la Grande-Bretagne s'est inquiétée à plusieurs reprises des dérives et retards du programme Joint Strike Fighter, qui a donné naissance à trois avions : Le F-35A pour les forces aériennes, le F-35 B à décollage court et appontage vertical pour les porte-aéronefs et le F-35-C pour les porte-avions à catapultes. Déjà, fin 2010, le gouvernement britannique avait renoncé au F-35B, choisissant en lieu et place le F-35C qui doit équiper les porte-avions de l'US Navy. Un choix apparemment dicté par des questions de coûts et de capacités, mais aussi, probablement, lié à l'abandon d'un second moteur qui devait être en partie développé par Rolls-Royce. Mais le F-35C, qui semblait « mieux parti », rencontrerait lui aussi, selon un rapport récemment remis au Pentagone, différents soucis techniques, dont certains sont potentiellement très problématiques.



F-35-B (© : US NAVY)

Un choix probablement en 2015

Dans le même temps, si les Etats-Unis conservent la volonté d'acquérir 2500 appareils, dont 700 pour l'US Navy et l'US Marine Corps, les livraisons vont être étalées dans les prochaines années, afin de réduire le poids financier du programme sur le budget de la défense. Dans ce contexte, les Britanniques craignent de voir la facture se renchérir et, surtout, de ne pas disposer avant longtemps de leurs avions. Déjà, le désarmement anticipé du porte-aéronefs HMS Ark Royal et de la flotte de Harrier fin 2010 provoque une perte de capacité sur une décennie, et peut-être plus car acquérir de nouveau le savoir-faire aéronaval prendra du temps, surtout qu'il faudra attendre 2019 pour voir arriver le HMS Prince of Wales (son aîné, le HMS Queen Elizabeth, livrable en 2016, a conservé son design initial, sans catapultes, piste oblique et brins d'arrêt, mais avec un tremplin. Il ne pourra donc servir que de porte-hélicoptères avant d'être probablement vendu). La Libye ayant démontré l'intérêt de disposer d'un groupe aéronaval, Londres pourrait donc faire un choix alternatif quant au groupe aérien embarqué de son futur porte-avions. A ce titre, la prochaine revue stratégique de défense, prévue en 2015, devrait être cruciale.



Rafale Marine (© : DASSAULT AVIATION)

F/A-18 ou Rafale : Des arguments dans les deux cas

Si le choix d'un nouvel avion était décidé, deux pistes sont donc évoquées ; chacune présentant des avantages. Alors que la France et la Grande-Bretagne ont signé en novembre 2010 des accords de défense prévoyant notamment la mise en oeuvre d'une force expéditionnaire commune, l'acquisition de Rafale Marine permettrait aux porte-avions franco-britanniques d'être totalement interopérables. Cela serait surtout un atout considérable en termes d'entraînement, les pilotes pouvant réaliser leurs campagnes de qualification sur l'une ou l'autre des plateformes, sans se soucier des arrêts techniques du bâtiment français ou de son homologue britannique. Une telle option constituerait néanmoins un virage stratégique pour Londres face à son partenaire d'outre-Atlantique. Et on sait les Britanniques très attachés à leur alliance avec les Américains. Cela s'explique par les liens historiques qui unissent les deux pays, à la culture très proche, mais aussi par des aspects bien plus pragmatiques.

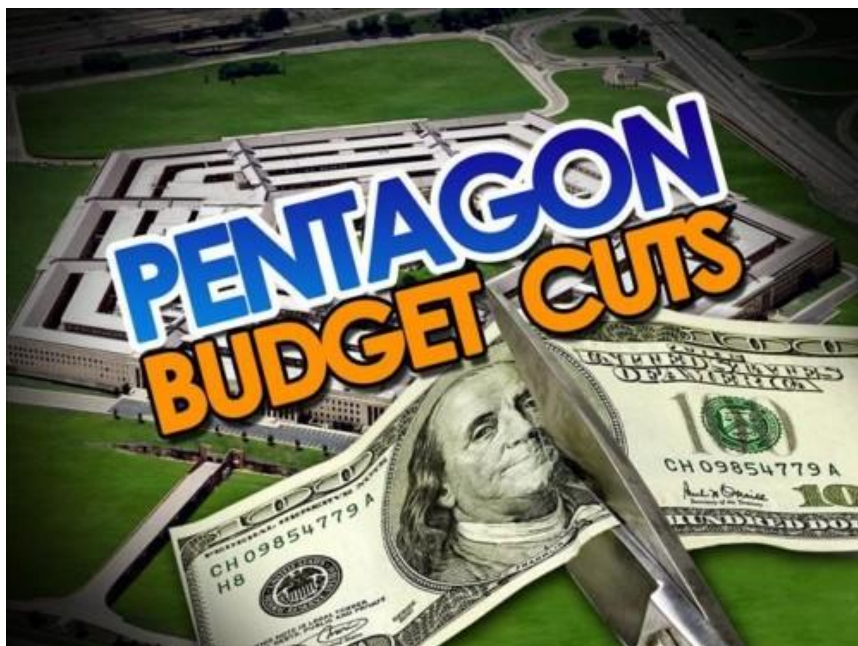


Le F/A-18 Super Hornet (© : US NAVY)

Ainsi, la Grande-Bretagne est par exemple très dépendante technologiquement des Etats-Unis, notamment dans le domaine de la dissuasion nucléaire (les missiles balistiques des sous-marins de la classe Vanguard sont des Trident 2-D5 américains). Dans cette perspective, l'option F/A-18 serait un « moindre mal » à un désengagement britannique éventuel du programme F-35, sans pour autant fâcher Washington. D'un point de vue technique, cette hypothèse se défend également, le Super Hornet de Boeing étant un appareil récent et éprouvé (plus de 500 avions ont déjà été produits). Elle présente aussi un autre atout politique : Le F/A-18 constituant la colonne vertébrale des groupes aériens embarqués de l'US Navy, il serait facile pour Londres d'arguer d'une acquisition provisoire avec rétrocession ultérieure à la marine américaine, renvoyant à plus tard la décision finale concernant le F-35C. La position de la Grande Bretagne est en tous cas délicate : D'un côté des impératifs budgétaires et opérationnels, de l'autre une alliance stratégique à ménager avec, de surcroît, des enjeux industriels. Car, il ne faut pas l'oublier, si le F-35 est porté par l'Américain Lockheed Martin, le programme fait aussi intervenir comme premier sous-traitant le groupe britannique BAE Systems.

28.01.2012

Coupes claires dans l'US Army et les Marines: 100 000 hommes en moins!



Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a présenté les orientations budgétaires du Pentagone et annoncé des coupes claires dans les armées. On pourra lire le rapport qui détaille comment seront réalisés les 487 milliards d'économie à faire sur dix ans, en cliquant [ici](#). Ce rapport, qui met l'accent sur ce qui reste et pas sur ce qui disparaît..., ne va pas plaire à Newt Gingrich, le candidat à la candidature républicaine qui annonce que l'Amérique est déjà en pleine *World War III* et qui se propose de passer une raclée à quelques pays voyous dont Cuba (facile) et l'Iran (moins, beaucoup moins).

La douloureuse dans ses grandes lignes:

- Forces terrestres:

L'armée de Terre (US Army) perdra 75 000 hommes et passera à 490 000 personnes d'ici 2017 tandis que le corps des Marines passera à 182 000 hommes (moins 19 000), soit un total de près de 100 000 hommes en moins.

Deux brigades de combat (170^e et 172^e) seront retirées d'Europe (leur sort n'est pas précisé). Il ne restera plus que le 2^e régiment de cavalerie (Allemagne) et la 173^e brigade aéroportée (Italie).

Des brigades de combat, dont les hommes seront formés aux cultures et aux langues, seront "assignées" à chaque commandement régional (Moyen Orient, Amérique centrale et du Sud, Asie, Afrique). Voir le post que j'ai consacré, le 6 janvier, à ces brigades, en cliquant [ici](#).

- Moyens aériens:

Six des soixante escadrons d'avions tactiques (types *F-15*, *F-16* ou *A-10*) seront supprimés, soit environ 120 appareils, de même qu'un escadron d'entraînement.

Dans la flotte de transport, 27 des 79 *C-5 Galaxy* seront retirés du service, de même que 65 des 383 *C-130 Hercules*. Le Pentagone renonce également à l'achat de 38 *C-27 Spartan*.

- Puissance navale:

Sept vieux croiseurs seront retirés du service, de même que deux petits navires amphibies (LSD). L'achat d'un nouveau gros navire de transport amphibie, d'un sous-marin nucléaire d'attaque seront repoussés à après 2017. L'achat de deux navires de combat en zone littorale sera annulé.

Des fonds sont alloués à un nouveau programme de "base flottante avancée", gigantesque barge de laquelle pourront être déployés des forces spéciales, des drones et des hélicoptères.

- Armement nucléaire:

Maintien des trois composantes de la dissuasion américaine (missiles balistiques, bombardiers et sous-marins) mais le Pentagone repousse de deux ans le lancement d'études pour le futur remplaçant des sous-marins lanceurs d'engins de la classe Ohio.

- Frais de personnels:

Les frais de personnels (primes, santé, retraites etc.), qui représentent le tiers du budget de la défense, ont augmenté de 90% depuis 2001. L'augmentation des salaires sera limitée à partir de 2015, les frais de couverture santé augmentés mais ils resteront inférieurs à ceux du secteur privé.

- Marchés publics:

De meilleurs pratiques dans le passage des marchés publics, un meilleur usage des technologies de l'information et une baisse des contrats en matière de services externalisés doivent permettre d'économiser 60 milliards, près du quart des 259 milliards à économiser en cinq ans.

Pour 2013, le Pentagone se met à la diète



Leon Panetta sur le pont d'envol de l'USS "Enterprise", le 21 janvier 2012. AFP/ALEX WONG

Moins de soldats mais une armée à la pointe de la technologie : le chef du Pentagone, Leon Panetta, a présenté jeudi 26 janvier ses orientations budgétaires, reflets de l'austérité qui attend la défense américaine ces prochaines années. Cette nouvelle orientation intervient à l'heure où l'armée américaine s'apprête à tourner la page de dix ans de conflits en Irak et en Afghanistan, et réoriente sa stratégie vers la région Asie-Pacifique et le Moyen-Orient.

Alors que le pays est confronté à un déficit public abyssal, le Congrès impose au Pentagone de trouver 487 milliards de dollars d'économies au cours des dix prochaines années. *"Nous sommes à un tournant stratégique après une décennie de guerre et une augmentation substantielle de nos dépenses"*, a déclaré le secrétaire à la défense en préambule d'une conférence de presse où il a présenté ses orientations budgétaires.

Elles s'appuient sur la nouvelle stratégie dévoilée au début du mois par le président Barack Obama qui érige l'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient comme priorités et rejette les longues et coûteuses opérations de contre-insurrection, comme en Irak et en Afghanistan.

90 000 MILITAIRES TOUJOURS DÉPLOYÉS EN AFGHANISTAN

L'armée de terre va donc perdre 13 % de ses effectifs en passant de 565 000 hommes à 490 000 d'ici à 2017 et le corps d'élite des marines passer de 201 000 à 182 000 hommes. Les forces terrestres perdront au total près de 100 000 hommes, mais elles resteront plus nombreuses qu'en 2001. Dans ce cadre, deux brigades de combat sur les quatre basées en Europe, comptant plus de 7 000 militaires, seront rapatriées ou supprimées.

Les Etats-Unis resteront cependant *"capables de vaincre n'importe quel adversaire sur terre"*, a assuré M. Panetta, rappelant que l'accent sera mis sur les investissements dans les satellites, drones et autres technologies d'observation ainsi que les forces spéciales. *"Nous avons fait en toute conscience le choix de ne pas maintenir plus d'effectifs que nous ne pouvons nous permettre d'entraîner et d'équiper correctement"*, a plaidé le ministre.

Quelque 90 000 militaires américains sont toujours déployés en Afghanistan. La réduction d'effectifs s'effectuera essentiellement après le retrait des forces du pays en 2014. Corollaire de ces décisions, il n'y aura plus besoin d'autant de bases sur le territoire américain et une commission du Congrès devra être instaurée pour identifier les implantations à supprimer. *"Ne vous y trompez pas, les économies que nous proposons auront un impact sur les 50 Etats et sur*

de nombreuses circonscriptions, dans toute l'Amérique", a prévenu jeudi le secrétaire à la défense.

L'armée de l'air perdra six de ses soixante escadrons d'avions de combat, soit environ cent vingt appareils, la flotte de transport aérien sera réduite et des vieux navires seront retirés du service.

Les coupes budgétaires commenceront à affecter le Pentagone dès l'exercice 2013, qui débute en octobre. M. Panetta a dévoilé que le projet de budget, qui sera officiellement présenté le 13 février, est en baisse de 9 % par rapport à celui soumis l'an passé. Il s'élève à 525 milliards pour le budget "de base". Plus spécifiquement, le département de la défense va demande 88,4 milliards de dollars pour les opérations extérieures, essentiellement en Afghanistan, contre 115 milliards en 2012.

PREMIÈRE BAISSÉ DES CRÉDITS DEPUIS LE 11-SEPTEMBRE

C'est la première fois depuis les attentats du 11 septembre 2001 que le Pentagone sollicite moins d'argent que l'année précédente. Un budget de 531 milliards de dollars a été approuvé pour 2012. Les orientations budgétaires font la part belle aux moyens d'agir dans la zone Asie-Pacifique, notamment face à la montée en puissance de la Chine.

Les fonds pour la mise au point d'un nouveau bombardier furtif à long rayon d'action seront préservés, de même que les 11 porte-avions. Le programme F-35, le futur avion de chasse furtif, demeure "essentielle", selon M. Panetta, mais une partie des achats sera reportée. Le Pentagone lance par ailleurs un nouveau programme ambitieux de "base avancée flottante" : une sorte de barge géante capable de déployer des drones, hélicoptères et forces spéciales ou encore d'héberger un hôpital ou de stocker des équipements.

L'accent serait davantage mis sur les opérations spéciales telles que celle qui a abouti à la mort d'Oussama Ben Laden en mai 2011, ou celle qui a permis de libérer deux otages en Somalie cette semaine. L'activité militaire dans le cyberspace sera également développée, tout comme les drones aériens et les facultés de projection à longue distance.

Le sénateur républicain John McCain a fait part de son inquiétude sur l'ampleur des coupes "qui risquent de répéter les erreurs du passé en laissant nos forces insuffisantes pour répondre efficacement à des crises potentielles dans les prochaines années". Il s'agit essentiellement de réductions dans la progression des dépenses, a relativisé Miriam Pemberton, experte à l'Institut pour les études politiques.

30.01.2012

5 escadrons de A-10 passent à la trappe

L'armée de l'air américaine a fait ses comptes et vient de publier sa feuille de route ou plutôt de coupes: elle va se séparer de cinq escadrons de A-10 (un d'active, un de réserve et trois de la Garde nationale). Eh oui, il faut faire de la place au F-35!

Elle va aussi dissoudre un escadron de F-16 de la Garde nationale et un escadron d'entraînement équipé de F-15. Ce qui fait sept et non pas six comme annoncé par le Pentagone. Zélés, les boys de l'USAF!



Dix mille postes, par ailleurs, seront supprimés en lien avec les autres coupes annoncées la semaine dernière (voir mon post du 28 janvier en cliquant [ici](#)).

03.02.2012

Ailes rognées: l'US Air Force perdra 280 appareils en 5 ans



Le secrétaire d'Etat chargé de l'Air Force Michael Donley, et le chef d'état major de l'US Air Force, le général Norton Schwartz, animeront un point presse aujourd'hui à 13h15 (heure de Washington) sur les priorités budgétaires et les choix stratégiques. Ces priorités et choix ont été présentés, hier, dans un document récapitulatif.

Depuis 2001, l'inventaire de l'US Air Force s'est appauvri de 500 appareils. Et ce n'est pas fini si l'on en croit ce document intitulé "*Air Force priorities for a New Strategy with Constrained Budget*" (cliquer [ici](#) pour le lire):

- 102 A-10 et 21 F-16
- 27 C-5 Galaxy, 65 C-130, 20 KC-135, 21 C-27 Spartan
- 18 RQ-4 Block 30, 11 RC-26 et 1 E-8 bon pour la casse

Total: 123 (chasseurs)+ 133 (avions de transport)+ 30 (plateformes ISR)= 286 avions retirés du service à vendre?).

Puisque l'on est dans les chiffres: on annonce 9 900 aviateurs de moins, qui s'ajouteront aux 48 000 postes déjà supprimés dans l'US Air Force. Et une dernière rafale de chiffres: la moyenne d'âge des chasseurs US est de 22 ans, des bombardiers 35 et des ravitailleurs 47!

L'US Air Force s'adapte à la rigueur budgétaire et à la nouvelle stratégie américaine

31 janvier 2012 – 10:39



L'US Air Force a dévoilé, le 27 janvier, ses priorités et désigné les unités qui feront les frais des coupes budgétaires auxquelles le Pentagone doit faire face, le tout dans le cadre de la nouvelle stratégie américaine dévoilée au début du mois de janvier par le président Obama.

Etant donné qu'il n'est plus question pour les Etats-Unis de se lancer dans de longues et coûteuses opérations de contre-insurrection, comme cela a été le cas au cours de ces dix dernières années, et qu'il s'agit désormais de se préparer à une confrontation armée dans la région Asie-Pacifique et le Moyen-Orient, les priorités de l'US Air Force concernent avant tout le programme Joint Strike Fighter (F-35), le futur bombardier stratégique et les avions ravitailleurs KC-46 devant être livrés par Boeing.

Bête de somme de la « guerre contre le terrorisme » pour ses capacités d'appui air-sol, l'A-10C Thunderbolt est l'une des principales victimes des économies budgétaires. Ainsi, 5 unités dotées de cet appareil vont disparaître, dont 1 de l'armée d'active, 1 de l'Air Force Reserve et 3 de l'Air

National Guard. A terme, il ne restera plus que 8 escadrons de l'US Air Force à en être équipés, les réservistes n'en ayant plus que 3.

Développé pour infliger de lourds dégâts aux divisions blindées soviétiques grâce à son canon GAU-8A (3.900 coups/minute), l'A-10 Thunderbolt, surnommé « le tueur de char », a notamment été engagé lors de la guerre du Golfe en 1991 puis dans les Balkans avant d'être surtout utilisé pour des missions de Close Air Support (CAS) en Afghanistan et en Irak. Lors de l'intervention de l'Otan en Libye, 6 appareils ont été fournis par l'US Air Force pour contrer les forces restées loyales au colonel Kadhafi.

A noter également qu'un escadron d'entraînement équipé de F-15 ainsi qu'une unité de la Garde nationale dotée de F-16 vont également disparaître.

L'idée maîtresse de l'US Air Force est de se débarrasser de ses avions spécialisés ou répondants à des besoins bien particuliers au profit d'appareils capables de mener plusieurs types de missions. D'où la menace qui pèse sur les avions de transport italien C-27J Spartan, acquis afin de suppléer le C-130 Hercules en Afghanistan.

Considérant par ailleurs que la réduction des forces terrestres américaines aura pour conséquence de diminuer les besoins en matière de transport aérien, l'US Air Force a décidé de retirer du service les appareils les moins récents. Sont donc concernés 27 C-5A Galaxy et 65 vieux C-130 Hercules. Il restera, à l'issue, 52 C-5M (prévus pour rester actifs jusqu'en 2040), 318 C-130 et 222 C-17 Globemaster III.

La diminution du nombre d'avions en service ne sera pas sans conséquence sur les effectifs de l'US Air Force. Cette dernière va devoir en effet supprimer 10.000 postes.

Enfin, ces coupes budgétaires vont sauver un vétéran : l'avion espion U2. En effet, le chef d'état-major de l'US Air Force, le général Norton Schwartz, a confirmé l'annulation de l'achat de la version Block 30 du drone RQ-4 Global Hawk Block censée remplacer l'un des appareils mythiques de la Guerre Froide.

Cette décision est motivée par la difficulté de mettre au point des capteurs aussi performants que ceux du U2, notamment la caméra haute-résolution (OBC, Optical Bar Camera) qui permet d'avoir une vision synoptique d'une situation sur le terrain. Qui plus est, l'exploitation des Global Hawk Block 30 sera aussi coûteuse que celle des U2.

Premier équipage totalement féminin pour l'aéronavale américaine



L'US Navy a annoncé un « vol historique » réalisé le 25 janvier à partir du porte-avions USS Carl Vinson, actuellement déployé en mer d'Oman. Ce jour là, un avion de guet aérien E-2C Hawkeye a, en effet, réalisé pour la première fois une mission de combat avec un équipage totalement féminin. En tout, cinq jeunes femmes étaient à bord : Tara Refo, commandant de bord, Brandy Jackson, chef de mission, Ashley Ruic, copilote, Nadya Driver, officier de contrôle aérien et Ashley Ellison, opérateur radar. « J'avais seulement auparavant l'occasion de voler avec une autre femme pilote. C'est sympa d'écrire une page d'histoire, pas juste parce que nous sommes des femmes, mais aussi parce que nous sommes des amies proches. Ce fut une expérience unique », a expliqué à son retour de mission Ashley Ruic. L'équipage appartient à l'escadron d'alerte lointaine 125 (VAW-125), le seul de l'US Navy à disposer des effectifs nécessaires pour pouvoir déployer une mission de combat avec un équipage exclusivement féminin. La marine américaine ajoute que les équipes de maintenance à bord de l'USS Carl Vinson comptent également de nombreuses femmes, qui ont notamment participé à la préparation technique, au catapultage et à la récupération du Hawkeye.



meretmarine.com
L'équipage du Hawkeye (© : US NAVY)



meretmarine.com
Préparation en salle d'alerte (© : US NAVY)

Drones: Obama discute en ligne et confirme que les raids se poursuivent



Les drones sont très présents dans l'actualité de ce mardi matin. Le président Obama, lors d'une discussion en ligne avec les usagers de Youtube et Google+, s'est exprimé sur le recours aux drones et a confirmé plusieurs informations. Il a aussi déclaré: "Je pense que certains ont l'impression que nous lançons tout un tas de frappes au petit bonheur la chance. Il est important que chacun comprenne que tout ceci est extrêmement encadré."

Irak. L'utilisation de drones d'observation par le DoS (Département d'Etat) pour protéger l'ambassade US de Bagdad suscite la colère des autorités irakienne qui parlent de "violation de l'espace aérien".

Yémen. Un drone non identifié a pris des activistes pour cibles alors qu'ils circulaient à bord de deux véhicules, à l'est de la ville de Loder, dans la province d'Abyan. Un chef de tribu des environs a indiqué que quatre des onze tués étaient des dirigeants locaux d'Al Qaïda.

Pakistan. Le président des Etats-Unis Barack Obama a reconnu lundi que la CIA menait toujours des frappes de drones contre Al-Qaïda au Pakistan, des opérations qui n'avaient jusqu'ici pas été officiellement confirmées par Washington.

Accident d'un drone Eitan en Israël

30 janvier 2012 – 19:50



L'armée israélienne a accidentellement perdu un drone Eitan (fort en hébreu), le 29 janvier, dans le centre du pays, au cours d'essais mené conjointement avec Israel Aerospace Industries (IAI). L'accident n'a pas fait de victimes.

D'après une chaîne de télévision privée, une aile de l'appareil se serait détachée, n'ayant pas pu supporter la masse trop importante d'un nouvel équipement qui y était fixé.

Mais selon un autre media israelien, l'accident serait dû à une erreur de pilotage d'un opérateur. Quoi qu'il en soit, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cette perte, évaluée à 7,5 millions d'euros.

Les drones Eitan, dont on ignore le nombre d'exemplaires en service, sont mis en oeuvre depuis la base de Tel Nof par le squadron 210.

Le Eitan, également connu sous le nom d'Heron TP (le type d'appareil dont Dassault Aviation a été chargé de « franciser » pour les besoins de l'armée de l'Air), est un drone d'une envergure de 26 mètres pour 14 mètres de long. D'une masse de 4,5 tonnes au décollage, il est capable de transporter une charge utile d'une tonne. Son autonomie est d'environ 36 heures et peut voler jusqu'à 40.000 pieds d'altitude.

Un Fouga Magister adjudé à 88.521 euros

30 janvier 2012 – 18:14

Comme prévu, la maison Artcurial a organisé, le 29 janvier, une vente aux enchères dédiée au monde de l'aéronautique, avec en vedette, parmi les nombreux lots proposés, un [Fouga Magister](#) disposant d'un potentiel supérieur à 700 heures de vol.

Facilement reconnaissable grâce à son empennage en V, cet avion a notamment équipé la Patrouille de France jusqu'à l'entrée en service de l'Alphajet et contribué à former de nombreux pilotes de chasse, en particulier ceux ayant réussi le concours de l'Ecole de l'Air, avant le court règne du Tucano dans le ciel de Provence.

Quoi qu'il en soit, le Fouga Magister proposé par Artcurial a fait l'objet d'une intense bataille entre deux passionnés. Finalement, c'est un collectionneur européen, qui a souhaité garder l'anonymat, qui remporté l'enchère finale, d'un montant de 88.521 euros.

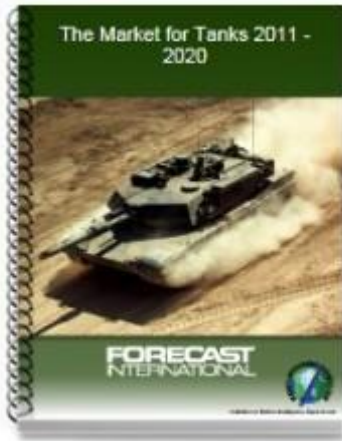
L'on ignore ce que l'acquéreur compte faire de son Fouga Magister. Avant la vente, Artcurial avait précisé que « tout pilote ayant au moins 200 heures de vol en tant que pilote privé à son actif pouvait prendre les commandes de cet appareil, sous réserve d'une formation complémentaire par un instructeur spécialisé » et qu'une « grande visite de révision » devait être effectuée avant de le faire voler. De quoi faire gonfler la facture pour ce collectionneur...

En effet, d'après les tarifs pratiqués [par JET ADRENALINE](#), qui dispose justement d'un Fouga Magister, les frais pour un vol de 25 minutes de vol s'élèvent à plus de 900 euros.

02.02.2012

Le char de bataille n'est pas mort: les besoins sont estimés à 7 600 unités d'ici à 2020

Le char de bataille n'est ni mort ni même moribond, selon la dernière étude de **Forecast International**: "The market for Tanks". C'est aussi ce que montrent certains retex d'Irak et d'Afghanistan.



Le rapport américain annonce même qu'il existe un marché pour 7 600 MBT (*main battle tank*), d'une valeur total de 31,5 milliards de dollars. Et c'est sans compter sur la maintenance et le retrofit...

Pour lire quelques extraits (désolé, mais la version de base coûte 888\$), cliquer [ici](#). Le rapport fait le point sur un certain nombre de programmes asiatiques, russes, américains, indien (*Karan*), voire italien (avec l'*Ariet 2*). Rien sur la France, en revanche.

La perspective est résolument industrielle et commerciale; ce rapport n'aborde pas la doctrine et les modes d'emplois actuels et anticipés du MBT. C'est un peu dommage, car des retex seraient bien venus.

30.01.2012

Une matinée avec les plongeurs démineurs de Cherbourg



Créé en 1955, le groupement des plongeurs démineurs de Cherbourg (GPD) se compose de 25 plongeurs démineurs, deux infirmiers hyperbaristes et un médecin de la plongée. Mardi dernier, une équipe de ce Groupement était dans le Nord pour une opération de déminage de plusieurs pièges de la Seconde Guerre mondiale. Un de mes collègues de la rédaction de Cherbourg a suivis les militaires. Son reportage est paru ce lundi matin dans nos éditions de la Manche.

Reportage

Mardi, 7 h : la mission

Il fait nuit noire à Wissant, tout près de Boulogne-sur-Mer, dans le Nord. La température extérieure avoisine les 3 °C. Pas de quoi décourager les cinq plongeurs démineurs de Cherbourg, habitués aux conditions extrêmes. Ils ont une mission à remplir. Détruire 15 asperges de Rommel de la Seconde Guerre mondiale (*lire Repères*).

7 h 10 : début des opérations

Le capitaine Yann Geffroy se rend à la mairie de Wissant où est installé le poste de commandement. Les autres **soldats** prennent la direction de la plage. Ils se divisent en deux équipes de deux pour aller plus vite. « **Nous devons agir vite. Il faut désensabler les asperges pendant la marée basse** », indique le premier-maître Sylvain Augé. Sur place, ils rejoignent les équipes du 3^e régiment du génie de Charleville-Mézières, venus en appui avec deux tractopelles pour désensabler les asperges recouvertes après 60 ans passés dans sur la plage.

9 h : Un désensablement délicat

Il faut manier la pelleteuse avec précaution pour éviter les à-coups et limiter le risque d'explosion. Sous les ordres de Guillaume Legrand, quartier-maître au GPD, le pilote désensable l'asperge. Puis, les mains plongées dans l'eau glaciale, il entoure le bloc de sangles et l'accroche aux dents de la pelleteuse. Délicatement, le pilote l'extirpe du sable et la remonte plus haut sur la plage.

10 h 30. Le contre-minage

Le vent se lève, et une pluie fine et glaciale fait son apparition. Sur chacune des trois asperges désensablées dans la matinée, les démineurs, très concentrés, installent deux pains de plastique de 500 g, reliés entre eux par du cordeau détonant. Un détonateur est placé dans l'un des pains et connecté à un fil déroulé sur 160 m. Au bout, le boîtier de mise à feu.

11 h 02 : Le décompte

La tension est palpable. Par radio, le premier-maître Augé contacte, le capitaine Geffroy au PC. « **Tout est prêt sur la plage. Personne dans les rues ?** » demande Sylvain Augé. « **C'est bon, tout le monde est à l'abri.** » « **Alors, je procède au décompte. 5, 4, 3, 2, 1, mise à feu.** » Un bruit sec et sourd retentit. Une énorme gerbe de fumée et une odeur de brûlé s'échappent du lieu de l'explosion.

11 h 05 : 50 kg d'explosifs

Sylvain Augé et Christophe Valmary se précipitent sur le lieu de l'explosion. Après quelques minutes, l'un d'eux lève le bras. C'est le signal. Tout s'est bien passé. Le béton s'est fracturé, mettant à jour les munitions sans les faire exploser. Bilan : un obus contenant 30 kg d'explosifs dans une asperge et deux mines anti-chars de 5 kg dans chacune des deux autres, soit 50 kg d'explosifs au total. Pas le temps de se réjouir, la mer monte. Il faut rapidement évacuer les munitions avant qu'elles ne soient emportées par les flots. Elles sont ensablées au pied d'une dune. Les démineurs reviendront dans l'après-midi pour les faire exploser dans le sable. Mission réussie.

Florian DELAMBILY.

COUPE DU MONDE DE SKI : 10 médailles pour les skieurs de l'armée de Terre

Lundi, 30 Janvier 2012 16:22



En un week-end, les soldats de l'équipe de France militaire de ski (EFMS) remportent 3 victoires, 3 podiums et 4 places en « top 10 » en coupe du monde. Bravo à nos athlètes !

3 victoires

Le sergent Tessa Worley ouvre le bal et s'impose lors du slalom géant de Kranjska Gora en Slovénie le 21 janvier 2012. Elle renoue avec la victoire un mois après sa belle 3e place à Lienz en Autriche.

Le même jour, le relais féminin (avec le caporal-chef Anaïs Bescond, le chasseur Sophie Boilley et des douanières Marie-Laure Brunet et Marie Dorin-Habert) s'impose à Antholz en Italie. Première victoire d'un relais dames français depuis 2007.

Dimanche, les bi-athlètes dominent le relais masculin d'Antholz. Il s'agit du sergent Martin Fourcade, de son frère le caporal-chef Simon Fourcade et des douaniers Jean-Guillaume Beatrix et Alexis Bœuf.

3 podiums

Le sergent Martin Fourcade en signe deux à d'Antholz, un lors du sprint et un lors de la Mass-start. Le chasseur Pierre Vaultier finit à la 3e place en snowboardcross à Veysonnaz en Suisse.

4 « top 10 »

Samedi le chasseur Anémone Marmottan prend une belle 7e place lors du géant de Kranjska Gora. Le caporal-chef Adrien Théaux termine 9e de la descente de Kitzbuehel en Autriche.

Dimanche, ils sont 2 à terminer au pied du podium à Kitzbuehel : le caporal-chef Steve Missillier (4e du slalom) et le caporal-chef Adrien Théaux (4e place du combiné descente/slalom).

De bons résultats nationaux

3 podiums et 3 « top10 » en ski de fond pour la 3e étape du Subaru Nordic Challenge à Autrans (38) les 21 et 22 janvier.

Victoire du chasseur Anouk Faivre-Picon à la foulée blanche (42km) et la 4e place du gendarme auxiliaire Mathias Wibault chez les hommes.

Gérée par l'école militaire de haute montagne (EMHM), l'EFMS est localisée à Chamonix.

Sources : armée de Terre

Le sprinteur Teddy Tinmar, vice-champion du monde, devient aviateur

Mise à jour : 01/02/2012 14:49 - Auteur : Ltt Karim Djemai

Teddy Tinmar, grand espoir du sprint français, vice-champion du monde du 4x100 mètres, s'est engagé dans l'armée de l'air, lundi 30 janvier 2012.



Le jeune athlète de 24 ans a signé son contrat d'engagement sur la [base aérienne 107 de Villacoublay](#), en présence de Monsieur Joël Loison, maire de Vélizy (Yvelines), commune sur laquelle est installée la base aérienne 107 et où Teddy a commencé l'athlétisme en 2008. *« Je connais bien les environs de Vélizy, puisque ma mère habite dans cette commune depuis plus de 20 ans , explique-t-il. J'y ai passé*

une partie de mon adolescence et du coup, je passais très souvent à proximité de la base aérienne de Villacoublay. »

Teddy Tinmar a signé pour servir 4 ans en qualité de militaire technicien de l'air (MTA), agent de soutien des systèmes d'information et de communication aéronautiques (SIC Aéro).

Pour le jeune homme, ce choix est cohérent. Il possède en effet un profil technique, en étant titulaire d'un BTS « Industrialisation des produits mécaniques ». *« Mes études portaient sur la mécanique en général , détaille Teddy. Bien que mon diplôme soit davantage tourné vers l'automobile, l'aéronautique m'a toujours intéressé. Je suis un passionné d'avions depuis mon enfance. »*

Pour Teddy Tinmar, ce contrat est aussi une manière de se projeter vers le futur est d'assurer son avenir. Il se voit bien dans la peau d'un aviateur. *« Il existe beaucoup de ressemblances entre l'armée de l'air et le sprint , estime le sportif. Il y a tout d'abord la vitesse (rires !) et plus sérieusement, il y a dans ces deux domaines une discipline commune, une rigueur et une hygiène de vie à respecter. »*

Malgré la signature de son contrat, Teddy Tinmar ne rejoindra pas tout de suite son unité d'affectation. Son statut de sportif de haut niveau de la Défense lui accorde un délai durant lequel il pourra se consacrer entièrement à la préparation des Jeux Olympiques qui se dérouleront du 27 juillet au 12 août 2012, à Londres. Ce n'est qu'en septembre prochain qu'il effectuera « ses classes » à l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (EETAA) de Saintes.



D'ici là, Teddy essaiera de faire aussi bien, voir mieux qu'aux championnats du monde d'athlétisme de 2011. L'an dernier, il avait remporté la médaille d'argent du relais 4x100 mètres, aux côtés de Christophe Lemaître, Yannick Lesourd et Jimmy Vicaut. Pour participer aux Jeux Olympiques, il devra décrocher sa qualification lors des championnats de France et d'Europe qui se dérouleront en juin prochain. *« Je travaille dur tous les jours pour être prêt lors cette échéance , explique le jeune homme. J'ai confiance en mes moyens. J'ai commencé l'athlétisme tard (à l'âge de 20 ans) et je n'ai jamais cessé d'améliorer mes records personnels. J'ai encore une marge de progression importante. »*

Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

Tarbes : des chargeurs de fusil-mitrailleur Famas en vente sur Internet

Mis à jour le 28 janvier 2012 à 07h32 Par david briand

Un militaire a passé une annonce pour vendre des munitions de guerre, récupérées en douce lors d'une mission en Afrique.



Des chargeurs de ce type se sont retrouvés en vente sur Internet. (photo dr)

«Vends 12 chargeurs pour Famas emballés ». En novembre 2009, les habitués du site Internet de petites annonces Aucland ont pu sourire en apercevant cette offre pour le moins désarmante. Les gendarmes de la brigade de recherches de Bagnères-de-Bigorre se sont beaucoup moins amusés en découvrant que le numéro de téléphone du vendeur était attribué à un militaire aguerri du 1er régiment de hussards

parachutistes de Tarbes. L'enquête a déterminé que c'est un autre militaire, affecté au génie d'Angers, qui était « prioritaire » pour acheter le lot.

« C'était un peu la foire »

Ce matériel de guerre ne provenait pas de l'armurerie du régiment tarbais, mais a été récupéré par le militaire en 2003 sur le tarmac d'un aéroport africain. Le Tarbais participait à l'opération Artémis en République démocratique du Congo. Une mission militaire de protection des populations civiles menée par l'Union européenne, sous mandat de l'ONU.

Les contrôles du matériel n'étaient pas conduits avec une rigueur martiale, au dire du militaire. « C'était un peu la foire, cette opération », a-t-il expliqué devant la chambre spécialisée des affaires militaires de Pau. Une juridiction peu connue, chargée de juger les militaires pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

Habitué des annonces

La fusillade de Carcassonne, en juin 2008, a poussé ce brigadier-chef de 39 ans à se débarrasser de cet attirail devenu encombrant. Lors d'une journée portes ouvertes de ce régiment de parachutistes, 17 personnes avaient été blessées par un Famas chargé par erreur de balles réelles.

Suite à cette bétise, des boxes avaient été mis en place dans les casernes afin que les militaires déposent, anonymement, les armes qu'ils avaient frauduleusement soustraites... Mais plutôt que d'opter pour cette solution, le militaire a préféré en tirer des bénéfices en vendant sur Internet ces 12 chargeurs (complétés de six anciens). Une pratique commerciale qui ne lui était pas inconnue. Ces dernières années, il avait ainsi vendu de la même manière ses surplus d'uniformes ainsi que ceux récupérés auprès de collègues partant à la retraite. Tout à fait légal, ce business lui avait rapporté 4 000 euros.

« Ce n'était pas la manière la plus intelligente de me séparer des chargeurs », a admis le militaire, qui a été condamné à quatre mois de prison avec sursis et 1 500 euros d'amende.